

# CIRCULAIRE N°001/CAB/ME/MIN.BUDGET/2021 DU 11 JUIN 2021 CONTENANT LES INSTRUCTION RELATIVES A L'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

All T

Kinshasa Juin 2021

### SOMMAIRE

SOMM	IAIREii
INTRO	DUCTION1
I.	DIRECTIVES GENERALES3
1.1.	Cohérence des prévisions budgétaires au Programme d'Action du Gouvernement3
1.2.	Cohérence des prévisions budgétaires avec le CBMT et le CDMT central 2022-20244
1.3.	Cohérence avec les indicateurs macroéconomique 2022-20245
<i>1.4</i> .	Conformité des prévisions budgétaires à la Lettre d'Orientation Budgétaire (LOB)5
1.5.	Respect du calendrier, de la nomenclature et des principes budgétaires6
1.5.1.	Respect du calendrier budgétaire6
1.5.2.	Respect de la nomenclature budgétaire6
1.5.3.	Respect des principes budgétaires7
1.6.	Elaboration, approbation et transmission des prévisions budgétaires sectorielles
<i>1.7.</i>	Processus de validation des prévisions budgétaires9
1.7.1.	Défense des prévisions sectorielles en conférences budgétaires9
1.7.2.	Examen de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement10
1.7.3.	Examen du projet de loi de finances au Parlement et des Edits budgétaires aux Assemblées Provinciales11
1.8.	Promulgation de la Loi de finances et publication des édits11
1.9.	Répartition des crédits et communication budgétaire12
1.10.	Intégration et consolidation des budgets12
II. DIR	RECTIVES RELATIVES AUX RECETTES13
2.1.1. D	RECTIVES RELATIVES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL 13 irectives relatives aux recettes internes
A. Rece B. Rece	Directives spécifiques aux recettes courantes
D. Rece	ttes administratives, judiciaires, domaniales et de participations

2.1.2. Directives spécifiques aux recettes extérieures
3.1. Directives spécifiques aux dépenses du budget général
3.1.1. Dette publique en capital (Titre I)24
3.1.2. Frais financiers (Titre II)2!
3.1.3. Dépenses de Personnel (Titre III)2!
3.1.4. Biens et matériels (Titre IV)29
3.1.5. Dépenses de prestations (Titre V)30
3.1.6. Transferts et Interventions de l'État (Titre VI)36
3.1.7. Équipements (Titre VII)39
3.1.8. Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière (Titre VIII)39
3.1.9. Dépenses de prêts et avances (Titre IX)4.
3.1.10. Directives particulières aux Charges communes42
3.2. Directives spécifiques aux dépenses des Budgets annexes44
3.3. Directives spécifiques aux dépenses des Comptes spéciaux44
IV. DIRECTIVES PARTICULIERES AUX PROVINCES, ETD ET SERVICES DECONCENTRES4!
4.1. Directives spécifiques aux budgets des Provinces et des Entités Territoriales  Décentralisées45
4.2. Directives concernant les Services déconcentrés46
V. DIRECTIVES RELATIVES A LA BUDGETISATION EN MODE PROGRAMME47
5.1. Production des budgets-programmes
CONCLUSION51



#### **ACRONYMES**

ARPTC : Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications

BCC : Banque Centrale du Congo

CBMT : Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT : Cadre des Dépenses à Moyen Terme

CPCM: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique

DGPPB : Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
DGDSP : Direction Générale de Développement et Suivi des Performances

DGDA : Direction Générale des Douanes et Accises

DGI : Direction Générale des Impôts

DGDP : Direction Générale de la Dette Publique

DGRAD : Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires,

Domaniales et des Participations

DIG-CC : Direction de l'Intendance Générale et des Crédits Centralisés

DTMF : Direction du Trésor et Moyens de Financement EPST : Enseignement Primaire, Secondaire et Technique

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

FC : Franc Congolais

FONER : Fonds National d'Entretien Routier
LOB : Lettre d'Orientation Budgétaire
LOFIP : Loi relative aux Finances Publiques
ONG : Organisation Non Gouvernementale

OCC : Office Congolais de Contrôle

PAG : Programme d'Actions du Gouvernement

PAP : Projet Annuel de Performance

PGAI : Plateforme de Gestion de l'Aide et de l'Investissement

PIB : Produit Intérieur Brut

PNSD : Programme National Stratégique de Développement

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée



### LISTE DES TABLEAUX

N° Tableau	Intitulé tableau	Référence Page
1	Grandes lignes du CBMT en milliards de FC	4
2	Principaux indicateurs macroéconomiques 2022-2024	5
3	Taux de primes et indemnités non permanentes	27
4	Taux d'indemnités de rapatriement et de mutation	28
5	Frais d'installation ou d'équipement	29
6	Frais journaliers ou indemnité de mission à l'intérieur du pays et à l'étranger	32
7	Frais de représentation	33
8	Taux de collation lors des rencontres sportives nationales et internationales	34
9	Taux des frais funéraires pour les fonctionnaires et agents de l'Etat actifs et retraités par grade	43



#### INTRODUCTION

La présente Circulaire contient les instructions relatives à l'élaboration de la Loi de finances de l'exercice 2022. Elle renferme également des dispositions relatives aux budgets des provinces et des entités territoriales décentralisées (ETD), utiles pour l'élaboration de leurs directives spécifiques.

L'élaboration de cette circulaire budgétaire se fonde sur la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, qui fixe notamment les modalités pratiques relatives à l'élaboration du budget et les compétences en matière budgétaire. Elle présente les directives permettant de prendre en compte le nouveau contexte, justifié par les orientations stratégiques du Programme d'Action du Gouvernement, approuvé par l'Assemblée Nationale le 26 Avril 2021, en lien avec le Plan National Stratégique de Développement et la vision du Chef de l'Etat.

Le Programme d'Action du Gouvernement 2021-2023 qui vise à construire un Etat fort, prospère et solidaire s'articule autour de 62 axes, regroupés en quinze piliers, présentés à travers quatre grands secteurs d'activités, à savoir, (i) Secteur politique, justice, défense et sécurité, (ii) Secteur économie et finances, (iii) Secteur reconstruction, (iv) Secteur social et culturel.

Le programme du Gouvernement détermine non seulement le contenu des actions, mesures et stratégies arrêtées, mais aussi une indication de leur coût et de leur source de financement, ainsi que les contraintes et défis majeurs à relever pour atteindre les objectifs de la Nation. Il résume les principaux engagements pris par le Président de la République devant la Nation, à exécuter au cours de trois (3) prochaines années du quinquennat.

C'est dans ce cadre que la présente Circulaire contient des mesures courageuses et des choix stratégiques, utiles pour la présentation des prévisions budgétaires réalistes pour l'exercice 2022.



Dans la perspective du passage au budget-programme à l'horizon 2023, et en vue de l'appropriation de ce processus par tous les intervenants, des directives spécifiques sont formulées aux ministères et institutions, décrivant les modalités de mise en place et de pilotage de ce nouveau mode de budgétisation.

Outre l'introduction et la conclusion, la présente Circulaire est structurée en cinq points essentiels, à savoir :

- les directives d'ordre général ;
- les directives spécifiques aux recettes ;
- les directives spécifiques aux dépenses ;
- les directives particulières aux provinces, ETD et services déconcentrés;
- les directives spécifiques à la budgétisation en mode programme.



### I. DIRECTIVES GENERALES

Les directives d'ordre général concernent l'élaboration des prévisions budgétaires au niveau du pouvoir central, de la province et des entités territoriales décentralisées.

### Elles portent sur :

- la cohérence des prévisions budgétaires avec le Programme d'Action du Gouvernement :
- la cohérence des prévisions budgétaires avec le CBMT et le CDMT central 2022-2024;
- la cohérence avec les indicateurs macroéconomiques 2022-2024;
- la conformité des prévisions budgétaires à la Lettre d'Orientation Budgétaire (LOB), aux stratégies sectorielles et aux programmes;
- le respect du calendrier, de la nomenclature et des principes budgétaires ;
- l'élaboration, approbation et transmission des prévisions budgétaires sectorielles :
- le processus de validation des prévisions budgétaires ;
- la promulgation de la Loi de finances, la publication des édits et des décisions budgétaires;
- la répartition des crédits et la communication budgétaire;
- l'intégration et la consolidation des budgets.

### 1.1. Cohérence des prévisions budgétaires au Programme d'Action du Gouvernement

Pour l'exercice 2022, chaque ministère et institution est appelé à assurer, dans l'élaboration de ses prévisions budgétaires, la cohérence de celles-ci avec le Programme d'Action du Gouvernement.

A titre de rappel, depuis 2019, la RDC s'est dotée d'un Plan National Stratégique de Développement (PNSD), avec comme ambition principale de tendre vers un pays à revenu intermédiaire en 2030, un pays émergent à l'horizon 2040 et développé en 2050.

Après l'adoption de son Programme d'Action par l'Assemblée Nationale, le Gouvernement de la République le met en œuvre en lien avec le PNSD et la vision du Chef de l'Etat. Ce programme s'articule autour des 62 axes, repris dans 15 piliers, regroupés sur 4 grands secteurs d'activités, à savoir, (i) Secteur politique, justice, défense et sécurité, (ii) Secteur économie et finances, (iii) Secteur reconstruction, (iv) Secteur social et culturel.



# 1.2. Cohérence des prévisions budgétaires avec le CBMT et le CDMT central 2022-2024

Les prévisions budgétaires de l'exercice 2022 doivent être soustendues par le Cadre Budgétaire à Moyen Terme, dont les grandes lignes sont reprises au tableau n°1 et le Cadre des Dépenses à Moyen Terme 2022-2024 repris en annexe. Les Administrations financières, les services d'assiette et tous les services dépensiers du pouvoir central sont tenus au strict respect de ces outils de programmation budgétaire.

De même, les provinces et les ETD doivent élaborer leurs CDMT provinciaux et locaux dans le respect du CBMT dont les grandes lignes sont reprises ci-dessous.

Tableau n°1: Grandes lignes du CBMT en milliards de FC

Rubrique	2022	2023	2024
Dépenses			
Pouvoir central	17.321,5	18.341,9	19.373,2
Budget Général	16.127,6	17.084,7	18.047,5
Budgets annexes	409,9	422,7	435,8
Comptes Spéciaux	783,9	834,5	889,9
Provinces	6.300,9	6.816,4	7.602,6
ETD	112,5	120,0	128,1
Recettes			
Pouvoir central	14.498,5	15.514,8	17.307,9
Budget Général	13.304,7	14.257,6	15.982,1
Budgets annexes	409,9	422,7	435,8
Comptes Spéciaux	783,9	434,5	889,9
Provinces	6.300,9	6.816,4	7.602,6
ETD	112,5	120,0	128,1
Solde pouvoir <b>central</b> (Budget Général)	-2.822,9	-2.827,1	-2.065,3
Endettement	2.822,9	2.827,1	2.065,3
Financement	2.113,0	1.964,2	841,3
Bons du Trésor	261,9	186,4	274,6
Emprunts programmes	1.871,1	1.777,8	566,7
Financement à rechercher	-689,9	-862,9	-1.224,0
Solde Provinces	0	0	0
Solde ETD	0	0	0

Source: CBMT 2022-2024, DGPPB, Ministère du Budget, juin 2021



### 1.3. Cohérence avec les indicateurs macroéconomique 2022-2024

Les prévisions du CBMT des exercices 2022, 2023 et 2024 au niveau central et provincial, doivent être élaborées dans le strict respect des principaux indicateurs macroéconomiques repris ci-dessous.

Tableau n°2 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2022-2024

Cadrage	2020		2021		2022	2023	2024
macroéconomique	Révisé	Réalisé	Initial	Actualisé			
Taux de croissance	-1,7%	1,7%	3,2%	4,9%	5,6%	6,6%	6,8%
Déflateur PIB	7,6	7,0	8,7	6,9	7,4	7,9	8,5
Tx d'inflation moyen	13,0%	10,2%	15,1%	10,9%	6,2%	6,5%	6,8%
Tx d'inflation fin période	21,5%	15,76%	8,8%	6,0%	6,33%	6,67%	7,00%
Tx change moyen (FC/USD)	20 32,20	1 851,5	2 067,80	2 006,7	2 085,3	2 179,77	2 285,21
Tx change fin période (FC/USD)	9420,63	1 971,8	2 013,40	2 041,6	2 130,7	2 229,47	2 340,95
PIB nominal en milliards FC	94240,63	90 181,04	111 904	106 311,04	119 540,82	134 923,83	155 214,23

Source : Note de cadrage mai 2021, CPCM, Ministère du Plan.

Pour l'élaboration des prévisions budgétaires de l'exercice 2022, les administrations financières, les services d'assiette et tous les autres services dépensiers du pouvoir central sont tenus au strict respect du cadrage macroéconomique, du CBMT et du CDMT Central 2022-2024 annexé à la présente Circulaire.

Pour l'élaboration de leurs budgets respectifs, les provinces et les ETD doivent élaborer leurs CDMT centraux dans le respect du CBMT et du cadre macroéconomique repris dans la présente Circulaire.

# 1.4. Conformité des prévisions budgétaires à la Lettre d'Orientation Budgétaire (LOB)

En vue de préserver la cohérence dans la mise en œuvre du Programme du Gouvernement au regard de l'article 12 de la LOFIP, les prévisions budgétaires de l'exercice 2022 doivent être élaborées dans le respect des mesures d'encadrement contenues dans la Lettre d'Orientation du Premier Ministre.

De façon globale, la lettre d'orientation budgétaire 2022 décrit le contexte international et national d'élaboration du budget de l'exercice 2022 et définit la politique budgétaire ainsi que les politiques publiques phares à mettre en œuvre au cours dudit exercice.



# 1.5. Respect du calendrier, de la nomenclature et des principes budgétaires

### 1.5.1. Respect du calendrier budgétaire

Les différents intervenants dans le processus budgétaire au niveau central et provincial sont tenus au strict respect du calendrier budgétaire 2022 en annexe, afin de permettre le dépôt, dans le délai légal, du projet de loi de finances, des projets d'édits budgétaires et des projets de décisions budgétaires auprès des organes délibérants respectifs et d'assurer la synergie horizontale et verticale entre d'une part, le pouvoir Central et les provinces et d'autre part, les Ministères de deux niveaux de pouvoir.

Pour ce faire, se référant audit calendrier, le projet de loi de finances, le projet d'édit budgétaire et le projet de décision budgétaire de l'année sont élaborés concomitamment par :

- le **Gouvernement central**, pour être déposé au plus tard le 15 septembre 2021 au Bureau de l'Assemblée Nationale ;
- chaque **Gouvernement provincial**, pour être déposé à l'Assemblée provinciale de son ressort au plus tard le 25 novembre 2021 ;
- chaque **Exécutif local**, pour être déposé auprès de l'organe délibérant compétent à due date, avant le 15 décembre 2021. Toutefois, les organes délibérants n'étant pas encore en place, les prévisions budgétaires sont approuvées et publiées par le Gouverneur de province.

En vue de permettre aux provinces et aux ETD de produire leurs édits budgétaires et décisions budgétaires dans le délai, le Ministre du pouvoir central ayant le budget dans ses attributions communique avec diligence aux provinces, après le vote de la Loi de finances, l'enveloppe de 40% des recettes à caractère national leur revenant. Il en est de même des Gouverneurs de provinces ou des Ministres provinciaux en charge du budget envers les ETD de leur ressort.

### 1.5.2. Respect de la nomenclature budgétaire

Les prévisions budgétaires, tant en recettes qu'en dépenses, doivent être présentées dans le respect de la nomenclature budgétaire en vigueur.

La présentation des recettes doit se faire par organisme mobilisateur et par nature économique, tout en spécifiant l'origine, la localisation et le bailleur, particulièrement pour les ressources extérieures.



Les dépenses doivent être présentées par section, chapitre, nature économique, tout en renseignant la source de financement et la localisation géographique. Dans la perspective du basculement vers le budget en mode programme, tous les secteurs disposant des Projets Annuels de Performance sont également conviés à regrouper leurs dépenses par programme et par action, en se fondant sur la nomenclature programmatique en vigueur. Les instructions spécifiques y afférentes sont édictées au point V de la présente Circulaire.

Les Institutions, Ministères et Services publics inscriront dans leurs prévisions, parmi les priorités, les dépenses de lutte contre la pauvreté et les questions liées à l'enfant, expression chiffrée des actions du Gouvernement en la matière, pour le bien-être de la population, afin qu'elle concoure à l'atteinte des objectifs du PNSD. Pour ce faire, l'application de la classification fonctionnelle reste de stricte observance, car elle permet d'établir le lien avec les missions et programmes dévolus à chaque secteur.

### 1.5.3. Respect des principes budgétaires

Les prévisions budgétaires de l'exercice 2022 au niveau central, provincial et local doivent être élaborées dans le respect scrupuleux des principes d'annualité, d'unité, d'universalité, de spécialité, de légalité des recettes et des dépenses ainsi que de sincérité édictés par la LOFIP en ses articles 4 à 11.

# 1.6. Elaboration, approbation et transmission des prévisions budgétaires sectorielles

L'élaboration des prévisions budgétaires au niveau de chaque institution et ministère doit refléter les politiques publiques de chaque secteur, en ligne avec le CBMT, le CDMT Central et la LOB.

Les prévisions budgétaires de chaque institution et ministère doivent être élaborées par l'unité de gestion budgétaire sectorielle instituée en son sein, constituée des acteurs ci-après :

 au niveau central: Secrétaire Général, Directeur Général de l'Administration Financière, Conseiller Financier, Directeur des Services Généraux, Directeur des Etudes et Planification, Directeur Administratif et Financier, Directeur des Ressources Humaines, Sous-gestionnaires des Crédits, Contrôleur Budgétaire, Responsable de la Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics, Préfigurateur du responsable de programme sectoriel;

KRY

- *au niveau provincial*: Ministre provincial sectoriel, Conseiller Financier, Chef de Division provinciale du secteur, Chef de bureau chargé des questions financières et budgétaires du secteur;
- au niveau local: Echevin sectoriel, Chargé des questions financières de l'ETD, Chef de bureau du secteur, sous réserve de l'application partielle de certaines dispositions de la Loi sur la libre administration des provinces et la Loi organique portant composition, organisation et fonctionnement des ETD et leur rapport avec l'Etat et les provinces.

La détermination de ces besoins dans chaque secteur doit tenir compte de la contrainte budgétaire, notamment des enveloppes sectorielles notifiées en annexe à la présente Circulaire et de la répartition par province telle que prévue par la LOFIP.

Les prévisions budgétaires de l'exercice 2022 doivent être présentées conformément aux modèles de tableaux ou fiches d'analyse annexés à la présente. Avant leur transmission au Ministère du Budget, elles doivent être validées en commission budgétaire interne, pour être approuvées et signées par le gestionnaire de l'institution ou du ministère.

Le Ministère du Budget n'acceptera aucune prévision budgétaire d'un service sectoriel, ONG, budget annexe ou compte spécial non approuvée et signée par le gestionnaire sectoriel. L'unité budgétaire sectorielle est donc tenue de soumettre au gestionnaire l'ensemble des prévisions budgétaires du secteur intégrant celles des ONG, des budgets annexes et des comptes spéciaux.

Les prévisions budgétaires sectorielles du pouvoir central sont transmises en trois copies (en support papier et électronique) dont une au Ministre ayant le budget dans ses attributions, une au Secrétariat Général au Budget et une à la Direction Générale des Politiques et de Programmation Budgétaires (DGPPB) au plus tard le 15 juillet 2021.

Au niveau des services déconcentrés, les prévisions sont approuvées par le Gouverneur de Province avant leur transmission, **au plus tard le 15 juillet 2021,** au Ministre du Pouvoir central ayant le budget dans ses attributions, dont copies au Secrétariat Général au Budget et à la Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire.

Aucune prévision budgétaire ne sera acceptée ni dépouillée, si elle n'est dûment signée par l'autorité compétente et déposée dans le délai susmentionné.



Au niveau de la province, les prévisions des institutions, ministères et services publics sont transmises en trois copies, dont une au Gouverneur de Province, une au Ministre provincial ayant le budget dans ses attributions et une autre au Chef de division provinciale du budget.

En attendant la mise en place des organes délibérants des ETD, les prévisions budgétaires de celles-ci sont élaborées par l'exécutif de chaque entité, signées par le responsable attitré et transmises au Ministre provincial du budget pour centralisation, avant leur approbation par le Gouverneur de Province.

### 1.7. Processus de validation des prévisions budgétaires

### 1.7.1. Défense des prévisions sectorielles en conférences budgétaires

Après la transmission de leurs prévisions budgétaires au Ministère du Budget pour dépouillement et centralisation, les institutions et les ministères ont l'obligation de les défendre en conférences budgétaires, suivant le calendrier établi à cet effet. Sous peine de rejet et de nullité, aucune prévision budgétaire ne peut être déposée pendant ou après les conférences budgétaires.

Les conférences budgétaires du Pouvoir central se tiennent sous la responsabilité de la DGPPB, celles des provinces et des ETD du Ministère provincial en charge du budget ou de la Division provinciale du budget.

Les prévisions de chaque Ministère ou Institution sont défendues en conférences budgétaires par l'Unité de Gestion Budgétaire Sectorielle dans le respect des prescrits repris au point 1.4 de la présente Circulaire.

Les institutions, ministères ou services publiques qui ne défendront pas leurs prévisions budgétaires lors des conférences budgétaires, verront leurs crédits antérieurs reconduits.

En matière de dépenses, la défense des prévisions en conférences budgétaires au niveau central se déroule entre, d'une part, les services du Ministère du Budget et du Plan et, d'autre part, l'Unité de Gestion Budgétaire sectorielle.

Au niveau provincial et local, la défense des prévisions s'effectue par l'unité budgétaire provinciale devant les membres de la Commission budgétaire constituée du Ministre provincial en charge du Budget, du Chef de Division provinciale du Budget ou Mandataire du Budget, du Chef de Division provinciale du Plan, du Sous-gestionnaire des crédits affecté au Gouvernorat



et du Chef de bureau chargé de la préparation du budget. Elle distingue deux volets qui du reste, doivent maintenir la cohérence au regard de leurs imbrications.

La défense des prévisions budgétaires en matière de recettes s'effectue, au niveau central, entre, d'une part, les services du Ministère du Budget et d'autre part, les Administrations financières (DGDA, DGI) ainsi que les Services d'Assiette accompagnés de la DGRAD.

Au niveau provincial, elle s'effectue entre les services du Ministre provincial en charge du Budget et les services d'assiette assistés par la Direction Générale des recettes de la province. Ces échanges peuvent connaitre aussi la participation des syndicats (ou société civile).

### 1.7.2. Examen de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement

Le Ministre du pouvoir central ayant le budget dans ses attributions prépare, conformément à l'article 77, alinéa 1 de la LOFIP, le projet de loi de finances de l'année et ses annexes, à présenter au Gouvernement suivant la procédure en vigueur pour approbation, avant son dépôt au bureau de l'Assemblée Nationale.

L'examen des prévisions en Commission interministérielle devra porter sur la soutenabilité du budget, la solidité des agrégats macroéconomiques et la pertinence de la politique budgétaire et des politiques publiques reprises dans le CBMT et dans la préfiguration du budget.

Les débats portent également sur la hauteur des grandes masses des recettes et des dépenses de l'exercice 2022 ainsi que sur la pertinence des mesures fiscales et administratives préconisées.

Une fois l'avant-projet de loi de finances de l'année approuvé par la Commission interministérielle, le Ministère du Budget prépare les documents à soumettre à l'examen et à l'adoption du Conseil des Ministres. Le projet de loi de finances est ensuite finalisé et déposé au Bureau de l'Assemblée Nationale dans le strict respect de disposition de l'article 126 de la Constitution et de l'article 83 de la LOFIP.

Cette procédure s'applique mutatis mutandis aux provinces et aux ETD.

A l'étape de l'approbation par le Gouvernement, celui-ci communique en premier ressort, l'enveloppe de **40**% des recettes à caractère national.



# 1.7.3. Examen du projet de loi de finances au Parlement et des Edits budgétaires aux Assemblées Provinciales

Le Parlement examine et vote le projet de loi de finances déposé par le Gouvernement endéans 60 jours maximum, à compter de la date du dépôt, à raison de 40 jours pour l'Assemblée Nationale et 20 jours pour le Sénat.

L'examen du projet de loi de finances au Parlement doit se conformer aux dispositions de l'article 86 de la LOFIP, qui imposent notamment que les propositions de loi et les amendements formulés par les membres de l'Assemblée Nationale ou du Sénat ne soient pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence, soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique, à moins qu'ils ne soient assortis des propositions compensatoires, susceptibles de dégager les recettes ou les économies correspondantes.

En vue de préserver la politique budgétaire adoptée par le Gouvernement, la défense de l'ensemble des prévisions budgétaires (recettes et dépenses) au Parlement se fait sous la supervision du Ministre ayant le budget dans ses attributions. Ainsi, tout membre du Gouvernement invité au Parlement pour des compléments d'information sur les prévisions budgétaires de son secteur, à savoir recettes additionnelles, coupes budgétaires, augmentation des crédits, etc., est tenu d'en informer au préalable le Ministre ayant le budget dans ses attributions pour concertation, avant de se présenter au Parlement.

Dans le cadre de la solidarité gouvernementale, aucun membre du Gouvernement n'a le droit de proposer des recettes additionnelles ou de solliciter des crédits supplémentaires au Parlement, ou encore d'y transmettre toute information de son secteur allant à l'encontre du projet de loi de finances adopté en Conseil des Ministres, sans l'accord du Ministre du Budget.

Cette procédure s'applique mutatis mutandis aux provinces et aux ETD.

### 1.8. Promulgation de la Loi de finances et publication des édits

A l'issue de l'adoption de la Loi de finances par les deux chambres du Parlement, celle-ci est promulguée par le Président de la République et publiée au Journal officiel, en vue de permettre aux provinces et ETD de voter leurs édits et décisions budgétaires avant le 31 décembre.

Les services de la Présidence de la République en charge de



questions financières et budgétaires sont appelés, après promulgation de la Loi de finances par le Chef de l'Etat, à la mettre à la disposition du Ministre ayant le budget dans ses attributions pour lui permettre, d'une part, de communiquer en second ressort aux provinces l'enveloppe finale de 40% des recettes à caractère national à prendre en compte dans la version finale des édits et décisions budgétaires et, d'autre part, de procéder aux travaux de mécanisation et d'impression du budget.

### 1.9. Répartition des crédits et communication budgétaire

Après la promulgation de la Loi de finances de l'année, le Ministre du Budget communique les assignations des recettes et les crédits budgétaires à l'ensemble des Institutions, Ministères et Services Publics, par Arrêté portant répartition des crédits prévu à l'article 88 de la LOFIP, à travers la DGPPB au moyen de la documentation y afférente, en version papier et électronique.

Au niveau des provinces et des ETD, les assignations des recettes et les enveloppes des crédits sont réparties par décision du Ministre provincial ayant le budget dans ses attributions, conformément aux prescrits de l'article 190 de la Loi relative aux finances publiques.

La DGPPB est chargée de produire ce projet d'arrêté de répartition des crédits ainsi que les huit documents de transparence budgétaire, et de les publier dans le délai sur le site internet du Ministère du Budget (www.budget.gouv.cd).

### 1.10. Intégration et consolidation des budgets

L'élaboration du budget par les trois niveaux de pouvoir est bouclée au 31 décembre 2021. Pour permettre la consolidation du budget 2022, il est prévu le cheminement suivant :

- transmission par les ETD de leurs projets de décisions budgétaires à la province au plus tard le 30 mars 2022;
- transmission par les provinces de leurs projets d'édits d'intégration budgétaire au Pouvoir central avant le 20 avril 2022;
- dépôt du projet de loi de consolidation budgétaire au Bureau de l'Assemblée Nationale au plus tard le 31 mai 2022 afin d'être voté avant la clôture de la session parlementaire de mars.



### II. DIRECTIVES RELATIVES AUX RECETTES

#### 2.1. DIRECTIVES RELATIVES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL

Sur pied de l'article 13 de la LOFIP, les assignations des recettes de l'exercice 2022, découlent du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2022-2024, établi par le Ministre du pouvoir central ayant le budget dans ses attributions. Sur base de ce CBMT, les Administrations financières et les Services d'assiette doivent ventiler leurs assignations suivant les classifications de la nomenclature budgétaire (volet recettes), appuyées des fiches d'analyse dont les modèles sont repris en annexe de la présente Circulaire. Ces fiches d'analyse comprennent les principaux éléments de calcul ci-après :

- le libellé de l'acte générateur clairement défini ;
- le fait générateur ;
- le taux appliqué par acte générateur ;
- la base taxable relative à chaque acte générateur ;
- les statistiques de réalisation de cinq derniers exercices clos (2016-2020) et du premier semestre 2021 ;
- la projection de l'exercice 2022.

Chaque Administration financière ou Service d'assiette a l'obligation de tenir un répertoire exhaustif et actualisé des contribuables et assujettis pour un meilleur captage des recettes.

En vue de mieux apprécier le niveau des prévisions des recettes et de cerner l'impact des dépenses fiscales dans le budget, les Administrations Financières doivent annexer à leurs prévisions le volume et l'impact des exonérations tant légales que dérogatoires, en indiquant la nature, le bénéficiaire, la durée et l'acte juridique.

Afin de permettre la prise en compte des mesures fiscales dans le projet de loi de finances 2022, les Administrations financières et les services d'assiette sont tenus de joindre à leurs prévisions, une étude synthèse comprenant notamment, les éléments relatifs à l'impact budgétaire, en indiquant le gain, le coût ainsi que l'incidence juridique, administrative, sociale et économique associés à chaque mesure. Elles doivent également prévoir les dépenses préalables à la réalisation de certaines recettes, en termes de fonctionnement et d'investissement et les annexer aux prévisions budgétaires de leurs tutelles.



### 2.1.1. Directives relatives aux recettes internes

Les recettes internes comprennent les recettes courantes et les recettes exceptionnelles.

### 2.1.1.1. Directives spécifiques aux recettes courantes

#### A. Recettes des douanes et accises

En vue de la perception des droits et taxes de son ressort, la DGDA doit cerner les flux des marchandises importées, exportées et de certains produits d'accises, en collaboration avec l'OCC, la DGM et l'Hygiène aux frontières.

Pour l'exercice 2022, les spécificités ci-après doivent être prises en compte pour la détermination de ces recettes :

- 1° S'agissant des **recettes tributaires de la valeur CIF** (TVA, droits d'accises à l'importation et droits de douane), les projections doivent impacter l'évolution de la valeur CIF moyenne des cinq derniers exercices clos. Cette moyenne, impactée des indicateurs macroéconomiques, est ensuite répartie entre la TVA, les droits de douane et les droits d'accise à l'importation, au prorata de l'historique de ces recettes. Le calcul de ces trois natures d'impôt se fera de la manière suivante :
  - a) Taxe sur la valeur ajoutée : les recettes y relatives sont calculées en appliquant le taux de 16% sur les opérations économiques effectuées à titre onéreux. Cependant, lors de l'importation des marchandises minières en phase d'exploitation, la TVA est constatée et liquidée par voie de déclaration des marchandises au cordon douanier et déclarée auprès des services gestionnaires de l'administration des impôts dont relève chaque entreprise minière. Pour mieux saisir les opérations liées à cette taxe, la DGDA et la DGI devront élaborer une fiche unique indiquant le montant de la TVA initiale, les déductions, la TVA remboursable et la TVA nette. La DGDA devra produire un tableau de suivi des redevables de cet impôt et les bénéficiaires des exonérations;
  - b) **Droits d'accises à l'importation :** leurs recettes sont éclatées par type de produits concernés en fonction de la structure de leurs recettes réalisées l'année passée et le premier semestre de l'année en cours. Sur cette base, il sera ensuite appliqué le taux d'imposition relatif à chaque type de produit pour obtenir la recette attendue en 2022 ;



- c) **Droits de douane :** un taux moyen est appliqué pour dégager les recettes attendues en 2022.
- 2° Pour les recettes **indépendantes de la valeur CIF** (droits d'accises à l'intérieur, droits et taxes à l'exportation), bien qu'obéissant à la méthodologie de projection des recettes décrites dans la présente circulaire, leurs prévisions s'établissent en tenant compte des particularités suivantes :
  - a) Droits d'accises à l'intérieur: conformément à la législation en vigueur en matière de taux d'imposition, l'obtention de la quantité projetée est basée sur l'historique de leurs réalisations, en les multipliant par les prix de vente hors taxes fixés par les entreprises productrices pour déterminer la valeur imposable;
  - b) Droits et taxes à l'exportation : en multipliant les prix de vente moyens des produits concernés sur le marché mondial publiés à travers la mercuriale hebdomadaire des prix des produits d'exportations du commerce extérieur, avec les quantités projetées, obtenues sur base de l'historique de leurs réalisations.

La DGDA doit intégrer dans ses prévisions le produit colombotantalite à l'instar de l'or et du diamant artisanal. Elle devra aussi renseigner, outre le bois et le café, le cacao et le quinquina pour une projection efficiente de la taxe à l'exportation. (cfr tableaux n°1.1.a.et 1.1.b. en annexe).

### B. Recettes des impôts

Les prévisions des recettes des impôts doivent s'effectuer par centre de perception et par nature d'impôts, en se basant sur le répertoire des assujettis.

Avant la détermination du niveau des recettes, la DGI doit également procéder à l'évaluation du rendement des différents impôts et proposer à la DGPPB, ceux devant faire l'objet d'ajustement des taux d'imposition.

Suivant le modèle de tableaux **n°1.2.a et 1.2.b. en annexe**, les spécifications suivantes sont à prendre en compte pour l'estimation des recettes des impôts en 2022 :



### a) Impôts professionnels sur les rémunérations (IPR)

La DGI devra transcrire dans ses prévisions les masses salariales déclarées, redressées et imposées par catégories et l'ensemble d'éléments concourant à une projection correcte de l'IPR, notamment les barèmes repris dans le Code des impôts, tel que modifié par la loi de finances n°19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 en son article 17 paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que les effectifs, en tenant compte des résultats des contrôles et des redressements.

Elle devra en outre, communiquer dans la fiche technique, les statistiques de l'IPR collecté ainsi que les avantages et collations non permanentes en faveur des fonctionnaires et agents publics.

### b) Impôt sur les bénéfices et profits des grandes, moyennes et micro entreprises

L'Administration des impôts doit renseigner le chiffre d'affaires des assujettis, les bénéfices et profits déclarés et réalisés à travers les acomptes provisionnels et cela, par catégorie et par entreprise.

Elle doit ressortir l'impôt spécial sur les profits excédentaires et l'impôt spécial sur les plus-values des cessions d'actions ou des parts sociales inscrits dans le Code minier. Une attention soutenue doit être portée sur le recouvrement d'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises du fait de son recouvrement en province.

### c) Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux

S'agissant de cet impôt, la DGI doit prendre en compte dans ses prévisions, les bénéfices de 2020 distribués en 2021 et les autres revenus provenant des capitaux investis, tantièmes allouées et montant net des redevances pour l'usage ou la concession d'un droit de propriété intellectuelle ou industrielle ainsi que le revenu redressé, imposé pour dégager l'impôt attendu en 2022. Elle doit éclater dans ces prévisions la part qui revient aux nationaux et celles des expatriés.

### d) Impôt et taxes sur les biens et services (TVA)

La projection de cet impôt doit tenir compte des chiffres d'Affaires déclarés, exonérés et redressés des opérations imposables, en prenant en compte les déductions et les remboursements. La DGI doit annexer à cette projection, la liste exhaustive des redevables à la TVA en 2022 et l'état des lieux de l'implémentation des caisses enregistreuses.



# e) Autres recettes (immatriculation des véhicules, vente des imprimés, amendes et pénalités)

En vue de maximiser ces recettes, la DGI doit renseigner, en collaboration avec la DGDA, le nombre total des véhicules entrant nécessitant l'immatriculation. Elle doit également, à l'interne, mettre à jour son fichier du charroi automobile national intégrant tous les véhicules à changement d'adresse et leur impact sur l'exercice 2022. Pour améliorer les recettes de la vente des imprimés, les services du fisc doit effectuer le suivi sur les attestations fiscales des personnes morales et physiques et celles d'exemptions.

### C. Recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations

Tous les services d'assiette élaborent leurs prévisions budgétaires spécifiques dans le respect de l'Ordonnance-loi fixant la nomenclature des droits, taxes et redevance du Pouvoir central en vigueur et des arrêtés interministériels fixant les taux de taxation des différents actes générateurs, assorties des fiches d'analyse dont les modèles sont repris aux tableaux n°1.3.a, 1.3.b., 1.3.c, 1.3.d.et 1.3.e. en annexe.

Pour un meilleur suivi du comportement de chaque acte générateur, les droits constatés et liquidés au premier semestre de l'exercice en cours, devront être portés sur chaque fiche, par les services d'assiette.

La projection des recettes issues des ressources naturelles et autres secteurs porteurs de croissance obéit aux particularités ci-après :

1° Mines: les prévisions doivent être accompagnées de la liste exhaustive des entreprises minières et des minerais produits, des quantités des minerais projetés par entreprise, des cours sur le marché international, des données sur les détenteurs des titres/carrés miniers avec indication des superficies exploitées et du prix de location ou d'amodiation du carré minier. Ces prévisions doivent également être assorties des entreprises minières qui doivent entrer en phase de production pour leur prise en compte en 2022.



- 2° Environnement : les prévisions doivent prendre en compte l'impact des mesures de l'article 238 bis du Code minier relatives au paiement de la Taxe de Pollution (TP), la Taxe d'Implantation (TI) et la Taxe Rémunératoire Annuelle (TRA) sur les installations classées de catégorie 1A ainsi que de la taxe de déboisement par le titulaire des droits miniers et de carrières. Elles doivent être établies en tenant compte des statistiques des exploitants forestiers par province, avec indication de la superficie à exploiter, des statistiques sur le permis de coupe de bois industriel en termes de mètres cubes des grumes en 2022 ainsi que des données renseignant d'éventuels financements dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et du crédit carbone.
- 3° Hydrocarbures: les prévisions doivent être élaborées en tenant compte de la liste des détenteurs des autorisations d'exploration et de celle des productions attendues. Le Ministère des Hydrocarbures doit en outre, indiquer la liste des entreprises détentrices de permis de recherche et leur durée ainsi que celles qui vont entrer dans la phase d'exploitation ou de production, en énumérant les sites et leurs potentiels ainsi que leurs provinces. En matière de production, ce secteur devra indiquer les conventions de production et les avenants en vigueur, tout en spécifiant leur durée de validité, la production et les revenus attendus pour la période 2022-2024.
- 4° Portefeuille: les prévisions doivent se fonder sur les résultats d'analyse des états financiers de cinq derniers exercices clos de toutes les entreprises sous tutelle. En outre, elles indiqueront les dividendes déclarés et non recouvrés des exercices antérieurs ainsi que les parts ou actions des entreprises minières d'exploitation cédées à l'Etat et les statistiques des dividendes y afférents. Enfin, ces prévisions doivent spécifier les produits des actions et/ou obligations des entreprises d'économie mixte revenant à l'Etat pour l'exercice 2022. Par ailleurs, le Ministère du Portefeuille est tenu d'assurer la participation de la DGPPB aux séances de travail relatives à l'élaboration de leurs prévisions.



- 5° Postes, Télécommunications, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (ARPTC comprise): les prévisions doivent s'appuyer sur les informations contenues dans les états financiers des exploitants, renseignant notamment le volume d'appels et de short message service (SMS) entrants et sortants, locaux et internationaux, le nombre des numéros attribués par opérateur, les licences devant être vendues et le produit attendu en 2022 au titre de recettes non fiscales ainsi que les projections afférentes à l'année 2022.
- 6° Justice et Pouvoir judiciaire: les prévisions doivent tenir compte des recettes générées par les juridictions d'ordre civiles et militaires (Cour constitutionnelle, Cour de cassation, Conseil d'Etat, Haute Cour militaire, ainsi que par les Cours d'appels, les Tribunaux de Grande Instance, Tribunaux de Commerce, de Travail, de Paix, pour enfants et les Parquets y rattachés). Elles doivent contenir, de manière exhaustive, les actes générateurs se rapportant aux ventes publiques, cautions et différents droits administratifs du secteur.
- 7° Chancellerie des ordres nationaux : les prévisions doivent être prises en compte et intégrées dans la rubrique des droits et taxes sur la vente des attributs et des symboles de souveraineté, sur l'octroi des titres honorifiques ainsi que sur l'octroi des médailles (décoration/octroi médaille).

Tous les ministères doivent communiquer au ministère du Budget, les réalisations des recettes des droit de vente des dossiers d'appel d'offre des marchés passés par la procédure de gré à gré et les pénalités y relatives. Ces statistiques seront transmises par marché passé, autorité contractante et ministère ou institution ainsi que la source de financement (ressources propres et ressources extérieures).

### D. Recettes des pétroliers producteurs

Cette catégorie des recettes comprend toutes les obligations fiscales et non fiscales dues à l'Etat par les entreprises pétrolières de production et celles d'exploitation gazière. Il s'agit :

- pour les sociétés du groupe on shore : (i) des royalties, (ii) de l'impôt sur les bénéfices et profits des sociétés pétrolières de production et (iii) des dividendes:



pour le groupe off-shore : (i) de la marge distribuable, (ii) de l'impôt sur les bénéfices et profits des sociétés pétrolières de production et (iii) de la participation.

La projection de ces recettes doit s'effectuer par le Ministère des Hydrocarbures sur base de la production fiscalisée projetée en 2022 en nombre de baril, du cours moyen du baril sur le marché international, de la décote du brut congolais, des frais du terminal (uniquement pour le groupe on shore), du niveau des charges d'exploitation projeté par les entreprises pétrolières de production ainsi que du régime fiscal dévolu à chaque convention pétrolière. Tous ces éléments doivent être renseignés dans la fiche technique qui détermine le niveau des droits dus à l'Etat.

Pour aplanir les divergences souvent observées dans l'élaboration de la fiche technique de ces recettes, notamment sur les paramètres de projection, une séance d'harmonisation relative à la confection de ladite fiche s'avère indispensable avant les conférences budgétaires, entre les services concernés, à savoir la DGPPB, la DGI, le Portefeuille et les Hydrocarbures.

Par ailleurs, le Ministère des Hydrocarbures devra mettre à la disposition du Ministère du Budget via la DGPPB, le répertoire exhaustif des entreprises qui opèrent dans le secteur pétrolier ainsi que leurs niveaux de production respectifs.

Les prévisions de ces recettes sont élaborées et défendues en conférences budgétaires, chacun en ce qui le concerne, par la DGI, le Ministère du Portefeuille et celui des Hydrocarbures.

### 2.1.1.2. Directives spécifiques aux recettes exceptionnelles

Au regard de l'article 34 alinéa 3 point 3 de la LOFIP, les recettes exceptionnelles sont constituées de :

- dons et legs intérieurs courants, destinés à financer les dépenses courantes, tels que les donations par une personne morale ou physique des fonds destinés à l'achat des petits matériels des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire;
- dons et legs intérieurs projets, destinés à financer les dépenses d'investissement, tels que le financement par une personne morale ou physique de la construction d'un ou plusieurs hôpitaux dans le cadre de la couverture de santé universelle;
- remboursement des prêts et avances, tels que le remboursement par les agents de l'État des fonds reçus de l'employeur pour le financement de leurs logements;



- produits des emprunts intérieurs tels que les emprunts intérieurs contractés par l'Etat au titre de *bons et/ou obligations du trésor.* 

Chaque secteur bénéficiaire de dons et legs intérieurs courants ou projets doit transmettre ces informations au Ministère du Budget via la DGPPB, en vue du captage des prévisions budgétaires y relatives.

La Direction du Trésor et de Moyens de Financement (**DTMF**) est tenue d'identifier et transmettre à la DGPPB, la prévision des recettes de remboursement de prêts et avances consentis par l'Etat aux différents bénéficiaires, en indiquant le type de prêt ou d'avance, le nombre et la désignation des bénéficiaires, le montant initial du prêt ou de l'avance, les remboursements effectués ainsi que l'encours en principal et en intérêt.

La DTMF a également l'obligation de transmettre à la DGPPB les prévisions se rapportant aux emprunts intérieurs à contracter par l'Etat ainsi que les ressources et les charges de trésorerie à autoriser par la Loi de finances.

### 2.1.2. Directives spécifiques aux recettes extérieures

Pour l'exercice 2022, les unités de gestion des projets et programmes, les agences d'exécution ainsi que les ministères et institutions bénéficiaires de ces ressources sont tenus de transmettre à la DGPPB et à la PGAI, suivant le modèle de tableau n°1.5 en annexe, les données ci-après :

- les engagements annuels ou pluriannuels des partenaires dont les conventions ou accords entrent en vigueur ou se répercutent sur l'exercice budgétaire 2022;
- la tranche annuelle des engagements pluriannuels venant à échéance au cours de l'exercice budgétaire 2022 ;
- le report des années antérieures ;
- la nature de la recette (don budgétaire, emprunt programme, don projet, emprunt projet);
- le libellé du projet ou des projets rattachés au financement concerné ;
- le bailleur (pays, organisme, agence donatrice) ;
- l'échéancier de décaissement arrêté avec le bailleur ;
- le montant du projet en devises et l'équivalent en Francs Congolais ;
- l'agence d'exécution ou l'unité de gestion du projet ;
- le service bénéficiaire du projet ;
- la localisation géographique du projet.



Pour mieux refléter l'impact de ces ressources dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2022-2024 et dans la Loi de finances de l'exercice 2022, le Ministre des Finances devra transmettre au Ministre du Budget la copie de toute convention et tout accord de dons et prêts conclus avec les partenaires au développement, conformément à l'article 108 de la LOFIP.

En vertu du principe de transparence de l'aide, il est exigé des agences d'exécution, des unités de gestion des projets, des services bénéficiaires des ressources extérieures et des services dépensiers, la communication, de manière exhaustive des promesses de financements des Partenaires Techniques et Financiers dans le budget pour leur intégration dans la base des données de préparation du budget (ex ante) et dans la chaîne de la dépense (ex post).

### 2.2. Budgets annexes

Tous les services émargeant aux Budgets annexes doivent transmettre leurs prévisions budgétaires à leurs Ministres de tutelle pour centralisation et transmission à la DGPPB. Ces prévisions doivent s'étaler sur trois ans (2022 à 2024) et être conformes aux modèles de tableau n°1.10 et 2.28 en annexe de la présente Circulaire.

Elles doivent indiquer leurs recettes et dépenses ainsi que le solde. Le solde excédentaire doit être porté aux recettes du budget général, tandis que le solde déficitaire, dûment justifié par la situation bilantaire, pourra bénéficier, suivant la contrainte budgétaire, d'une subvention. Les responsables des budgets annexes doivent donc présenter l'ensemble de leurs dépenses ventilées en rémunération, fonctionnement et investissement, tout en indiquant les objectifs leur assignés par l'Etat.

A défaut de la présentation des états financiers pour les cinq derniers exercices clos (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) ainsi que les six premiers mois de l'année 2021, aucune prévision de Budget annexe ne sera prise en compte en 2022.

Dans le cadre de l'assainissement en cours des organismes auxiliaires conformément à l'article 231 de la LOFIP, le Ministère de la Santé doit transmettre au Secrétariat Général du Budget la liste exhaustive des hôpitaux relevant du pouvoir central et des provinces ainsi que les textes les créant. Il en est de même pour l'ESU en ce qui concerne les Universités et Instituts Supérieurs de l'Etat ainsi que des autres Ministères qui regorgent ces services.



### 2.3. Comptes spéciaux

### 2.3.1. Comptes d'affectation spéciale

Les responsables des **comptes d'affectation spéciale** répertoriés à ce jour ont l'obligation de transmettre leurs prévisions budgétaires à leurs Ministres de tutelle pour centralisation et transmission à la DGPPB.

Ces prévisions doivent être accompagnées de la fiche d'analyse retraçant les informations relatives à leurs recettes (cfr. tableau n°1.7 en annexe) et des états financiers des trois derniers exercices clos. Les prévisions budgétaires des comptes d'affectation spéciale doivent également être accompagnées de données ci-après :

- les textes juridiques les instituant ;
- les statistiques des recettes réalisées par acte générateur à fin 2020 et au premier semestre 2021;
- les taux appliqués pour le calcul du montant par acte générateur.

### 2.3.2. Comptes de concours financiers

En vertu des prescrits de l'article 66 de la Loi relative aux finances publiques, **les comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par le pouvoir central à une personne physique ou morale de droit public (Province, ETD, Etablissement public, Agent de l'Etat).

Pour l'exercice 2022, les instructions reprises au **3.1.9** et **3.3** de la présente circulaire s'appliquent au présent point.



### III. DIRECTIVES RELATIVES AUX DÉPENSES

Les plafonds des dépenses de l'exercice 2022 annexés à la présente Circulaire découlent du CDMT central 2022-2024 élaboré par le Ministre en charge du Budget conformément à l'article 76 de la LOFIP. Les recettes étant limitées, les services dépensiers sont tenus de respecter scrupuleusement leurs plafonds sectoriels pour la mise en œuvre de leurs politiques publiques. Toute prévision des dépenses dépassant ces plafonds sectoriels sera purement et simplement rejetée par les services du Ministère du Budget.

L'inscription d'une nouvelle structure dans le budget doit se conformer à l'article 107 de la LOFIP qui requiert l'avis préalable du Ministre ayant le Budget dans ses attributions sur tout projet de loi, toute décision ou convention quelconque pouvant avoir une répercussion immédiate ou future, tant sur les recettes que sur les dépenses ainsi que tout acte d'administration portant création d'emploi, extension de cadres organiques, ou modification du statut pécuniaire des agents de carrière des services publics.

La création des nouvelles structures doit également se conformer à l'article 25 de la Loi organique n°16/001 du 03 mai 2016 fixant l'organisation et le fonctionnement des services publics du Pouvoir central, des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées qui dispose que tous les services publics du Pouvoir central sont créés et, le cas échéant dissouts, par Décret du Premier Ministre, délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre ayant le secteur d'activité concerné dans ses attributions.

### 3.1. Directives spécifiques aux dépenses du budget général

### 3.1.1. Dette publique en capital (Titre I)

#### 3.1.1.1. Dette intérieure

Les crédits à inscrire au titre du principal de la dette intérieure concernent l'ensemble des engagements régulièrement contractés par l'Etat vis-à-vis des créanciers résidents au terme de l'exercice budgétaire. Ils comprennent la dette sociale (1-1711), la dette commerciale (1-1712) et la dette financière (1-1713).



Ces prévisions doivent tenir compte de l'impact socio-économique attendu du paiement des fournisseurs et entrepreneurs, dans la perspective de la promotion de la classe moyenne. Elles doivent également être soumises à la décote. Seules les créances certifiées et centralisées par la DGDP seront prises en compte dans le budget dans le cadre de l'exercice 2022. Ces prévisions doivent être accompagnées du plan d'apurement.

#### 3.1.1.2. Dette extérieure

Les prévisions du principal de la dette extérieure doivent être évaluées de manière exhaustive par la DGDP, dans le respect de la stratégie de la dette à moyen terme, sur base des échéanciers des conventions signées entre la RDC et ses partenaires financiers. La DGDP doit transmettre à la DGPPB, un état détaillé indiquant le stock de la dette extérieure actualisé après le point d'achèvement (2013-2020) ainsi que le plan de remboursement.

L'évaluation du principal de la dette doit se faire concomitamment avec les intérêts, pour plus de traçabilité et un meilleur suivi du service de la dette.

### 3.1.2. Frais financiers (Titre II)

Les frais financiers comprennent les intérêts sur la dette intérieure et extérieure. La première catégorie concerne les intérêts sur la dette financière intérieure (2-6711), les intérêts moratoires (2-6712) et les intérêts titrisés (2-6713), tandis que la seconde comprend les intérêts sur le Club de Paris (2-6721), les intérêts sur le Club de Londres (2-6722), les intérêts sur le Club de Kinshasa (2-6723) et les intérêts sur la dette multilatérale (2-6724).

La Direction du Trésor et Moyens de Financement (**DTMF**), en collaboration avec la Banque Centrale du Congo (BCC), doit transmettre à la DGPPB un état détaillé des intérêts titrisés à budgétiser au cours de l'exercice 2022, en se fondant sur le plan d'apurement de la créance et sur la Convention du Caissier de l'Etat ou l'avenant de la Convention signée entre la BCC et le Ministère des Finances.

### 3.1.3. Dépenses de Personnel (Titre III)

### 3.1.3.1. Rémunération du personnel actif de l'Etat

Les prévisions de rémunérations du personnel actif de l'Etat (Traitement de base, Primes permanentes,...) sont évaluées par chaque institution, ministère ou service public sur base des barèmes dûment approuvés par le **Ministre ayant le Budget dans ses attributions**, des effectifs par grade et fonction, en ligne avec le cadre organique agréé par le

KRY

Ministre en charge de la Fonction Publique, conformément au modèle des tableaux n°2.5 et 2.6 en annexe.

En référence aux critères quantitatifs et qualitatifs en matière des dépenses salariales, le Gouvernement tient à maintenir la masse salariale dans les limites acceptables. Sur ce, aucun nouveau barème ne pourra être approuvé par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions en attendant l'apurement du stock des barèmes existants.

La prise en compte d'un effectif issu de la scission d'une Administration doit être soutenue par un procès-verbal dûment signé par les Secrétaires généraux des administrations concernées, sous la supervision du Ministre sectoriel.

Les organisations non gouvernementales et les structures du secteur privé ne sont pas éligibles à la rémunération. Le Gouvernement ne prévoit son appui en faveur de ces structures que dans le cadre des interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques conformément à la nomenclature budgétaire en vigueur. La DGPPB doit veiller à ce qu'aucune organisation non gouvernementale n'apparaisse dans la rubrique rémunération.

S'agissant de la pension de retraite et de la rente de survie, les instructions y relatives sont reprises au titre VI (Transferts et intervention de l'Etat).

### 3.1.3.2. Dépenses accessoires de personnel

Les dépenses accessoires de personnel liées à la rubrique fonctionnement enregistrent les primes et indemnités non permanentes (3-6625), les frais d'installation ou d'équipement, de rapatriement et de mutation (3-6626) ainsi que les indemnités kilométriques (3-6627).

Les priorités du Gouvernement étant les dépenses sociales et les investissements porteurs de croissance, les taux des primes et indemnités non permanentes sont reconduits pour l'exercice 2022, conformément au tableau suivant :



Tableau nº3 : Taux de primes et indemnités non permanentes (en FC)

N°	Catégorie	Taux / Jeton de présence par jour	Taux par jour des travaux intensifs sur réquisition	Taux par Jour férlé ou dimanche
1	Président de la République	185 690	195 000	326.655
2	Premier Ministre, Président Assemblée Nationale, Président Sénat, Président de la Cour Constitutionnelle, 1er Président du Conseil d'Etat, 1er Président de la Cour de Cassation, Procureur Général près la Cour Constitutionnelle, Procureur Général près le Conseil d'Etat, Procureur Général près la Cour de Cassation et assimilés	170.000	170.000	277.389
3	Vice-Premier Ministre et assimilés	162.000	162.000	272.034
4	Ministre d'État et assimilés	155.000	155.000	268.821
5	Ministre et assimilés	143.500	143.500	260.253
6	Ministre Délégué et assimilés	140.000	140.000	231.000
7	Vice-Ministre et assimilés,	125.000	125.000	228.000
8	Secrétaire Général et assimilés	115.000	115.000	213.000
9	Magistrat hors cadre et assimilés	102.000	102.000	198.000
10	Directeur Général	100 000	100 000	193 000
11	Directeur de Cab. Adj. des Ministres, Conseiller PM	95.000	95.000	190.000
12	Directeur, Conseiller de Cabinet et assimilés	91.000	91.000	186.000
13	Chef de Division et assimilès	82.500	82.500	180.000
14	Chef de Bureau et assimilés	76.000	76.000	168.000
15	Agents de collaboration (ATA1, ATA2, AGA1) et assimilés	61.000	61.000	135,000
16	Agents d'exécution (AGA2 à Huissier) et assimilés	55.000	55.000	120.000



Les prévisions des indemnités de rapatriement et de mutation sont établies conformément au Règlement d'administration. Elles sont calculées en tenant compte de la composition familiale, du nombre de personnes à rapatrier ou à muter, du coût du billet et des frais de rapatriement ou de mutation (cf. tableau n°4 ci-dessous).

Sont bénéficiaires de ces indemnités, l'agent de l'Etat, la conjointe, les enfants légitimes et sous tutelle à l'âge de scolarité ainsi que les enfants majeurs qu'un handicap rend dépendant des parents. Chacun bénéficie du billet, des frais de bagages et des frais de rapatriement ou de mutation.

Tableau n°4: Taux d'indemnités de rapatriement et de mutation (3-6626).

### a) A l'intérieur

Bénéficiaire	Coûts des Billets	Coûts des Bagages	Frais de mutation en FC
Agent	Coûts du billet en \$ x 2 085,8	1000 Kg x 2\$ x 2 085,8 FC	4 171 600
Conjointe	Coûts du billet en \$ x 2 085,8 FC	500 Kg x 2\$ x2 085,8 FC	2 085 800
Enfants, enfants sous tutelle	Coûts du billet en \$ par enfant x 2 085,8 FC	250 Kg x2\$x 2 085,8 FC	1 042 900

### b) A l'étranger

Bénéficiaire	Coûts des Billets	Coûts des Bagages	Frais de mutation en FC
Agent	Coûts du billet en \$ x2 085,8 FC	1000 Kg x 5\$ x2 085,8 FC	10 429 000
Conjointe	Coûts du billet en \$ x2 085,8 FC	500 Kg x 5\$ x 2 085,8 FC	5 214 500
Enfants, enfants sous tutelle	Coûts du billet en \$ par enfant x2 085,8 FC	250 Kg x 5\$ x2 085,8 FC	2 607 250

Les **frais d'installation** accordés aux membres des institutions politiques et assimilés sont réduits en 2022 à leur entrée en fonction, suivant les taux fixés dans le tableau ci-après :



Tableau nº 5 : Frais d'installation ou d'équipement (3-6626).

N°	Catégorie	Frais d'installation en FC
1	Président de la République	7 500 000
2	Premier Ministre, Président Assemblée Nationale, Président Sénat, Président de la Cour Constitutionnelle, 1er Président du Conseil d'Etat, 1er Président de la Cour de Cassation, Procureur Général près la Cour Constitutionnelle, Procureur Général près le Conseil d'Etat, Procureur Général près la Cour de Cassation et assimilés	4 875 000
3	Vice-Premier Ministre et assimilés	4 125 000
4	Ministre d'État et assimilés	3 750 000
5	Ministre et assimilés	3 375 000
6	Ministre Délégué et assimilés	3 150 000
7	Vice-Ministre et assimilés	3 000 000
8	Secrétaire Général et assimilés	2 625 000
9	Directeur Général et assimilés	2 400 000
10	Directeur	2 250 000

En vue de dégager l'espace budgétaire en faveur des dépenses sociales et celles liées aux secteurs porteur de croissance, le Gouvernement s'est engagé dans le programme avec ses partenaires extérieurs de rationaliser les dépenses non essentielles. C'est dans ce cadre que les indemnités kilométriques sont gelées pour l'exercice 2022.

### 3.1.4. Biens et matériels (Titre IV)

Les prévisions de cette nature des dépenses doivent tenir compte des stocks existants renseignés dans la comptabilité des matières au 31 décembre 2020, des mouvements d'entrée et de sortie au premier semestre 2021 et des besoins de 2022 ; ce, conformément à l'article 199 de la LOFIP, suivant le modèle de tableau n°2.11 en annexe.

Les besoins des services doivent se conformer à leurs missions spécifiques. La prévision de la nature « habillement » est réservée à l'Armée, à la Police, à la DGM, aux services pénitenciers (Justice), au corps médical et aux malades internés (Santé), ainsi qu'au Protocole d'Etat des Affaires étrangères. Les insignes et distinctions sont réservés à l'Armée, à la Police et à la Chancellerie Nationale pour la décoration et les grades des militaires, policiers et des personnes ayant obtenu un mérite civique.



De même, la nature « semences agricoles et produits agroalimentaires (4-6042)» ne peut figurer que dans les prévisions des services de l'Agriculture, du Développement Rural, de la Recherche Scientifique, de la Pêche et Elevage ainsi que du Service National et de la Réserve Stratégique Générale, pour la réalisation de leurs missions spécifiques.

Il en est de même de la nature « vaccin » qui ne peut être prévue que dans la prévision budgétaire des Ministères de la Santé Publique, de la Pêche et Elevage ainsi que de la Recherche Scientifique, en vue de prévenir et de faire face aux épidémies, endémies et pandémies.

### 3.1.5. Dépenses de prestations (Titre V)

Les dépenses de base (communication et télécommunication, location satellite, alimentation en eau et en énergie électrique) sont évaluées par les prestataires attitrés, en collaboration avec la Direction de l'Intendance Générale et des Crédits Centralisés (DIG-CC) du Ministère du Budget et transmises par cette dernière à la DGPPB, via le Secrétariat Général.

Elles doivent être distinctes des arriérés éligibles à la dette intérieure (plus de deux ans) et transmises par le Ministre du Budget à la DGDP, via le Ministre des Finances, pour certification et comptabilisation dans les prévisions de la dette commerciale envers les fournisseurs et entrepreneurs.

Les **dépenses de publicité** sont élaborées par le secteur concerné, en tenant compte des statistiques d'exécution de l'année 2020 et de la projection à fin 2021.

Les dépenses de transports (5-613) se rapportent à la location et à l'affrètement des moyens de transport et aux titres de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Elles sont calculées par les sectoriels en tenant compte des prix unitaires et du nombre d'affrètements et/ou de voyages à effectuer en 2022.

Les prévisions liées à la **location immobilière** sont établies par chaque ministère et institution, en se référant aux contrats de bail dûment signés par les Ministres ayant le Budget et les Travaux Publics dans leurs attributions respectives, tant en ce qui concerne les bâtiments administratifs que les résidences officielles. Elles tiennent également compte des ayants-droits ou des bénéficiaires éligibles à la gratuité prévue par l'Arrêté n°003/CAB.MIN.BUDGET/2006 du 06 avril 2006 relatif aux Charges Communes.



Ces prévisions sont ensuite transmises au Secrétariat Général du Budget via le Ministre de tutelle et doivent être confrontées avec les statistiques et contrats nécessaires dont dispose la DIG-CC, avant leur défense en Conférences budgétaires.

Il en est de même pour les **dépenses d'impression, reproduction, reliure et conservation** (5-612) qui sont établies en tenant compte des perspectives des marchés d'impression à conclure en 2022.

La prévision en matière de la **location satellite** est établie par le Ministère ayant la Communication dans ses attributions, en fonction du contrat signé avec le prestataire.

Les **dépenses d'hébergement** se rapportent au logement par l'Etat, de ses cadres et agents, des athlètes, des consultants et délégations nationaux et étrangers ainsi qu'à l'occupation des chambres d'hôtels par ces personnes, pour un séjour prolongé ne dépassant pas trois mois. Elles sont calculées en tenant compte des exécutions de l'année 2020, de la projection à fin 2021, du nombre d'activités à organiser en 2022, du nombre de participants et des prix unitaires.

Les missions de service doivent être réduites au strict minimum. Pour l'exercice 2022, le Gouvernement ne privilégiera que celles concourant à la mobilisation des recettes, à l'encadrement des dépenses, à la sécurisation du pays, à la redynamisation de la diplomatie, à la réalisation des priorités sectorielles et à la mise en œuvre des réformes pertinentes. Cette prévision doit tenir compte du nombre de missions à réaliser au cours de l'exercice 2022, de la durée et du nombre de missionnaires par grade ou fonction, qui ne dépasse pas 15 jours à l'intérieur du pays et 10 à l'extérieur, du taux ainsi que de la destination de la mission.

La mission est évaluée suivant les taux repris dans le tableau ciaprès :



Tableau nº 6 : Frais journaliers ou indemnités de mission à l'intérieur du pays et à l'étranger

		Mission	au pays	the second secon	sion à l'extér	ieur
N°	Catégories	à l'Intérieur du pays/jour (en FC)	Sur place/jour (en FC)	Zone Amérique, Asie et Océanie/jou r (en \$US)	Zone Euro/jour (en €)	Zone Afrique/jour (en \$US)
1	Président de la République	468 000	234 000	1 500	860	960
2	Premier Ministre, Président Assemblée Nationale, Président Sénat, Président de la Cour Constitutionnelle, 1er Président du Conseil d'Etat, 1er Président de la Cour de Cassation, Procureur Général près la Cour Constitutionnelle, Procureur Général près la Cour de Cassation d'Etat, Procureur Général près la Cour de Cassation et assimilés	440 000	220 000	900	645	800
3	Vice-Premier Ministre et assimilés	427 000	213 500	825	590	750
4	Ministre d'État et assimilés	413 000	206 500	750	535	700
5	Ministre et assimilés	385 000	192 500	700	500	620
6	Ministre Délégué et assimilés	372 000	186 000	675	485	585
7	Vice-Ministre et assimilés	358 000	179 000	650	465	550
8	Secrétaire Général et assimilés	330 000	165 000	600	430	500
9	Magistrat hors cadre et assimilés	330 000	165 000	550	395	475
10	Directeur Général	320 000	160 000	530	380	460

XS-7

1 200 200	THE STATE OF THE S	Mission	au pays	Mis	sion à l'extér	ieur
N°	Catégories	à l'Intérieur du pays/jour (en FC)	Sur place/jour (en FC)	Zone Amérique, Asie et Océanie/jou r (en \$US)	Zone Euro/jour (en €)	Zone Afrique/jour (en \$US)
11	DIRCABA Ministres, Conseiller PM	317 000	158 500	525	377	450
12	Directeur, Conselller de Cabinet et assimilés	303 000	151 500	500	360	425
13	Chef de Division, chargé d'études et assimilés	275 000	137 500	450	325	400
14	Chef de Bureau et assimilés	248 000	124 000	400	290	350
15	Agents de collaboration (ATA1, ATA2, AGA1) et assimilés	220 000	110 000	350	250	300
16	Agents d'exécution (AGA2 à Huissier) et assimilés	193 000	96 500	300	216	250

Les taux des frais de mission sur place correspondent à la moitié de ceux à l'intérieur du pays.

Selon la pertinence de la mission et le niveau de représentativité, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions peut ajouter aux frais de missions repris au tableau n°7 ci-dessous, les frais de représentation et de déplacement interne dont les montants sont fixés comme suit :

Tableau nº 7 : Frais de représentation

N°	Catégorie	Mission à l'intérieur (en FC)	Mission à l'extérieur (en \$US)
1	Président de la République	2 000 000	8 050
2	Premier Ministre, Président Assemblée Nationale, Président Sénat, Président de la Cour Constitutionnelle, 1 <sup>er</sup> Président du Conseil d'Etat, 1 <sup>er</sup> Président de la Cour de Cassation, Procureur Général près la Cour Constitutionnelle, Procureur Général près le Conseil d'Etat, Procureur Général près la Cour de Cassation et assimilés	1 000 000	6 050
3	Vice-Premier Ministre et Assimilés	750 000	4 550
4	Ministre d'État et assimilés	625 000	4 300
5	Ministre et assimilés	600 000	4 050
6	Ministre Délégué et assimilés	550 000	3 800
7	Vice-Ministre et assimilés	500 000	3 550
8	Secrétaire Général, Directeur Général, Directeur et assimilés	450 000	3 500
9	Autres	350 000	3 300



Les rencontres sportives à caractère national et international sont prises en charge par le Trésor public, suivant un planning des rencontres, annexé aux prévisions budgétaires du Ministère des Sports et Loisirs. A ce titre, les athlètes, les membres du staff technique et les officiels non fonctionnaires des fédérations reconnues par le Gouvernement, bénéficient des primes ou des collations, suivant la compétition et le niveau de qualification, fixées dans le tableau n°8 ci-après :

Tableau nº 8 : Primes et Collations lors des rencontres sportives nationales et internationales

	Catégorie	Au pays (en FC)	A 'Étranger (en US\$)
	Athlète		
	- Compétition de niveau inférieur (phase qualificative)	200 000	400
	Compétition de niveau supérieur ou avec qualification	580 000	800
w	Membre du staff technique	232 000	600
•	Officiels et Dirigeants (uniquement en dehors du milieu de résidence)	348 000	600

Les frais liés aux préparatifs des clubs engagés en compétition, tant nationale qu'internationale, sont à leur propre charge et ne peuvent être supportés par le Trésor public, qui ne prend en charge que les équipes nationales.

Les formations des agents de l'Etat à l'étranger à charge du Trésor public ne doivent pas dépasser 15 jours. Elles doivent cadrer avec les missions des services et les fonctions du bénéficiaire et comprennent les frais de mission, les frais pédagogiques et les titres de voyage. Les prévisions y relatives sont établies en tenant compte du nombre, du grade ou de la fonction des bénéficiaires et du nombre de formations envisagées en 2022.

Les agents de l'Etat bénéficiaires d'une formation à l'étranger financée par les partenaires sont pris en charge par le Trésor public à hauteur de 1/3 du taux des frais de mission lié à leur grade. Les prévisions y relatives sont établies en tenant compte du nombre, du grade ou de la fonction des bénéficiaires ainsi que du nombre de formations envisagées en 2022.



La prévision relative à **la formation sur place** organisée par un prestataire privé intègre notamment les frais pédagogiques à payer audit prestataire, les frais de transport et les per diem des participants.

Les frais secrets de recherche (5-6183) ne peuvent être sollicités que par les services civils et militaires, de sécurité et de justice qui exercent une activité de renseignement et d'intelligence. Leur projection doit respecter le principe de sincérité qui interdit la sous-estimation et la surestimation des prévisions budgétaires.

Les prévisions liées au **contrat d'études** (5-6186) concernent les dépenses se rapportant aux études de préfaisabilité ou de faisabilité pour la réalisation des projets d'investissement public et celles liées aux contrats de formation.

Ces études doivent être effectuées par des bureaux d'études agréés par le Ministère du Plan, à l'exception des services disposant des structures spécialisées en la matière, à l'instar du Bureau d'Etudes et d'Aménagement Urbain (BEAU) des Infrastructures et Travaux Publics. Les autres services doivent adresser leurs requêtes d'études au Ministère du Plan pour une prise en charge par le fonds de préinvestissement.

En vue d'une budgétisation rationnelle, le montant des études est établi à 5% des investissements internes (Pouvoir central et province compris).

Les dépenses liées aux études de préfaisabilité et faisabilité sont évaluées par le Secrétariat Technique du Fonds de pré-investissement du Ministère du Plan. A cet effet, chaque service, au niveau tant central que provincial, qui envisage de réaliser une étude sur financement du fonds de pré-investissement, est tenu d'adresser sa demande conformément aux critères ci-après :

- l'existence des termes de référence, détaillés donnant une définition claire des objectifs et résultats attendus de l'étude ;
- la cohérence par rapport à la politique et aux priorités du Gouvernement ;
- la pertinence de l'opportunité du projet par rapport à la politique du secteur :
- l'évaluation exhaustive des moyens appropriés et coûts prévisionnels réalistes ainsi que la durée nécessaire à la réalisation de l'étude.



Après étude, le Secrétariat Technique, à travers le Ministère du Plan transmet au Secrétariat Général au Budget via le Ministre du Budget, l'enveloppe des besoins en études pour les investissements de l'exercice 2022.

La **commission bancaire (5-6187)** regroupe les frais payés par l'Etat :

- à la BCC dans le cadre des opérations sur le compte général du Trésor conformément à la Convention du Caissier de l'Etat;
- aux différentes institutions financières intervenant dans l'opération de bancarisation de la paie des agents publics de l'Etat.

Pour l'évaluation des commissions bancaires dues par le Trésor Public à la BCC, celle-ci a l'obligation d'en prévoir le niveau et de les défendre en conférences budgétaires.

Les prévisions relatives aux rétributions bancaires en faveur des différentes institutions financières intervenant dans l'opération de bancarisation, seront préparées par la Direction de la Paie et établies sur base des contrats signés avec les prestataires et ajustées après conciliation entre le Comité de Suivi de la Paie, la Direction de la Paie et la DTMF. Elles sont transmises au Secrétariat Général au Budget par la Direction de la Paie qui les défend en conférences budgétaires, avec l'assistance du responsable du Comité de Suivi de la Paie.

### 3.1.6. Transferts et Interventions de l'État (Titre VI)

Cette grande nature de dépenses se rapporte aux subventions (6-641), aux transferts (6-642) et aux interventions de l'Etat (6-643).

Les **subventions** seront octroyées aux Budgets annexes (**6-6411**), aux institutions financières, aux entreprises du portefeuille et aux établissements publics, en vue de couvrir le déficit de leur compte d'exploitation. Elles couvrent l'écart négatif dûment justifié entre leurs ressources propres et leurs charges d'exploitation.

Concernant spécifiquement les subventions à consentir aux entreprises du portefeuille et aux établissements publics (6-6413), la demande de crédit pour l'exercice 2022 adressée au Ministre du Budget doit être accompagnée des états financiers certifiés et d'un plan de redressement dûment approuvé par la tutelle. Elle doit indiquer la nature de la subvention (exploitation et/ou équipement) et spécifier, le cas échéant, les justificatifs d'utilisation des fonds publics déjà reçus.



Les prévisions liées aux transferts aux ambassades et postes consulaires (6-6421) sont établies par le Ministère ayant les Affaires Etrangères dans ses attributions. Leur projection devra tenir compte des besoins prioritaires de chaque ambassade, mission diplomatique et poste consulaire.

Les directives relatives aux transferts aux services déconcentrés, provinces et ETD sont développées au point IV de la présente Circulaire.

Les prévisions se rapportant aux bourses d'études (6-6426) locales et à l'étranger doivent être élaborées sur base des statistiques des étudiants récipiendaires, établies par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et transmises au Secrétariat Général au Budget via le Ministre du Budget, conformément aux critères d'octroi des bourses.

La détermination de la rétrocession aux Administrations financières (6-6427) doit être conforme au Décret fixant les taux de rétrocession à appliquer sur la prévision des recettes par Administration financière, soit 5% pour la DGDA et la DGI, et 10% pour la DGRAD dont la moitié revient aux services d'assiette.

Dans le cadre de la redynamisation de la diplomatie congolaise, le Ministère ayant les Affaires Etrangères dans ses attributions devra présenter un état chiffré minimum des **contributions internationales** (6-6429) dues par organisme pour l'exercice 2022. A cet effet, chaque ministère ou institution à travers lequel le Gouvernement est membre d'un organisme international ou régional, est tenu de communiquer toute contribution en termes d'arriérés ou de projection triennale au Ministère des Affaires Etrangères pour centralisation.

Les interventions de l'Etat sont constituées du fonds spécial d'intervention (6-6431), des interventions pour catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs (6-6432), des aides, secours, indemnisation et assistance judiciaire (6-6433), des interventions économiques, sociales, scientifiques et culturelles (6-6434).

Le **fonds spécial d'intervention** est prévu au titre de dotation de fonctionnement des institutions politiques. Il ne peut dépasser la hauteur de l'exercice 2021, au regard de la contrainte des ressources.



Les crédits relatifs aux interventions pour catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs (6-6432) sont destinés à lutter contre les épidémies et les pandémies, à reloger et à prendre en charge les éventuelles victimes. Conformément à l'article 40 alinéa 1 de la LOFIP, ils ont un caractère provisionnel et sont logés au Ministère ayant en charge les actions humanitaires.

Les aides, secours, indemnisation et assistance judiciaire (6-6433) sont des aides financières prévues pour le compte d'indigents à travers les Ministères des Affaires Sociales et des Affaires Humanitaires, et autres services à caractère social, tandis que les frais d'avocats et droits d'enregistrement en justice sont pris en charge par l'Etat à travers le Ministère de la Justice. S'agissant particulièrement des indemnisations à charge de l'Etat, le Ministère de la Justice devra évaluer et transmettre à la DGPPB, un état chiffré de ces dépenses à budgétiser en 2022.

Les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (6-6434) peuvent être accordées aux entreprises privées et aux organisations non gouvernementales en difficulté d'exploitation et ayant un plan de relance crédible. Leurs prévisions sont limitées aux secteurs jugés stratégiques ou susceptibles de promouvoir les services et entreprises, de générer des plus-values par leurs activités et d'influer significativement sur la croissance économique. Elles devront être appuyées par les justificatifs des fonds reçus antérieurement et/ou les axes du programme à réaliser. Les crédits octroyés sous cette nature de dépenses revêtent un caractère ponctuel et ne peuvent faire l'objet de demande permanente.

Les prestations sociales (6-644) comprennent la pension de retraite et rente, l'honorariat et l'éméritat, les allocations familiales, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires.

Les modalités de projection ou d'évaluation de ces natures, à l'exception de la pension de retraite et rente, sont développées dans les directives particulières (Point IV) de la présente Circulaire.

Les prévisions relatives à la pension de retraite et rente (6-6441) pour le personnel civil et militaire de l'Etat sont comptabilisées dans la rubrique « rémunération ». Elles sont élaborées par le Ministère de la Fonction Publique, en collaboration avec les ministères et institutions concernés, conformément au statut des agents de carrière des services publics de l'Etat et aux Règlements d'Administration y relatifs.



Lesdites prévisions sont évaluées sur base d'un planning de mise à la retraite approuvé par le Gouvernement, à l'initiative du Ministère de la Fonction Publique. Elles doivent également tenir compte des réformes en cours en matière de sécurité sociale des agents et fonctionnaires de l'Etat.

### 3.1.7. Équipements (Titre VII)

Les équipements à budgétiser en 2022 doivent s'aligner à la politique du Gouvernement. Les prévisions liées aux équipements s'élaborent sur base des inventaires effectués au 31 décembre 2020, des mouvements des équipements en entrée et sortie au premier semestre 2021 et des prix réels du marché repris dans la Mercuriale des prix du Ministère de l'Economie.

Pour une meilleure évaluation des prévisions liées aux dépenses du titre VII, la DIG-CC du Ministère du Budget ainsi que les institutions et ministères sectoriels concernés devront faire accompagner leurs prévisions budgétaires des statistiques sur le charroi automobile de l'Etat et autres équipements.

### 3.1.8. Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière (Titre VIII)

Les dépenses liées au Titre VIII à budgétiser en 2021 doivent s'aligner à la politique sectorielle. Leurs prévisions de dépenses se fondent sur les besoins de service et/ou les inventaires du Ministère des Travaux publics, et/ou des mercuriales des prix établies par les Ministères de l'Economie et des Travaux publics.

Les prévisions des dépenses liées aux constructions et aux réhabilitations sont transmises au Ministère du Plan via la Direction de Programmation et Budgétisation et doivent s'accompagner, pour une meilleure sélection, des documents ci-après :

- la lettre de transmission du projet signée par l'autorité compétente ;
- les devis estimatifs certifiés par le Ministère ayant les Travaux Publics dans ses attributions ;
- le plan du projet ;
- les études architecturales ;
- les études de faisabilité pour les nouveaux projets, en trois exemplaires.



Pour une meilleure évaluation des prévisions liées aux dépenses du titre VIII, la DIG-CC du Ministère du Budget et le Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics devront faire accompagner leurs prévisions budgétaires des statistiques sur les bâtiments et édifices publics ainsi que du portefeuille des projets assortis des études de faisabilité. Ils doivent également indiquer les coûts standards de la construction ou de la réhabilitation des routes, des concessions et des terrains à acquérir à déposer au Ministère du Plan via la Direction de Programmation et Budgétisation.

### • Mesures communes aux titres VII et VIII

La sélection et la budgétisation des dépenses liées aux titres VII et VIII doivent se référer aux programmes et projets prioritaires retenus dans le strict respect des critères ci-après :

- la cohérence avec les priorités du Gouvernement reprises dans son Programme d'Action, en lien avec le PNSD, le PIP et le CDMT central;
- la pertinence et l'opportunité du projet par rapport à la politique du secteur;
- l'évaluation exhaustive des moyens de financement et les coûts prévisionnels ou estimatifs ainsi que la durée nécessaire à la réalisation du projet.

Afin d'assurer la traçabilité des dépenses par nature dans la base de données, les projets et programmes d'investissement sur ressources internes ou extérieures à budgétiser, doivent être présentés suivant un format reprenant les éléments contenus dans la fiche de projet notamment :

- le titre du projet et son numéro ;
- les natures économiques concernées ;
- les autres éléments de l'imputation budgétaire (suivant la nouvelle grille de codification des dépenses) ;
- l'autorisation d'engagement (coût total du projet) ;
- le crédit de paiement (tranche annuelle).

Toute réinscription budgétaire du projet d'investissement doit être justifiée par des résultats qualitatifs et quantitatifs prouvés par les études de faisabilité.

Chaque ministère, institution ou service public bénéficiaire des ressources extérieures doit communiquer au Secrétariat Général au Budget et à celui du Plan, à travers leurs ministères de tutelle respectifs, la contrepartie gouvernementale afférente aux projets concernés.



Tout projet financé sur ressources extérieures nécessitant une contrepartie doit en prévoir le montant et en préciser la nature économique.

### 3.1.9. Dépenses de prêts et avances (Titre IX)

Les dépenses relatives aux prêts et avances sont regroupées sous une grande nature unique, dénommée « prêts et avances » (9-2711).

Conformément à l'article 67 de la LOFIP, les prêts et avances sont accordés pour une durée déterminée, excepté les avances sur dépenses de personnel, les prêts sont assortis d'un taux d'intérêt qui doit être tout au plus égal au taux interbancaire de même échéance ou, à défaut, de l'échéance la plus proche, fixé par l'Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions.

Le Ministère des Finances est tenu d'appuyer les prévisions des prêts et avances de la liste exhaustive des personnes physiques et morales bénéficiaires des prêts et avances ainsi que des échéances de remboursement non respectées par les débiteurs. Les dites échéances doivent faire l'objet, conformément à l'article 68 de la LOFIP :

- soit d'une décision de recouvrement immédiat ou, à défaut de paiement, des poursuites effectives par voie administrative engagées dans un délai de six mois;
- soit d'une décision de rééchelonnement ;
- soit de la constatation d'une perte probable faisant l'objet d'une disposition particulière de la loi de finances et imputée au résultat de l'exercice.



### 3.1.10. Directives particulières aux Charges communes

Conformément à l'article 105 de la LOFIP, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions est ordonnateur des charges communes. A ce jour, celles-ci sont constituées des natures ci-après :

- fournitures énergétiques (carburant, lubrifiant) (4-6043) ;
- communication et télécommunication (5-6111);
- location satellite (5-6112);
- alimentation en eau (5-6113);
- alimentation en énergie électrique (5-6114) ;
- location immobilière (5-6141);
- frais médicaux et pharmaceutiques (6-6444);
- frais funéraires (6-6445);
- frais d'assurances (5-6184);
- frais d'hébergement (5-6142);
- frais d'entretien et réparation de matériel et d'équipements (5-6151 et 5-6152) ;
- rétribution bancaire (commission bancaire : **5-6187**).

Ces natures de dépenses doivent être alignées au chapitre Intendance générale/ Gestion des charges communes (31207) du Ministère du Budget.

Les dépenses liées à l'eau et à l'électricité se rapportent aux consommations d'eau et d'énergie électrique par les instances officielles et autres ayants droit à travers toute la République, conformément à l'Arrêté Ministériel n° 003/CAB/MIN/BUDGET/2006 du 06 avril 2006 fixant les critères d'éligibilité aux charges communes. La SNEL et la REGIDESO sont conviées à transmettre les prévisions de ces consommations et les relevés des arriérés de paiement à la DIG-CC pour centralisation.

L'évaluation de la **location immobilière** (baux et loyers) doit se faire conformément à l'Arrêté Ministériel susmentionné. Peuvent bénéficier des baux et loyers, les maisons et immeubles abritant les services et les ayants-droit de l'Etat qui répondent aux critères définis par ledit arrêté.



Les dépenses des frais médicaux et pharmaceutiques sont évaluées en tenant compte des statistiques des demandes de remboursement des créances, des conventions et abonnements avec les centres hospitaliers et de la fréquence des évacuations à l'étranger des trois derniers exercices clos. Les prévisions y relatives sont établies par chaque institution et ministère et annexées aux prévisions sectorielles. L'Unité budgétaire du Ministère de la Santé est tenue d'annexer ces prévisions à celles de son secteur. La défense de ces prévisions en conférences budgétaires se fera avec l'assistance de la DIG-CC du Ministère du Budget.

Chaque ministère et institution doit préparer les prévisions budgétaires relatives aux **frais funéraires** et les transmettre au Ministère des Affaires Sociales pour centralisation. L'Unité de gestion budgétaire du Ministère des Affaires Sociales doit transmettre ces prévisions au Ministre du Budget, en réservant une copie à la DIG-CC.

Ces prévisions sont faites sur base des éléments contenus dans le tableau n°9 ci-après :

Tableau n° 9 : Taux des frais funéraires pour les fonctionnaires et agents de l'Etat actifs et retraités par grade

N°	Catégorie	Frais morgue (En FC)	Cercueil	Location corbiliard, fleurs, tentes et chalses	Tombe	Funéraliles	Total
1	Secrétaire Général et assimilés	600 000	1 700 000	500 000	4 500 000	8 500 000	15 800 000
2	Directeur Général et assimilés	550 000	1 600 000	500 000	3 700 000	7 000 000	13 350 000
3	Directeur et assimilés	500 000	1 500 000	500 000	3 500 000	6 800 000	12 800 000
4	Chef de Division et assimilés	400 000	1 000 000	500 000	3 500 000	5 950 000	11 350 000
5	Chef de Bureau et assimilés	350 000	900 000	500 000	3 500 000	5 100 000	10 350 000
6	Agents de collaboration (ATA1, ATA2, AGA1) et assimilés	300 000	800 000	450 000	3 500 000	4 250 000	9 300 000
7	Agents d'exécution (AGA2 à Huissier) et assimilés	300 000	700 000	400 000	3 500 000	3 400 000	8 300 000



Les taux des frais funéraires en province, devront correspondre aux 2/3 des taux déclinés ci-dessus par catégorie d'agent.

Conformément à l'article 52 de la Loi n° 16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'Etat, le barème pour les membres de leur famille se décline comme suit :

- Conjoint(e): 2/3 du taux du grade de son conjoint;
- Enfant biologique ou adoptif: ½ du taux du grade de son parent;
- Enfant sous-tutelle: 1/4 du taux du grade de son parent ;
- Enfant pour lequel l'agent est débiteur d'aliment : ¼ du taux du grade de son parent ;
- Enfant dont l'agent a obtenu la garde à la suite d'un divorce : ¼ du taux du grade de son parent.

### 3.2. Directives spécifiques aux dépenses des Budgets annexes

Les prévisions des budgets annexes doivent spécifier les recettes et les dépenses y afférentes ainsi que le solde, suivant le modèle de tableau 2.27 en annexe, et ce, sous réserve des directives reprises au point 2.2 de la présente circulaire.

### 3.3. Directives spécifiques aux dépenses des Comptes spéciaux

Les prévisions des dépenses des comptes spéciaux sont établies par les ministères et institutions concernés, suivant le modèle des tableaux 2.28 en annexe, sous réserve des directives reprises aux points 2.3.1; 2.3.2 et 3.1.9 de la présente circulaire.

Chaque ministère sectoriel devra indiquer, en respect du principe de sincérité budgétaire, les comptes spéciaux sous sa tutelle et en spécifier le hauteur des affectations proposées et leur destination par catégorie de nature des dépenses. Tout Compte d'Affectation Spéciale (CAS) doit préciser la quotité réservée à chaque province (cas du FONER,...) pour faciliter le suivi et la consolidation budgétaire.

Chaque responsable de Compte spécial est tenu d'accompagner l'unité budgétaire sectorielle de sa tutelle aux conférences budgétaires, en vue de défendre ses prévisions.



### IV. DIRECTIVES PARTICULIERES AUX PROVINCES, ETD ET SERVICES DECONCENTRES

Les directives particulières se rapportent aux prévisions budgétaires relevant de :

- provinces et entités territoriales décentralisées ;
- services déconcentrés.

### 4.1. Directives spécifiques aux budgets des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées

Les prévisions relatives aux budgets des provinces et des ETD doivent être élaborées par ces entités autonomes, dans le respect des textes légaux et réglementaires en vigueur.

Les budgets des provinces et ETD s'élaborent mutatis mutandis suivant les mêmes principes, la même forme et la même procédure que celui du Pouvoir central.

Pour rappel, le projet d'édit budgétaire est préparé par le Gouvernement provincial et voté par l'Assemblée provinciale, avant sa publication par le Gouverneur de Province.

En attendant la mise en place des organes délibérants au niveau local, les prévisions budgétaires des entités territoriales décentralisées sont élaborées par l'exécutif de chaque entité, discutées en commission budgétaire au niveau de l'ETD, approuvées et publiées par le Gouverneur de province.

Les 40% des recettes à caractère national communiqués par le Pouvoir central aux provinces doivent être enregistrés en totalité dans les recettes de la province. Leur affectation en dépenses, dans le budget de la province, doit prévoir la part de 40% des ETD à répartir entre celles-ci, suivant les critères combinés de capacité de mobilisation des recettes, du poids démographique et de la superficie de chaque ETD.

La répartition de l'enveloppe de 40% en faveur des provinces par le Pouvoir central, tout autant qu'en faveur des ETD par les provinces, doit être communiquée séparément au titre de rémunération, de fonctionnement et d'investissement.



Les taux des frais de mission, de mutation, de rapatriement et des primes non permanentes sont fixés par une instruction particulière du Ministre provincial ayant le budget dans ses attributions, au regard des contraintes budgétaires de la province, des taux plafonds appliqués au Pouvoir central et en tenant compte des équivalences des grades.

En application de l'article 12 de la LOFIP, qui requiert notamment la mise en œuvre du Programme du Gouvernement par le Pouvoir central, la Province et l'ETD, les projets d'investissements au niveau provincial et local doivent être harmonisés avec le Gouvernement central via le Ministère en charge du Plan.

Considérant les dispositions de l'article 181 de la Constitution complétées par l'article 222 de la Loi relative aux finances publiques, les provinces bénéficient des ressources provenant de la Caisse Nationale de Péréquation (CNP) dont le budget est alimenté à concurrence de 10% de la totalité des recettes à caractère national. Les fonds de cette caisse sont destinés au financement des projets et programmes d'investissement public visant le maintien de la solidarité nationale et la correction du déséquilibre de développement entre provinces et les entités territoriales décentralisées.

La répartition de ces fonds par province s'opère suivant un ordre inversement proportionnel à la répartition de 40% des recettes à caractère national, telle que stipulée à l'article 25 alinéa 2 de la Loi n° 16/028 du 08 novembre 2016 portant organisation et fonctionnement de la Caisse nationale de Péréquation.

### 4.2. Directives concernant les Services déconcentrés

Les prévisions budgétaires des services déconcentrés concernent les divisions provinciales, les bureaux des villes et des territoires ainsi que les services du Pouvoir judiciaire dépendant du pouvoir central. Elles doivent être élaborées, sous la coordination des Chefs de Division provinciale du Budget et approuvées par les Gouverneurs des provinces, suivant le modèle de tableau n°2.19 en annexe.

Pour une élaboration harmonieuse du Budget, les Chefs de Division Provinciale du Budget sont tenus de défendre les prévisions des services déconcentrés de leurs provinces respectives au niveau des Conférences budgétaires organisées par le Pouvoir central, en vue de répondre aux principes de transparence, d'exhaustivité, de redevabilité et de crédibilité du Budget. La création de tout nouveau bureau est strictement prohibée dans le cadre du budget de l'exercice 2022.



### V. DIRECTIVES RELATIVES A LA BUDGETISATION EN MODE PROGRAMME

Considérant l'échéance légale fixée par la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques telle que modifiée par la Loi n° 18/010 du 09 juillet 2018 pour le basculement de la gestion budgétaire en mode programme, le Gouvernement de la République dispose d'une feuille de route de migration vers le budget— programme 2020 – 2024 avec un chronogramme de sa mise en œuvre dont le Ministère du Budget assure le pilotage.

Dans le cadre de la gestion axée sur les résultats, la présente circulaire édicte les directives spécifiques aux Ministères et Institutions éligibles à la budgétisation en mode programme. Elle concerne essentiellement la production des budgets-programmes, la gouvernance des programmes et la poursuite de la démarche de performance.

### 5.1. Production des budgets-programmes

Le Gouvernement de la République entend concrétiser sa ferme volonté de basculer au budget en mode programme à l'horizon 2023, conformément à la Loi relative aux finances publiques telle que modifiée à ce jour.

Pour ce faire, tous les Ministères et Institutions disposant des projets annuels de performance (PAP) doivent présenter leurs prévisions budgétaires de l'exercice 2022 en deux versions :

- *la version classique* faisant apparaître les crédits par section, chapitre et nature budgétaire ;
- *la version programme* déclinant les crédits par programme, action et chapitre.

L'évaluation des coûts d'un programme devra suivre les six étapes suivantes :

- Inventaire des activités et tâches ;
- Identification des moyens nécessaires ;
- Evaluation quantitative et financière ;
- Calcul du coût total de chaque activité (somme des coûts des tâches) ;
- Calcul du coût total de chaque action (somme des coûts des activités) ;
- Calcul du coût total de chaque programme (somme des coûts des actions).



Aucune prévision budgétaire ne doit être présentée avec des besoins supplémentaires non couverts par les plafonds indicatifs. Cette discipline devra demeurer de rigueur tout au long du processus jusqu'à l'adoption de la Loi de finances au Parlement.

Le Ministère du Budget devra, par le truchement de la DGPPB, assurer un accompagnement programmé et régulier des sectoriels dans le cadre de la mise en place de ce nouveau mode de budgétisation axé sur les résultats.

### 5.2 Poursuite de la démarche de performance

Au regard des avancées enregistrées dans le cadre d'élaboration des référentiels de performance et des outils de pilotage du budget – programme, le Ministère du Budget, par le truchement de la Direction Générale Développement et du Suivi des Performances (DGDSP) a la mission de renforcer son accompagnement technique auprès des sectoriels.

C'est dans ce cadre que 20 ministères pilotes sont retenus pour présenter leurs RAPs pour l'exercice 2020 conformément au canevas du guide d'élaboration PAP - RAP et au calencrier budgétaire 2022. Il s'agit des ministères ci-après : (1)Santé publique, Hygiène et Prévention, (2) Formation professionnelle (3) Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, (4) Agriculture,(5) Pêche et élevage,(6) Mines, (7) Développement rural, (8) Urbanisme et habitat, (9) Aménagement du territoire, (10) Défense nationale et Anciens combattants, (11) Transport et voies de communication, (12) Commerce extérieur, (13)Infrastructures et Travaux Publics, (14) Finances, (15) Budget, (16) Plan, (17) Economie nationale, (18) Industrie, (19) ESU et (20) Affaires Sociales.

Ces ministères sont conviés à organiser la revue budgétaire annuelle de l'exercice 2020, afin de disposer des statistiques de réalisation de leurs objectifs et des crédits budgétaires mis à leur disposition pour l'alimentation de leurs RAPs en données statistiques.

Aussi, les sectoriels, sous l'accompagnement de la DGDSP sont tenus d'actualiser leurs cadres de performance par programme et leurs PAPs. Pour raison d'efficacité, les objectifs par programme doivent se limiter à trois (3) avec deux ou trois indicateurs maximum par objectif.

Il sied d'indiquer que seuls les objectifs d'impact ou d'effet seront alignés au niveau du programme tandis que les objectifs des produits ou des outcomes sont à semer au niveau des actions ou des activités.



Le PAP ainsi actualisé doit être muni des objectifs, des indicateurs et des coûts associés et adaptés à la hauteur des crédits alloués à chaque programme. Et ce, conformément au calendrier budgétaire 2022.

Une fois le budget promulgué, le projet du PAP est ajusté au regard des autorisations des crédits contenues dans la loi de finances.

### 5.3. Gouvernance des programmes

La gouvernance des programmes implique l'identification des acteurs de la chaîne managériale, de leurs rôles et des outils de pilotage des programmes de politiques publiques.

En vue d'assurer une meilleure gestion des programmes et en attendant la signature d'un acte règlementaire portant mise en place de la chaine managériale, les gestionnaires des crédits des secteurs disposant des PAP sont conviés à désigner dans leurs administrations respectives des Pré-Responsables des programmes.

Ces fonctionnaires exerceront une autorité managériale sur tout ce qui contribue à la mise en œuvre du programme y compris les opérateurs de l'Etat, évoluant dans le secteur, en instaurant un dialogue vertical ou horizontal pour l'atteinte des objectifs du programme.

Lorsque le périmètre d'un programme correspond à celui d'une Direction générale, d'une Direction ou d'un service, son Pré-Responsable de programme est, d'office, le Directeur général, le Responsable de service ou le Directeur concerné.

Si le périmètre (champ d'action) du programme couvre plusieurs structures administratives, la désignation du Pré-Responsable de programme s'effectue en tenant compte du poids budgétaire de la structure normative dans l'atteinte des objectifs du programme, et le cas échéant le Préresponsable du programme sera le plus gradé de toutes les structures.

Dans chaque Ministère, le Secrétaire général de l'administration publique est désigné Pré-Responsable du programme « administration générale » excepté les ministères ayant plus d'un secrétariat général.

Pour ce dernier cas, il y aura certes un seul programme « administration générale », mais avec plusieurs actions qui seront libellées « coordination administrative » en lien avec chaque secrétariat général. Le Pré-responsable du programme administration générale sera le plus prépondérant dans la mise en œuvre du programme.



Les principales missions du Pré-responsable de Programme consistent notamment à :

- Elaborer la stratégie du programme, objectifs et indicateurs de performance;
- Préparer le budget du programme (Programme, Actions, Activités, Tâches, Costings);
- Organiser le dialogue de gestion du programme ;
- produire le projet annuel de performance du programme avant sa consolidation dans le PAP sectoriel;
- Elaborer le Rapport Annuel de Performance dans le cadre de la rédevabilité et de la transparence;
- Piloter le programme par la définition du schéma de programme, notamment la déclinaison du programme en unités opérationnelles;
- Participer à l'exercice de la planification ministérielle et de la consolidation du PAP sectoriel, lequel est mené conjointement par la DEP et la DAF.

La désignation du Pré-Responsable de programme ne donne pas lieu à la création d'un nouvel emploi ni à l'instauration d'un nouvel échelon hiérarchique, étant donné qu'il est désigné parmi les responsables qualifiés des structures organiques existantes.



### CONCLUSION

L'élaboration des prévisions budgétaire de l'exercice 2022 doit être conforme aux Lois et règlements en vigueur.

Elle doit également se conformer aux axes repris dans les piliers et grands secteurs d'activités du programme d'Action du Gouvernement 2021-2023, au Cadre Budgétaire à Moyen Terme ainsi qu'aux politiques publiques sectorielles y inscrites.

Pour une plus grande cohérence, les prévisions budgétaires des trois niveaux de pouvoir doivent être élaborées et présentées dans les mêmes formes, en respectant les mêmes principes et procédures budgétaires.

Le Ministère du Budget invite tous les acteurs au processus budgétaire de s'imprégner du contenu de la présente Circulaire et de scrupuleusement dans l'élaboration de leurs l'appliquer prévisions budgétaires.

En plus, pour atteindre les objectifs fixés par le système de gestion publique axée sur le résultat, le Gouvernement est déterminé à mettre en place tous les référentiels, instruments et textes nécessaires, conformes aux orientations retenues dans la Loi relative aux finances publiques.

La présente Circulaire et toute la documentation qui l'accompagne sont postées sur le site internet du Ministère du Budget (www.budget.gouv.cd) en vue de garantir la transparence et d'assurer une large diffusion auprès des utilisateurs.

Fait à Kinshasa, le Min Juli 2021

Aimé BOJI SANGARA BAMANYIRE

### **ANNEXE 1:**

CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2022-2024

### Page 1/9 2021-06-11 17:26

### REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DU BUDGET SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

# Annexe II: CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2022-2024

200000000000000000000000000000000000000		San Waller of Party Printers	HISTORIQUES		THE TAXABLE BELLEVILLE	PROJECTIONS	
00	SECTION/RUBRIQUE	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	134 707 131 513	259 582 887 740	319 706 264 915	332 562 672 721	347 539 890 112	351 635 354 267
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	300 000 000	1 200 000 000	1267 005 053	1 351 238 479	1 443 122 695
	fonctionnement des institutions	57 556 332 925	104 556 458 658	125 166 862 906	132 155 873 098	140 941 901 221	150 525 950 504
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques.	2 460 569 472	324 340 597	317 778 497	335 522 468	357 828 777	382 161 134
	Investissements sur Resources Propres	9 885 605 488	1 980 261 902	14 223 688 697	15 017 904 538	16 016 329 568	17 105 439 979
	Némunérations	59 829 014 626	191 110 485 634	174 800 453 472	179 585 876 682	184 371 299 892	184 371 299 892
	Sobventions aux Organismes Auxiliaires	1 765 058 135	508 313 090	1815 860 505	1917 253 696	2 044 717 156	2 383 757 922
	Subventions aux Services Ev-BPO	2 210 550 567	803 026 859	2 181 620 838	2 303 437 187	2 456 575 019	2 623 622 121
11	PRIMATURE	46 811 339 050	56 783 724 164	78 905 242 010	87 452 120 718	97 538 948 864	100 023 010 236
	Fonctionnement des Institutions	20 384 730 792	28 991 425 806	32 952 510 252	33 658 331 920	35 896 015 679	18 336 944 745
	Investigaements sur Ressources Propres	2 908 151 568	113 541 062	\$63 304 222	394 757 746	634 238 617	677 430 923
	Rémandrations	23 508 456 690	27 678 757 296	45 389 427 536	\$1 199 031 052	61 008 634 568	61 008 634 558
22	VICE-PRIMATURES	7 222 105 680	\$ 634 953 040	5 674 953 040	4 759 675 982	5 076 110 250	5 421 285 747
	Fonctionnement dos fratitudions	7 222 105 580	5 634 953 040	5 634 953 040	4 759 675 982	5 076 110 250	5 421 285 747
35 6	CHANCILLINIE DES ORDRES NATIONALIX	10 082 831 658	19 872 760 478	261 352 228 02	21 831 526 112	23 122 474 042	24 528 380 468
	Fonctionnement des Institutions	6 964 547 726	17 221 364 757	17 793 965 078	18 787 536 183	20 036 575 257	21 399 062 375
	investissements our Resources Propres.	1 300 000 300	56 968 045	192 318 901	303 057 536	216 557 249	231 283 142
	Rémunérations	1 818 283 932	2 554 427 676	2 840 932 213	2 840 932 213	2 869 341 535	2 898 034 950
3.6	ASSEMBLEE NATIONALE	192 864 653 462	254 101 347 682	355 476 633 020	372 353 096 354	392 098 964 894	413 119 081 191
	Fonctionnement des Institutions	302 020 830 294	157 413 601 562	194 346 532 901	205 198 365 947	238 840 427 943	233 721 577 064
	Interventions Connemiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 000 000 000	\$26,042,773	3 515 399 808	3 711 691 099	3 958 452 908	4 227 627 706
	Investissements sur Ressources Propres	6 533 414 210	638 794 475	1 999 427 440	2 111 070 557	2 251 419 411	2 404 515 931
	Rémunérations	83 330 408 978	95 522 908 872	155 615 272 871	161 331 968 751	167 048 664 631	172 765 360 511
17	STRAT	63 034 229 571	104 655 916 063	126 718 990 672	130 888 601 230	136 650 754 519	142 894 207 976
	Fonctionnement des Institutions	32 899 458 672	70 685 609 345	72 315 979 011	76 353 925 658	\$1430 111243	86 957 358 808
	Interventions (conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	800 000 000	101.208.359	68 760 688	104 697 589	111 658 127	119 250 879
	Investissements sur Ressources Propres	3 981 140 140	366 651 267	2 258 821 083	2 384 948 304	2 543 504 971	2 716 463 309
	Rémunications	25 353 600 759	33 511 447 692	52 045 029 879	52 045 029 879	52 565 480 178	53 091 134 980
118	ORGANE DÉLIBÉRANT PROVINCIAL OU LOCAL	13 569 275 451	0	0	0	0	0
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et (TD)	13 569 275 451	A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	The second secon	The second second second		
61	ORGANE EXECUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	266 437 695 977	312 000 000 000	351 000 000 000	870 598 977 879	395 237 255 152	422 113 388 481
	Investissaments sur Transfert aux Provinces (it IITD	12 997 695 977					
	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	253 440 000 000	312 000 000 000	151 000 000 000	370 598 977 879	395 237 255 132	422 113 388 481
30	POUNDIR JUDICIAINE	192 604 317 297	192 352 702 751	328 836 975 316	283 139 695 956	239 714 241 849	246 949 239 935
	Fonctionnerment des institutions	81 721 037 379	55 845 281 220	67 845 281 220	71 633 595 083	76 395 962 174	811 590 887 602
	Investitutments sur Respondes Propres	10 371 405 000	712 645 313	4 148 557 375	4 662 964 153	4 906 711 587	5 382 668 564
	Remunérations	100 711 871 918	135 794 776 198	155 843 136 721	156 843 136 721	158 411 568 088	159 995 683 769
23	SECRÉTABLAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	76 829 773 806	59 770 465 676	104 286 902 502	306 723 664 436	109 786 967 864	113 128 506 341
	forctionnernent des hestitutions	6 056 813 694	18 879 206 348	43 379 206 348	45 301 394 663	48 845 377 341	52 167 931 000
	imesthuments sur Resources Propres	693 475 744	121 492 800	261 000 000	275 573 599	293 894 369	313.879.186



		Bismadonipus	70.679 484 368	40 769 765 578	60 646 696 154	60 646 696 154	80 646 696 154	60 646 506 154
Proceedings   Procedings   Pr		AFFAIRES ÉTRANGENES	50 635 536 366	46 141 699 727	\$4 579 160 220	55 819 832 725	57 363 209 849	59 259 350 006
Intervitation of the property Property   20,000,000   21,000,100   1,000,100		Fonctionnement des Ministères	17 168 093 199	10 181 841 932	13 281 841 932	14 023 467 363	14 955 779 910	15 972 772 944
Interestination to the processed by the page   47,000 to 10.00 t		Interventions (conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	300 000 000	23 813 731	123 331 928	130 218 480	138 875 706	148 319 254
Operations of the confidence of the confide		Investigements sur Resignatifi Propries	2 538 663 616	99 262 916	477 053 136	1 069 213 658	1164 651 677	1 623 315 227
Coop/Stations and Entire National Conference of the Month State of Entire National Conference of the Month State of Entire National Conference of Month State of Entire National C		Rémunérations	30 849 242 171	35 836 781 148	40 696 933 224	40 696 933 224	41 103 902 556	41 514 941 582
Transcriptorment of the felocity   1,12,000   1,12,00		COOPERATION INTERNATIONNALE	17 310 050 495	13 397 508 517	34 541 873 770	15046 834 041	15 668 152 491	16 384 756 443
National Processor   Nationa		Fenctionnement des Ministères	11 447 868 405	6 255 414 403	7755 414 403	8 188 457 695	8 732 845 302	9 326 678 783
Continued from the continued f		Investiggements sur Ressources Propres	250 000 000	8 307 058	21 967 282	93 884 262	103 170 183	157619284
Procinement of the Noviber   Part March		Remandrations	5 612 191 089	7 135 587 456	6764492085	6 764 492 085	6 832 137 006	6 900 458 375
Production between the knowledges   150,000,000   118,1999   151,1994   151	*	DECENTRALISATION	10 145 346 084	114 490 129 623	356 202 926 359	979 542 953 678	1 118 796 774 538	1 250 494 530 405
Intervetion (Georgian, Sociale, Culturaline et Georgian, Sociale, Cultur		Fonctionnement des Ministères	5 494 666 017	4 533 556 115	\$ 533 556 115	4 504 282 568	4 803 737 691	\$ 130 391 854
Interestion of concellate, Local California et Scientifiques   150,000.000   15,55,000.000   15,50,000.000	,	Fonds de Péréquation		102 245 456 474	343 427 994 581	562 056 366 236	1 098 597 731 043	1 224 634 607 505
Internationary and products   110.000 000 000   15.6 kis 3.74   15.0 kis 3.24 kis 2.24   15.0 kis 3.24 kis 3.24   15.0 kis 3.24 kis 3		Interventions Economiques, Sociates, Culturelles et Scientifiques	1 650 000 000	1 834 594 543	797 476 791	842 005 936	897 984 438	959 047 380
International property   1,000,000   156,022   6,124,131.56   6,124,131.55   6,124,131.56   6,124,131.55   6,		Investissements our Respounces Entérieures	13 917 429 205	1 916 086 034				
Secure control of the control of t		Investissements our Restounces Propres.	1 200 000 000	156 828 375	529 438 228	6 214 231 226	8 419 595 285	13 756 841 782
State   Stat		Rémundrations	8 218 156 084	3 744 417 940	5 705 588 548	5 705 588 548	5 763 654 433	5 763 654 433
Transcription   Transcriptio		Subventions aux Organismes Auxiliaires	305 084 778	58 189 551	207 872 096	219 479 163	234 070 646	249 987 450
1,000,000,000	32	INTÉRICUR ET SECURITE	787 807 355 719	592 385 186 438	648 377 184 243	698 917 430 436	713 669 683 068	778 450 783 107
1,500,000   1,50		Contrepartie des Projets	1 000 000 000	533 333 250	2 139 333 000	2252453075	2 402 201 365	2 565 551 058
100 to		Fonctionnement des Ministères	81 653 581 383	56 442 357 483	61 442 357 483	64 873 147 811	69 186 054 730	73 890 717 132
20 040 050 050 050 050 050 050 050 050 05		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 355 430 000	1 922 640 063	1 883 740 963	1 988 924 432	2 121 152 728	2 265 391 114
20		Investissements sur Resources Extérieures	302 968 553 049	37 494 698 210	40 704 089 831	42 976 906 230	45 834 110 363	48 950 879 868
Control   Cont		Investisaments sur Resources Propres	20 400 000 000	5 585 864 719	30 304 613 609	67 341 939 226	73 256 452 669	128 607 432 865
See 198 171   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   10 5 685 172   228 885 001   228 228 230   238 230 232   238 230 232   238 238 230 232   238 238 230 232   238 238 230 23   238 238 230 23   238 238 230 23   238 238 230 23   238 238 230 23   238 238 23   238		Investissements sur Transfert aux Previnces Et ETD	10 775 605 590	1481660500				
1200 0000 000   12 500 0000 000   13 500 0000 000   13 500 0000 000   13 500 0000 000   13 500 0000 000   14 477 15 107 15 107 15 501 15 10 107 15 501 15 10 107 15 501 15 10 107 15 501 15 10 107 15 10 10 107 15 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10		Rémunérations	349 469 807 426	483 698 767 182	493 602 185 639	500 154 985 639	500 154 965 639	500 154 585 639
1712 825 770 1 144 177 472 1 134 174 177 472 1 134 174 177 472 1 134 174 174 174 174 174 174 174 174 174 17		Subventions aux Organismes Auxiliaires	684 198 271	225 865 031	806 863 718	851 917 006	908 554 419	970 336 120
1712 832 700   13 64 137 74 14 14 17 17 18 14 18 17 18 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14		Subventions aux Services Déconcentrés	17 500 000 000	\$ 000 000 000	17 500 000 000	18477 157 017	19 705 561 153	21 045 539 312
172.852.700   11.04.2742   11.04.274   1	36	RELATIONS AVEC LES PARTES POLITIQUES	2 312 835 270	1 159 231 440	1 274 598 199	1 346 191 072	1 435 688 969	1 533 315 819
100 000 000 000 000 000 000 000 000 00		Fonctionnement des Ministères	1712825270	1144177472	1344177472	1 208 065 532	1 288 380 523	1 375 990 398
Specialists         Sept 38 38 39 77         Specialists         650 000 000 000         467 508 577         611 126 558         600 000 001 364         107 508 007         611 126 558         600 000 001 364         107 508 007         611 126 558         107 508 007         611 126 558         107 508 007         611 126 558         107 508 007         611 126 558         107 508 007         611 126 558         107 508 007         611 127 508 007         611 126 558         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 127 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         611 126 508         107 508 007         <		Investigaements sur Ressources Propres	000 000 005	15 053 968	130 820 827	138 125 541	147 308 446	157 325 420
Activities   Act	a	DEFENSE	581 999 349 762	574 933 493 977	611 112 156 538	650 658 658 853	671 536 930 654	728 631 079 162
quest, Socialist, Culturelles et Schentifiques         600 000 000         478 958 737         449 300 847         469 300 847         520 847 18         520 84 460         520 84 460         520 84 460         520 84 460         300 847 18         520 84 460         300 847 18         520 84 460         300 847 18         520 84 460         300 849 51         520 844 460         300 844 460         300 844 460         300 844 460         300 844 460         300 844 460         300 844 460         300 844 460         300 844 460         465 100 842         300 844 460         465 100 842         300 844 460         465 100 842 <th< td=""><td></td><td>Fonctionnement des Ministères</td><td>145 516 716 633</td><td>121 973 936 073</td><td>133 173 936 073</td><td>140 610 041 564</td><td>149 958 122 361</td><td>160 155 274 681</td></th<>		Fonctionnement des Ministères	145 516 716 633	121 973 936 073	133 173 936 073	140 610 041 564	149 958 122 361	160 155 274 681
10 556 375 000   3 384 715 174   17 40 200 334 400   3 504 354 30   3 505 542   3 505 54		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	000 000 009	476 958 737	467 308 847	493 402 225	526 204 746	541 986 669
17 det 126 703 404 007 104 105 104 105 104 105 105 105 105 105 105 105 105 105 105		Investigaements sur Residunces Exterieures			2 749 250 833	2 902 804 480	3 055 789 636	3 306 303 332
1 10 20 30 45 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50		Investigaments sur Resources Propres.	30 356 373 000	3 384 715 174	17 442 136 703	48 812 920 942	36 304 334 368	55 136 712 768
State between		Rémunérations	425 106 258 129	449 097 883 993	657 279 484 082	457 279 484 082	461 852 278 923	466 470 801 712
Columniations         4,25,000,000,000         2,69,4,615,000         2,50,4,610,000         2,50,4,5,600,000         2,50,5,600,000         2,50,5,5,600,000         2,50,5,5,000,000         2,50,5,5,000,000	7	ANCIEMS COMMENTANTS	SEE 012 001 6	3 195 639 450	4 17 05 5 11 13	5 020 036 189	4 897 545 177	\$ 215 110 263
tis the converse requires 100 to 200		Fanctionnement des Ministères	2 500 000 000	2 854 439 326	2 854 439 329	3013864.007	3 234 190 211	3 412 735 146
tts  Vinisitations  1 000 000 000  1 1000 000 000  1 1000 000		Investigaenents sur Resources Propres	200,000,004	70 400 JUB	779 000 077	2 742 364 832	1 416 648 124	1 512 980 197
tis		SCHOOL SECTION AS STATE OF THE	19 418 212 438	29 116 070 771	21 687 621 600	22 026 859 009	22 662 865 620	22 344 773 666
nament det Ministères         4 511 580 878         2 974 386 247         4 196 287         4 196 287         4 196 287         4 196 287         4 196 287         4 196 287         2 68 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28 28		Contractio de Projets	1000000000	100 002 000	400 030 000	422 356 134	450435 347	481 054 951
Internet Sourcements our Please Scientifiques         1500 000 000         397 495 485         259 453 303         252 823 787         264 318 535           Internet sur Personuces Entirieures         970 150 280         12 818 609 362         2 557 231 748         2 488 853 779         2 664 318 535           Internet sur Personuces Entirieures         900 000 000         373 996 657         2 557 231 748         2 488 853 779         2 664 318 535           Internet sur Personuces Entirieures         10 426 481 280         12 651 508 600         14 666 550 302         2 488 853 779         2 664 318 535           Internet sur Personuces Entirieures         10 426 481 280         12 651 508 600         14 666 550 302         2 488 853 779         2 664 318 535           Internet sur Personuces Entirieures         10 426 481 280         14 666 550 302         2 488 853 779         2 664 318 535           Internet sur Personuces Entirieures         1 3 600 000         1 600 000 000         4 600 110 000         4 504 152 127         4 504 523 127           Internet des Personuces Entirieures         1 5 500 000 000         1 600 000 100         2 516 583 784         2 664 903 002         2 823 789         2 664 500 002         2 823 789         2 823 789         2 823 789         2 823 789         2 823 789         2 823 789         2 823 880         2 825 880         2 825 880<		Fonctionnement des Ministères	4 531 580 678	2 974 366 247	3 974 366 247	4 196 265 096	4 475 263 836	4 779 581 777
terments sur Respondres Entleieures         970 150 280         12 818 609 3627         2 557 231 748         2 488 853 779         2 654 318 535           hements sur Respondres Entleieures         10 426 481 280         373 906 657         2 157 231 748         2 488 853 779         2 654 318 535           hearlines         10 426 481 280         11 651 506 637         2 157 231 748         2 488 853 779         2 654 318 535           number des Respondres Properts         1 381 885 834 823         1 007 827 500         2 1007 820 820         2 1007 825 807         2 1007 825 807           number des Reliemes         2 500 000 000         4 500 000 000         4 500 000 1000         4 500 000 1000         4 500 000 1000         4 500 000 1000           number des Reliemes         7 500 000 000         4 500 000 1000         2 516 583 784         2 516 583 784         2 518 583 784           number des Reliemes         7 500 000 000         452 018 581         2 516 583 581 784         2 516 583 581 784         2 516 582 581 784           number des Reliemes         1 500 000 000         452 018 581         2 516 583 581 784         2 516 582 581 787         2 516 582 581 787           number des Reliemes         1 500 000 000         1 500 000 000         2 516 583 581 587         2 516 582 581 587         2 516 582 581 587         2 516 582 581 <t< td=""><td></td><td>Interventiens Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques</td><td>1 500 000 000</td><td>397 495 485</td><td>239 453 303</td><td>252 823 787</td><td>269 632 097</td><td>287 957 080</td></t<>		Interventiens Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	397 495 485	239 453 303	252 823 787	269 632 097	287 957 080
Interview         373 996 657         2 157 231 748         2 488 853 779         2 654 318 535           Interviews         10 426 411 280         12 651 906 000         373 906 657         2 167 900         2 488 859 902         14 666 550 902         2 488 859 902         2 488 859 902         2 488 859 902         2 488 859 902         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 922 978         2 100 92 978         2 100		Inventissements sur Resodurces Extérieures	970 150 280	12 818 699 362				
Indexestrations         10 426 481 280         12 651 506 030         14 666 550 302         14 666 550 302         14 613 215 605           Landle des Projets         Landle Projets         1 381 585 034 873         1 600 820 586         2 189 780 731         2 486 602 022 577         2 100 922 189 730           Landle des Projets         1 5 600 000 000         1 600 000 000         4 500 110 000         4 224 665 117         4 504 732 127           Landle des Projets         1 5 600 000 000         400 670 013 060         4 500 000 000         4 500 013 000         2 507 782 177         2 521 782 737           Angement des Ministères         1 5 600 000         629 001 629 001         2 500 000 000         629 001 629 001         2 501 591 70         2 510 591 591           Anaciers         1 5 600 000         629 001 629 001         2 501 591 591         2 501 591 591         2 510 591 591           Anaciers         1 5 600 000         629 001 629 001         2 501 591 591         2 501 591 591         2 510 591 591           Anaciers         1 5 600 000         2 396 775         2 501 391         2 773 017 797 377 377 377 377 377 377 377 377 37		Investissements sur Respountes Propries	890 000 000	373 996 657	2 357 231 748	2 488 853 779	2 654 318 535	2 834 812 195
statisf des Projets         1 381 585 034 823         1 007 820 150 751         2 485 003 028 592         2 107 523 167 374           sample des Projets         4 200 000 000         1 000 000 500         4 000 110 000         4 223 466 117         4 504 232 127           spin dique         7 200 000 000         408 578 013 146         645 048 605 813         1 020 022 377 698         502 788 731 502           spin dique         7 200 000 000         629 078 446         2 188 737 74         2 655 003 071         2 833 748 74           spin districts         1 500 000 000         22 015 531 947         2 104 825 77         2 104 820 001           spin districts         2 20 000 000         2 20 015 531 947         2 20 015 511         2 20 015 511           spin districts         2 20 000 000         2 398 778 679         2 20 015 511         2 20 015 511           spin districts         2 20 000 000         2 398 778 50         2 20 015 511         2 20 015 511           spin districts         2 20 000 000         2 398 778 50         3 150 130 607         3 150 130 607		Rémunétations	10 426 481 280	12 651 508 030	14 666 550 902	14 666 550 302	34 813 215 805	14 961 347 963
4 300 000 000 3 600 010 000 4 200 10 000 4 223 466 317 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 322 137 4 504 32 137 4 504 32 137 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	30	FINANCES	1 381 565 034 823	1 097 820 130 576	2 197 374 370 731	2 485 003 028 592	2 107 925 107 376	2 269 642 596 367
352 996 408 GOD 408 578 013 146 645 048 605 813 1020 022 377 698 592 748 731 502 750 000 000 000 629 098 446 2 516 992 784 784 2 666 901 0)2 2 833 540 091 15 893 778 047 22 015 531 947 22 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 247 000 000 2 2 398 734 500 3 3 150 130 097 3 3 335 035 634 3 357 147 400		Contrepartie des Projets	4 300 000 000	1 600 027 500	4 000 110 000	4 223 466 317	4 504 252 127	4 810 541 272
7 500 000 000 629 0/8 446 2 516 519 714 2 605 901 0/2 2 813 540 091 15 893 778 047 22 0.15 531 947 22 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 531 947 23 0.15 53		Dette Addique	352 996 408 000	408 578 013 146	645 048 605 813	1 020 022 377 698	592 768 731 502	674 670 328 511
25 615 531 947 22 015 531 947 22 015 531 947 23 015 531 947 23 015 531 947 25 015 531 947 25 015 531 947 25 015 015 015 015 015 015 015 015 015 01	Ц	Financement des Réformes	7 500 000 000	629 098 446	2 516 593 784	2 656 903 032	2 833 540 091	3 026 220 817
255 487 442 000 31 971 331 053 209 645 507 725 277 017 797 372 266 689 472 727 559 800 000 2 398 794 500 3150 130 007 3 335 035 634 3 547 147 460		Fonctionnement des Ministères	15 893 778 047	22 015 531 947	22015 531 947	23 244 825 177	24 790 194 920	26 475 938 175
3 500 000 2 500 74 500 3 150 150 00 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15		Frais Shanciers	255 487 462 000	31 971 181 053	269 665 507 725	273 017 297 372	267 689 482 827	274 267 911 054
A LOS AND		Interventions (conomiques, Socialis), Culturolles et Scientinques	2 699 800 000	2 398 794 900	3130130087	3 320 025 634	3 547 147 450	3 788 353 519



221 037 346 546 541 752 542 544 409 346 651 439 518 646 541 532 646 541 532 646 541 532 646 541 532 646 541 532 646 541 532 646 541 532 646 541 532 646 541 532 641 532 641 54	104 386 377 679	202 798 691 057	215 502 749 698	291 714 823 116	342 926 897 133	36.7 G26. BG7 131
State Fine colores   State F			514 354 AMB 315			200 000 000 000
12   12   12   12   13   13   13   13	354 701 654 744	348 164 541 736	214 624 990 210	651 433 513 646	728 945 979 049	810 558 214 307
Commence   2017-00-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0	558 887 065	221 037 363	789 617 712	833 708 026	889 134 864	949 596 034
Section 10, 10, 10, 10, 10, 10, 10, 10, 10, 10,	227 970 550 616	28 846 059 849	467 617 028 514	154 ROB 514 257	78 404 253 138	39 702 178 564
1,000,000,000,000,000,000,000,000,000,0	200 000 313 310	464 468 156 671	454 449 656 856	494 344 544	100 000 010 000	242 CAR GAR CAR
Second Comment of Minister and Projected Comment of Minister and Comment of Minister and Projected Comment	116 868 580 723	162 642 854 476	127 043 410 134	A 11 GAS GAS 141	104 746 000 000	207 009 007 173
SECTION OF STREET BY ADDRESS	200 000 000 000	20 000 000 000	200 000 000 000	200 000 000 000	200 000 000 000	200 200 200 200
120,000,000   124,000	000000000000000000000000000000000000000	200000000	90,000,000	08 629 440 348	73 192 084 284	78 109 146 015
18   18   18   18   18   18   18   18	930000000	562 340 463	2 831 091 860	6 656 307 841	6 958 134 226	7 668 455 001.
150 00000   150 10000   150 100		16 689 520 049	19 623 385 103	20 719 106 728	22 096 560 867	23 599 127 006
Image: Comparison   1	1 500 000 000	1 522 713 470	1 997 905 636	2 109 463 779	2 249 705 811	2 402 685 805
International transfer and Properties   15 65 60 100		55 348 896 017	52 819 168 994	55 768 461 657	59 476 077 982	63 520 451 284
International or Produces in ETD		3 657 782 483	24 640 481 452	25 805 177 906	27 520 765 821	29 392 177 897
14.00.00.000   1.00.00.000   1.00.00.000   1.00.00.000   1.00.00	158 662 610					-
1400 000 000   1400	156 854 051 331	160 044 008 108	181 778 125 440	256 257 367 680	322 712 830 199	429 944 969 440
27 May 277 724   27 May 277 72   27 May 27 M	1 400 000 000					
\$1,000,000,000,000,000,000,000,000,000,0	\$7 470 277 258	276 085 617 927	125 982 339 823	M2 333 275 420	363 219 890 518	385 976 808 005
1001146993   1001128   20   100114893   100114893   1101128   20   1101128   20   1101128   20   1101128   20   1101128   20   1101128   20   1101128   20   1101128   20   1101128   20   20   20   20   20   20   20	2 950 000 000	1 266 681 000	6 066 724 000	6 405 474 967	6 831 325 759	7 295 855 911
120.000055   64146 8999   6412 2023 21   4412 2020 21     120.00005   120.00005   2416 8999   24412 2023 21   4412 2020 21     120.00005   120.00005   24412 2020 21   2412 2020 21   2412 2020 21     120.00005   120.00005   2412 2020 21   2412 2020 21     120.00005   2412 2020 21   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21   2412 21     120.00005   2412 21     120.0000	8 609 285 917	10 941 248 923	10 941 248 923	11 552 181 389	12 320 197 128	13 157 970 533
13.22 40.045   23.049   23.0	8 450 000 005	6 415 489 949	4 619 203 291	4 877 128 257	5 201 371 025	5 555 064 254
100 593 400	1 232 140 945	230 897 287 357	248 053 355 717	261 904 045 836	279 316 032 592	298 309 522 808
State Stat		3 088 731 552	29 887 829 399	20 998 336 944	22 394 333 624	23 917 148 811
1, 10, 21   10, 21   2, 21   2, 24	305 938 348	81 016 934	194 791 763	205 668 457	219 341 771	234 257 012
1501 00 20 22 564 Ministers   1744 157 00 7 2 188 154 665 2 7 188 154 865 2 7 188 15		22 537 522 448	33 151 844 797	33 151 844 797	33 483 363 245	33 818 196 877
2 966 288 884 Ag 28 24 24 25 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27	1 501 802 192	858 639 774	3 067 341 933	3 238 614 773	3 453 925 374	3 688 792 299
1754.527 May 2.28 854 955 2.2	2 956 283 834	2 684 348 184	2721527085	29 885 621 611	33 153 354 748	38 608 718 311
200 000 000 10 6447   448 149 149 149 149 149 149 149 149 149 149	1754 157 869	2 288 354 965	2 238 354 965	2 416 131 086	2 576 763 069	2 751 980 821
14   15   15   15   15   15   15   15	900 000 006	10 645 487	45 938 189	9 945 156 584	7 895 159 738	13 175 383 549
Part State   Par	302 125 965	385 347 732	387 213 941	11 534 333 941	22 681 433 941	22 681 433 941
Eathfrieures   14 713 000 719	60 509 630 420	24 153 943 099	26 054 603 705	26 750 116 099	27 750 445 047	28 851 549 051
Libles, Collearelles et Scientifiques 777 871 699 1275 828 638 324 600 92 45 343 600 397 127 810 699 132 200 000 137 373 127 127 1281 699 132 200 000 137 373 127 127 1281 1281 1281 1082 1289 138 200 000 137 373 127 127 1281 1281 1281 1281 1281 1281 1	14 713 050 739	8 547 511 573	8 547 511 573	9 004 783 625	9 624 772 115	10 279 256 619
Properties   14 305 500 000   373 751 357   1 361 769 969   1 322 306 507	777 871 609	127 583 636	325 002 346	343 149 679	365 963 063	350 848 551
Property		2 236 579 536	2 133 952 130	1 253 106 987	2 402 898 751	2 566 255 866
11 115 115 042   12 612 951 146   13 596 604 634   13 596 603 73   13 596 73   13 596 603 73   13 596 73		373 751 257	1261749999	1 332 203 020	1420 770 958	1 517 383 383
Propries	11 115 191 062	***************************************	************	***************************************	40,000,000,000	
Propries	376 600 660	9AF TOE CTO YF	100 000 000 00	12 228 007 027	211 440 400	325 020 301
Propries	V 600 754 473	* 645 645	2647 994 350	140 000 000	100 Can 217	CAN 626 C72
Property   April 947 623   6 800 725   1 014 679 813   1 014 679 817   1 014 679	2 400 000 000	1 000 403 333	1 440 401 333	1 646 733 300	100 007 610 7	1 070 070 070
Propress   105 606 500   348 569 772   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619 372   1014 619   1014 619 372   1014 619   1014	400 007 073	6.800 938	43 060 696	1000 112 000	46 453 654	2 0/3 0/6 000
Propress   Propress   1 S17 747 417   2 180 724 448   7 842 7259   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356   7 995 227 356 356 356   7 995 227 356 356 356 356   7 995 227 356 356 356 356 356 356 356 356 356 356	106 806 850	348 586 372	1014 629 372	1004 639 372	1.014 479 177	3 034 629 373
Propriet   3 517 747 417   2 180 724 448   2 680 724 448   1 830 409 537	6 814 248 596	7 258 638 446	7 842 756 229	7 995 297 356	8 218 168 761	8 498 968 749
100 000 000         9 236 978         \$1 149 412         \$4 000 491           100 000 000         9 236 978         \$11 082 349         \$11 082 349           100 000 000 000         \$ 66 700         \$ 110 882 349         \$110 882 349           11 02 10 000 000 000         \$ 66 00 00         \$ 147 664 042 748         \$ 160 540 553 349           12 00 000 000 000         \$ 46 660 000         \$ 46 60 200         \$ 14 666 720 000         \$ 15 604 811 129           12 00 000 000 000         \$ 46 600 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 600 813 129         \$ 10 941 553 562           12 00 000 000 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 15 60 81 129           12 00 000 000 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 15 641 129           12 00 000 000 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 15 72 74 91 870         \$ 15 72 74 91 870           12 00 000 000 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 14 866 720 000         \$ 15 72 74 91 870         \$ 15 72 74 91 870           12 00 000 000 000 000 000 000 000 000 00	3 517 747 417	2 180 724 448	2 680 724 448	2 830 409 517	3018 581 684	3 223 845 243
1 control of the projects         2 596 501 179         5 606 687 020         5 110 882 349         5 110 882 349         5 110 882 349           1 control of the projects	700 000 000	9 226 978	51 149 432	\$4 005 491	\$7.565.901	61 512 422
Extracted des Projets         1,477 668 042 748         1,477 668 042 748         1,607 540 553 345           Extracted des Projets         13 600 000 000         3 466 680 000         14 866 720 000         15 609 541 129           Extracted des Projets         23 900 000 000 000         3 466 680 000         14 866 720 000         15 609 541 129           Extracted des Projets         23 470 241 702         8 864 174 699         53 448 624 239         56 431 006 137           Extracted des Projets         23 470 241 702         8 864 174 699         53 448 624 239         56 23 393           Extracted des Projets         24 860 243 562 733         74 860 733         75 274 514 60 77           Extracted des Projets         24 860 273 135         74 868 549 181         80 727 806 77           Extracted des Projets         14 866 196 77         14 868 196 77         14 868 196 77           Extracted des Projets         14 868 196 77         14 868 196 77         14 868 196 77           Extracted des Projets         14 868 196 77         14 868 196 77         14 868 196 77           Extracted des Projets         14 868 196 77         14 868 196 77         14 868 196 77           Extracted des Projets         14 868 196 77         14 868 196 77         14 868 196 77           Extracted des Projets des Projets des Projets des Projets	2 596 501 179	5 098 687 030	5 110 882 349	\$110 882 349	5 161 991 172	5 213 611 084
13 000 000 000 3 466 680 000 14 866 720 000 15 698 841 129  1 de Ministères 23 498 74 5 47 5 51 48 624 239 5 448 624 239 62 773 5 448 624 238 62 773 5 448 624 238 62 773 5 448 624 624 624 624 624 624 624 624 624 624	1 026 733 945 622	839 390 719 118	3,477,668,042,748	1 607 540 951 345	1 685 358 302 762	1834 133 783 126
t des Ministères         28 902 495 976         53 448 624 239         53 448 624 239         56 438 064 137           contemiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques         23 479 211 702         8 894 174 659         10 862 915 513         10 941 553 162           sur Resources Entérieures         34 60 97 315 193         366 806 771 185         753 274 914 870         779 224 760 847           sur Resources Entérieures         53 321 762 186         14 888 196 797         76 458 549 181         80 727 805 771           sur Transfert aux Provinces Et ETO         14 9 923 586 523         27 747 860 771         86 775 805 771         36 778 805 771           sur Transfert aux Provinces Et ETO         14 9 923 586 523         27 747 860 771         86 775 805 771         478 648 899 181         80 727 805 771           sur Transfert aux Provinces Et ETO         14 9 923 586 223         12 01 301 201         478 648 999 799         478 648 999 778         402 902 802 884           cognitive aux Provinces Et ETO         17 31 912 305 65         1 201 301 301         4 78 648 999 778         402 902 778         3 058 902 173           cognitive aux Provinces Et ETO         1 201 302 565         1 201 302 90 478 479 905         3 058 902 173         3 78 504 678         3 78 504 173	13 000 000 000	3 466 680 000	14 866 720 000	15 695 841 129	16 740 403 435	17 878 750 868
Sur Resources Extendiques, Sciales, Culturelles et Scientifiques, Sciales, Culturelles et Scientifiques, Sur Resources Extendiques, Sur Resources Extendiques, Sur Resources Extendiques, Sur Resources Propress Sur Resources	28 902 495 476	53 448 624 239	53 448 624 239	56 433 064 137	60 184 864 771	64 277 435 576
sur Resources Exhibitures         346 099 315 193         366 806 733 139         753 274 914 870         799 224 750 847           sur Resources Exhibitures         53 321 762 136         14 868 196 797         76 458 549 181         80 727 806 771           sur Transfert aux Provinces (t. ETO         149 921 886 923         27 747 860 771         86 715 083 631 248           sur Transfert aux Provinces (t. ETO         149 921 886 823         27 747 860 771         86 715 083 631 248           cognitions         402 323 886 823         478 968 709 786         428 888 822 884           cognitions         6 401 323 865         1 201 801 009         4 799 419 936         3 058 962 173           Sandon Traffic         1 201 801 009         4 799 419 936         3 058 962 173           Sandon Traffic         1 201 802 804         1 201 804 809         3 058 962 173	23 479 211 702	8 894 174 659	10 362 915 513	10 941 555 262	11 668 975 164	12 462 465 475
sur Resources Progress         \$3.32.1 No. 156         14.888 196 797         76.458 549 181         80.727 806 771           sur Transfert aux Provinces (t. LTD         1.49 923 986 923         2.7 No. 280 771         160 913 613 248           sur Transfert aux Provinces (t. LTD         1.49 923 986 923         2.7 No. 280 771         1.50 913 613 248           corganisment Auxiliaires         6.401 323 565         1.201 381 009         4.79 199 936         5.058 902 173           confort T-BO         1.711 916 730         4.79 140 936         5.058 902 173	366 099 315 193	366 806 733 185	751 274 914 870	799 224 260 847	845 959 644 451	903 484 900 274
1.527 Transfert aux Provinces (L.E.TD 1.4992) 286 923 2.7 747 840 273 88 715 042 778 140 835 513 248	53 321 762 196	14 868 196 797	76 458 549 181	80 727 805 771	86 094 778 090	91 949 223 000
Conganismes Auxiliaires 6 401 323 365 1 201 301 009 4 791 499 936 5 058 902 173 5 5 5 6 401 323 365 1 201 301 009 4 791 499 936 5 058 902 173 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	149 921 986 923	27 747 840 771	86 715 082 778	100 633 613 248	172 156 566 517	248 605 273 318
5 401 323 365 1 201 301 029 4 791 439 936 5 054 902 173 1 731 916 730 622 614 628 1 601 486 445 1 785 914 801	343 893 934 217	462 134 553 810	478 058 309 786	462 838 892 884	465 253 087 348	487 679 352 785
1711916750 622 614 626 16011 406.445 1705 914 801	6 401 323 165	1 201 301 029	4 791 4 89 936	5 058 962 173	5 395 315 010	5 752 196 430
500 COC COC F		622 614 628	1 691 486 445	3 785 934 893	1 904 667 976	2 034 185 398
* *** *** *** *** *** *** *** *** ***						
MARKE ET TECHNIQUE	[트립프리스트리트리트 [프로토트트리트 티크리크리스트리트리트리트리트리트리트리트리트리트드트드트리트	154 662 610 154 662 610 154 684 051 831 1 400 000 000 8 609 285 917 8 450 000 000 8 609 285 917 8 450 000 000 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 532 140 945 1 531 153 869 1 777 871 659 1 4 713 050 000 1 14 15 15 16 69 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 679 1 777 871 673 1 066 806 800 2 800 000 000	227 258 227 258 227 258 227 258 220 000 220 000 230 000 2415 453 251 453 252 453 253 453 253 453 253 453 254 473 255 453 255 453 25	2.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0 0.0	\$2.010   140 0.04 0.00 1.08   183 778 125 440   100 0.00 0.00   1266 681 0.00   1256 681 0.00   1266 681 0.0	22 0010 210 1400 044 008 104 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 440 217 784 125 441 774 125 440 217 784 125 441 774 125 440 217 784 125 441 784 774 217 784 774 774 774 774 774 774 775 775



1	Contreparte des Projets	0000000099	M3 340 000	1 333 440 000	1407 896 014	1 501 495 198	1 603 597 939
1	Financement des Réformes		3 397 879 302	13 591 517 208	143504343456	15 304 484 200	16 345 189 126
	Fonctionnement des Ministères	105 536 311 490	81 637 771 339	81 108 224 868	85 637 108 928	91 330 462 010	97 540 933 426
Г	Interventions Conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 400 000 000	2 048 630 572	2 007 182 415	2119258551	2 260 151 761	2 413 842 081
Г	Investissements sur Resources Entérieures	35 299 224 225	263 535 994 928	412 076 976 633	435 086 342 871	464 013 889 309	495 564 697 782
П	Investinaments sur Responden Propert	25 919 519 829	11 355 580 874	189 768 596 956	200 364 809 303	213 685 525 274	228 216 146 992
П	Investissements sur Transfert aux Provinces (t. CTD	124 903 006 049	21 037 168 763	75 580 384 510	179 111 910 268	188 639 237 121	287 695 212 886
1	Rémanérations		1 531 911 393 855	1 683 273 528 003	1 700 505 468 003	1 700 005 488 003	1 700 005 468 003
9	ENSENGMENT SUPÉRICUR ET UNIVERSITARE		292 332 218 905	340 051 313 592	410 268 792 774	413 545 069 889	488 473 314 488
	Bourse d'Études	2 000 000 000	1 000 000 000	8 221 518 450	8 680 587 847	9 257 691 405	9 887 216 557
	Contrepartie des Projets		166 680 000	666 720 000	703 948 007	750 748 099	801 758 976
	Fonctionnement des Ministères	7 395 837 038	9 690 216 158	10 190 216 158	10 759 212 799	11 474 510 152	12 254 776 843
	Interventions (conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 598 345 472	4 904 473 157	5 305 245 229	5 601 477 092	5 973 876 245	6 340 099 830
	Investissements sur Responnes Propres	18 402 693 322	520 884 962	2 058 459 906	70743 068 678	68 987 062 707	133 676 890 302
	Rémunérations	300 527 857 538	275 191 268 092	310 541 609 483	330 541 609 485	313 647 025 580	315 783 495 836
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 502 100 000	858 695 536	3 067 544 704	3 2 38 828 856	3 454 353 700	3 689 036 152
7	RECHERCHE SCIENTINGLIE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE		62 411 668 247	80 241 668 118	154474 567 715	165 438 601 068	229 583 932 038
1	Contrepartie des Projets		432 055 125	1728 220 500	1 824 720 088	1 946 031 700	2 078 361 856
1	Fonctionnement des Ministères		5 355 119 457	\$ 355 119 457	5 654 136 174	6 030 036 225	6440 078 689
1	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 551 940 920	9 303 374 977	9 450 609 231	9 978 308 038	10 641 689 036	11 365 323 891
1	Investiguements sur Respources Extérieures		7 880 045 400	7 538 463 405	7 938 275 935	8.465 030 880	9 041 720 980
1	Investingements sur Resources Propres		2322 255 367	13 031 594 505	76 673 685 693	85 264 880 062	146 873 206 620
1	Nemanications		35 942 654 040	38 956 036 695	47 969 269 079	48 359 769 446	48 842 357 340
1	Subventions aux Organismes Auxiliaires		1176 158 581	4 201 624 325	4 4 3 6 232 707	4 731 163 739	5 052 882 852
2	INFRASTRUCTURES IT TRAVAUX PUBLICS	346 331 282 188	276 913 402 262	321 363 884 804	343 782 988 612	444 773 074 970	S11 961 964 899
1	Contrepartie des Projets		166 680 000	2 656 720 000	2415 623 095	3 002 512 231	3 207 603 462
1	Fonctionnement des Ministères		4 871 512 632	4 871 512 632	5 143 525 932	5 485 479 433	\$ 858 492 085
1	Interventions Economiques, Sociales, Caburelles et Scientifiques		905 066 639	2 931 777 534	3 095 460 791	3 301 275 513	3 525 762 348
1	Investigaements sur Resources Extérieures		148 186 471 450	144 751 192 872	152 833 743 946	162 994 484 751	174 078 109 715
T	Investissements sur Ressources Propres		24 529 709 030	23 177 909 403	32954952637	37 864 217 005	47 554 013 184
T	(Negatistements tur Transfert aux Provinces (t. ETD)	175 390 937 783	28 955 735 655	69 619 265 780	73506 634 583	78 393 525 673	83 724 285 419
T	Newundrations	56 877 748 744	69 059 819 540	72 358 017 059	112 643 800 135	152 889 583 202	193 135 366 268
	Subventions aux Organismes Auxiliains	1 249 956 859	238 407 326	747 489 514	189 227 492	841 697 362	898 932 569
9	URBANISMEET HABITAT		13 283 448 310	34 671 148 005	61172711423	70 819 705 536	99 079 184 196
T	Fonctionment des Ministères		3 004 894 135	3 004 884 115	3172 680 043	3 383 607 151	3 613 662 437
T	interventions confirmated, source, Catherines of scientifiques	6 525 000 000	1 209 804 802	2 582 457 155	2 726 655 220	2 907 929 565	3 105 668 776
T	megasiaments sur regionates total regres		24 693 722 462	23 228 723 626	24874184889	26 527 878 235	28 331 773 955
T	MARKINGEMENTS SAF RESOURCE Propries	9 907 000 000	481 072 727	1 555 262 030	15 780 180 212	12 712 079 527	28 110 637 970
T	Discussion and International Act Provinces III LTD	0.000 001 001	***************************************				
,	Academies	335 400 400 500	50 Feet 500 AND AND	3 909 611 039	14619 011 039	25 288 211 059	35 917 411 059
Γ	Contregation des Projets		471 087 000	1 867 664 600	100 000 000 000	3 126 804 040	245 000 772 424
Γ	Fonctionnement des Ministères	20 000 000 000	30.352 488 045	10 352 488 045	30 647 266 436	M 177 ETA RIG	36 501 630 30
	Interventions (conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 400 000 000	3 057 657 571	11 016 288345	11 611 410 878	12 404 561 934	18 348 318 111
	Investissements sur Ressources Extérieures	217 044 673 813	81 872 074 455	90 471 152 506	95 522 839 448	101 873 418 761	108 800 811 237
	Investissements sur Resources Propres	24 904 000 000	18 481 854 756	48 144 152 088	51 115 164 813	54 447 161 993	58 291 869 597
	Investissements sur Transfert aur Provinces Et ETD	24 122 708 818	4 771 604 689	56 472 532 381	59 625 819 882	63 549 882 304	67 913 994 300
	Rémunérations	40 836 439 660	47 370 477 744	46 559 323 763	46 559 323 763	46 559 323 763	56 950 675 763
1	Subverntions aux Organismes Auxillaires		258 556 900	923 649 759	975 224 093	1 040 059 246	1 110 783 275
52	DÉVELOPPEMENT RURAL	214 963 520 265	100 570 354 446	225 404 593 025	324 320 418 793	323 228 663 099	392 728 849 557
1	Contrepartie des Projets		680 013 750	4 730 055 000	4 583 611 278	\$ 334 933 263	5 676 348 746
T	Fonctionscender des Ministeres		16 094 782 776	16 094 782 776	16 993 475 914	18 123 241 500	19 355 621 921
T	Interventions (conomigues, sociales, Culturgines et Scentifiques	7 766 600 000	3 858 659 385	6 348 344 485	6491441719	6 923 007 780	7 393 772 309
T	INVESTIGATION OF THE SOUNCES EXPENSES		3 413 181 922	4 290 465 422	4530 034 473	4 831 201 643	5 159 723 355
T	Investigatements sur Resources Propries	27 595 899 001	23 913 717 272	51 982 643 987	54 885 227 148	58 534 134 000	62 534 444 432
•	The same of the sa			224 216 216 227	ALC BAN CAS ASS		



Subventions aux Organismes Auxiliaires     Controsastie des Projets     Fonctionnement des Ministères     Intervendions (Consoliques, Sociales, Culturelles et Scientifiques, Intervendions (Consoliques, Sociales, Culturelles et Scientifiques, Investissements sur Resources Propres     Remandrations     Subventions aux Organismes Auxiliaires     Contreparrie des Projets     Contreparrie des Projets	3 000 000 000	572 197 331	2 544 075 896	3 458 110 BAS	2 86A 711 AT7	2 PAC 52 1 187
MCUSTNIE  Contrepartie des Projets  Fonctionnement des Minktbres Interventions (Leonamiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Transcriptionnements sur Resources Enthrieures Investissements sur Resources Propres Remunfrations Subventions Contrepartie des Projets Contrepartie des Projets		-	-	7,000 1,50,040	100 FF 100 FF	1009 511 387
Contrepartie des Projets Fonctionnement des Minktères Intervendons Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investigements sur Resources Endrieures Investigements sur Resources Propres Rémandrations Subventions aux Organismes Auxiliaires CONTENENTIE EXTÉRITUR Contrepartie des Projets	13 572 326 978	\$1 625 710 368	57 808 453 852	73 561 286 287	85 589 361 375	99 747 647 624
Fonctionnement des Ministères Interventions (conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investigements sur Resources Entérieures Investissements sur Resources Propres Rémunfertions Subvertitens aux Organismes Auxiliaires CONTENENT EXTÉRITUR CONTENENT EXTÉRITUR	000 000 006	100 000 000	400 020 000	422 356 134	450 435 347	481 064 951
Interventions (consmiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investitiements sur Resources Entérieures Investitiements sur Resources Propres Scheminstoins Scheminstoins Schemins aux Organismes Auxiliaires COMMINGT INCTIFICER.  Contreparrie des Projets	3 045 419 023	2 288 354 968	2 288 354 968	2 416 131 089	2 576 761 672	2751 980 815
Investigements our Resources Enthrieures Investigaements our Resources Propres Rémunfrations Subvertions aux Organismes Auxiliarres COMMINCE EXTRAINER COMMINCE EXTRAINER	2078 834 315	1 528 828 785	1 068 838 896	1 128 520 235	1 203 546 870	1 285 388 057
Investitatements sur Resources Propres Rémunérations Subvertions aux Organismes Auxiliares CONTRES EXTRAINES CONTRESANTINGES	262 170 000	29 609 162 456	28 250 523 072	25 827 962 892	31 810 994 858	33 974 142 508
Rémunérations Subvertions and Organismes Auxiliaires CONTRIBUTE Contrepartie des Projets	1 802 487 982	13 270 731 880	19 007 686 227	22 896 543 974	21 755 435 783	23 017 759 735
Subvertions and Organisms Auditaires CONTRACT EXTRACTOR Contrepartie des Projets	4.882 919 134	4 715 093 148	6 383 877 335	16 837 672 492	27 291 467 648	37 745 262 805
COMMINCE EXTRACOR Contrepartie des Projets	600 496 320	114 534 131	409 153 354	431 999 472	460 719 796	492 048 743
Contreparie des Projets	26.657.884.110	21 413 009 394	25 241 460 181	26 260 067 939	27 610 571 802	29 078 062 538
CONTRIBUTE DES PRINCIS	300000000	000 000 005	1500 160 000	1665 600 137	3 941 292 396	4 209 300 279
The state of the s	900 000 000 9	1 603 080 638	180 080 038	4172755114	4 450 359 535	4 752 381 063
PORCEGURAMENT ORS MAINTENAN	2446	1 433 636 533	1 310 011 350	1301 611 863	1 486 363 363	1 687 138 314
interventions Economiques, Sociales, Culturesity et scienciques	2	1456 330 571	A PAIN PAIN COMP.	200 200 200 200	200 000 000 0	C121 000 010 0
Investissements sur Residurces Extérieures		6 485 830 722	E 0597 405 912	8349349389	9 117 938 708	9 / 3 / 308 940
Investigaements sur Resources Propres		80 803 307	1 372 787 563	1449 440 647	1545 802 813	1 650 917 405
Rémundrations		6 970 319 450	6 999 134 820	6 599 114 820	7 069 105 958	7 139 797 028
MINIS	52 830 333 832	23 532 130 109	30 416 788 093	32 515 596 600	34 005 546 659	36 233 544 011
Fonctionnement des Ministères	5.890	4 232 951 991	4 732 951 991	4997 228 405	5 329 455 708	5 691 828 696
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Sciencifiques	300 000 000	733 837 816	1 218 990 716	1287056164	1 372 622 634	1 465 960 973
Investissements sur Resources Extérioures	10627	9 815 785 328	9 365 380 405	9888 320 244	10 545 718 645	11 262 827 513
Investivaements sur Bessources Propres	21 352 675 000	385 783 261	2 302 368 942	3 137 831 377	2 984 712 849	3 424 840 971
Rémunérations	7 459 865 318	5 468 945 220	\$ 485 091 537	5 489 031 537	5 543 921 852	5 599 161 071
Subventions aux Services Ex-8PO	6 900 627 486	2 894 826 493	7 308 064 502	7716128874	\$ 229 114 969	8 788 694 787
HYDROCARBURES	57 449 499 236	4 138 342 330	8 564 996 718	15 456 801 310	22 485 324 785	22 794 157 340
Fonctionnement des Ministères		2 663 719 302	2 663 719 302	2812454845	2 999 433 349	3 203 194 816
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 363 240 000	764 414 392	549 890 233	580 594 753	619 194 035	661 299 229
Investissements sur Resources Propres	47 571 440 000	238 945 248	806 657 264	851 699 024	908 121 945	920 087 838
Rémunérations	514 819 236	471 263 388	4 544 729 915	11 252 052 688	17 959 375 456	17 959 375 456
RESSOURCES HYDRAUDGUE ET DE L'ELECTRICITE	177 338 590 054	299 542 227 664	302 512 690 400	384 637 498 999	401 644 421 228	470 435 486 476
Contrepartie des Projets	36 641 000 000	2 711 853 333	30847413332	11 453 106 249	12 214 535 244	13 045 123 641
Fonctionnement des Ministères		3 517 920 395	3 517 920 395	3714 352 429	3 961 291 170	4 230 658 970
Intervencions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 900 000 000	11 470 246 504	2 661 000 790	2 809 584 538	2 996 372 217	3 200 125 528
Investissements sur Ressources Extérieures		265 440 265 933	253 260 313 453	267 401 768 419	285 179 256 480	304 571 445 930
Investissaments sur Resources Propres	28 470 006 040	4 249 634 251	25 366 395 861	90 404 135 869	88 374 999 363	136 400 880 286
Investissements sur Transfert aux Provinces Et (TO						
Rémunérations	3 834 882 294	5 934 345 216	5 956 203 504	7 900 683 504	7 900 683 504	7 900 683 504
Subventions aux Services Ex-8PO	000 000 009	217 962 032	903 423 065	953 867 990	1017 283 340	1 086 458 607
TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	164 460 417 236	201 197 016 200	291 538 119 356	341 936 205 670	389 918 883 459	444 176 567 914
Fonctionnement des Ministères		3 293 293 305	3 293 293 305	3477 182 714	3 708 353 854	3 960 521 927
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	56477	5 660 475 664	7 744 270 055	8 176 691 074	8 720 296 409	9 313 276 565
Investissements sur Resources Entérioures	8913	171111771611	166 845 139 979	176 161 362 793	187 872 977 656	200 648 340 137
Investissements sur Resources Propres	69 967 344 420	4 431 448 219	68 183 156 400	100 176 125 345	107 140 493 643	119 169 400 159
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETO	3 351 679 697					
Rémandrations	15 575 490 115	15 438 430 856	21 339 494 753	49 581 315 441	77 823 136 129	106 064 956 817
Subventions aux Organismes Auditaines	1698 102 078	317 094 406	1 132 764 864	1196 015 672	1 275 529 560	1 362 265 570
Subventions aux Services Ex-6PO	3476	944 502 139	3 000 000 000	3 167 512 631	3 378 096 198	3 607 806 719
POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORM	36 62	14 232 400 206	35 234 388 645	37 009 214 159	39 274 872 391	41 743 529 143
fanctionnement des Ministères	3 388	2 738 366 337	3 758 386 337	4010457784	4277082274	4 207 923 883
Interventions (conomique), Sociales, Culturelles et Scientifique	274	8 735 807	8 560 032	9 038 003	9658871	10 294 334
Investissements sur Resources Extérioures		4597 508 071	3486 373 855	3 678 930 621	3923314436	4 150 313 420
Precedition to the securities Propries	1107 728 816	1 301 135 332	20033700000	0 440 000 000	2 402 254 655	3 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5
Rémunérations	3351 162 613	3 4 39 847 904	3445 000 200	3 446 000 200	2 483 334 634	3 339 309 139
Subventions aux Organismes Auxiliaires	388 167 760	69 840 072	249 491 363	200 477 207	2005 0000 0000	ALL SED ON .
Subventions aux Services Ex-IIPO	2 892 228 346	1816967063	3 610 972 194	3 812 600 012	4 056 070 480	4 342 363 272



Fanctionniement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	# 300 000 000	100000000000000000000000000000000000000				-
interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2000 0000 0000 0	2 306 396 184	2 906 396 184	2 435 179 682	2 597 076 060	2 773 677 232
	2 755 272 885	830 143 911	763 348 334	805 971 830	859 554 702	938 004 421
Streetstanding run Respondents Externets		453 816 389	432 592 672	457 169 919	487 563 633	520 717 960
Investissements sur Resources Propres	4 262 937 394	85 927 297	340 062 682	20 152 378 702	19 991 523 666	34 521 343 464
Nemundrations	31 707 056 997	59 084 774 195	59 099 030 661	72 410 817 826	85 722 604 992	99 034 392 157
Subventions aux Organismes Auxiliaires	562 608 017	307 307 603	383 337 835	404 742 478	431 650 694	461 002 941
Subventions aux Services Ix-8PO	928 765 408	519 476 176	1 100 000 000	1 161 421 298	1 238 635 272	1322 862 471
DROUTS HUMAINS	5 145 109 778	3 968 378 926	7 434 830 642	7 801 310 604	8 270 735 139	8 782 092 343
Fonctionnement des Ministères	4 000 000 000	2 288 354 959	3 ORR 354 959	1 260 801 114	3 477 586 715	3 714 062 611
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		800 612 508	3 434 414 413	3 626 183 678	3 857 250 757	4 130 234 438
Investissements sur Resources Propres	461 550 000	12 013 129	40 525 898	42 820 440	45 667 242	48 772 614
Rémunérations	683 559 778	867 398 334	871 505 372	871 505 372	880 220 426	889 022 630
AFFAIRES FONCIENES	12717464726	9 369 912 576	11 572 691 952	34 823 300 625	15 179 378 118	35 568 016 414
Fonctionnement des Ministères	4 000 000 000	2 599 472 207	2 599 472 207	2 744 620 350	2 927 089 050	3126131116
Interventions ficonomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	968 366 738	527 627 16	789 873 840	833 978 455	889 423 272	949 904 054
Investisaments sur Ressources Propres	1 569 000 000	\$1.249.586	1073 013 907	1132 928 368	1 208 248 055	1 290 408 935
Rémunérations	4 880 097 988	6 455 801 856	6 497 109 227	5 454 109 227	9 454 109 127	9 464 109 227
Subventions aux Organismes Auxillaires	900 000 000	171 659 200	613 222 771	647 463 524	NOS 806 069	737 453 082
RINVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	32 593 557 345	32 152 217 707	43 915 947 058	94 102 959 800	142 236 738 792	193 689 387 530
Contrepartie des Projets	1 500 000 000	166 680 000	666 720 000	703 948 007	750 748 099	801 798 970
Fanctiannement des Ministères	4 209 000 300	3 338 089 649	6 061 636 951	6 400 103 870	6 825 597 579	7 289 738 214
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 574 918 224	762 404 131	3 557 953 706	3 756 621 102	4 006 369 962	4 278 803 119
Investissements sur Ressources Extérieures	10 900 047 415	14 780 244 821	14 102 041 825	14 889 465 203	15 879 351 250	16 959 147 177
Investilatments sur Resources Propres	1 400 000 000	2 058 136 438	7 448 080 039	10 691 577 769	11 524 149 699	15 517 146 876
Rémunérations	11 439 291 012	10 867 021 692	11 615 494 596	57 172 264 428	202 729 034 200	148 285 804 092
Subventions aux Organismes Auxiliaires	579 700 694	129 640 976	463 119 941	488 979 421	521 487 904	556 949 081
TOURISME	26 287 843 637	11 059 488 384	17 025 508 923	17 747 972 786	18 555 123 879	19 479 906 996
Fenctionnement des Ministères	4 017 006 377	1251285 106	\$ 253 285 106	5,546,615,854	\$ 915 367 706	6317612710
Intervencions Economiques, Sociales, Culturalies et Sciencifiques	20000000	1113 503 008	000 000 000	633 502 526	675 619 240	721 561 348
INVESTIGATION OF RESOURCE PROPER	13 1/3 000 000	CC7 C79 C71	317 347 333	1039 280 349	1 111 397 059	1 234 405 588
Agmunerations	3 302 000 134	2 217 277 287	2 657 048 957	2 652 924 065	2 652 924 065	5 652 924 065
Secretions and Organismes Administra	500 713 W.I	115 /19 887	413 100 100	439-471 849	400 489 483	497 142 767
Supveriority and Services Experio	46.17.104.100	3 335 /61 696	956 750 407 0	4 459 138 180	4 734 326 327	5 056 200 518
Consideration of the Ministers	3 200 010 011	1 001 707 014	3 401 347 634	3 807 307 809	7 455 455 455	4430 100 101
Intercenting from minutes Carister Culturelles at Crientificase	3 609 619 314	412 918 688	628 453 001	461 541 113	307 007 300	700 777 500
Innecticements our Resonances Propres	3 241 376 733	804 795 808	3 884 816 286	13 968 388 205	10 649 171 200	17 702 076 073
Investissements our Transfert aux Provinces (It (TD)	1 268 958 500	49.845.773	119 845 897	126 537 798	134 950 323	164 126 945
Rémunérations	12 961 565 239	15 064 799 700	17 674 075 318	23 006 869 844	28 339 664 370	28 339 664 370
Subventions aux Organismes Auxiliaires		387 090 126	1 382 812 456	1 460 025 307	1 557 091 167	1 652 973 366
JEUNESSE, INITIATION A LA NOUVELLE CITOFENNETE ET COHESION NATIONAL	19713253173	14 005 405 105	22 102 755 727	40 614 315 149	71,016,955,917	48 535 427 250
Contrepartie des Projets		166 680 000	666 720 000	703 548 007	750 748 099	G/6 86/ 108
Fonctionnement des Ministères	\$ 325 000 162	3 639 278 012	4 839 278 012	5 109 491 410	5 449 182 217	5 819 726 608
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 555 992 698	1 738 295 900	3 341 990 470	3 528 599 009	3 763 188 433	4 019 085 247
Investivaements sur Ressources Extérieures		40 589 190	478 970 724	505 715 273	539 336 384	576 011 269
Investissements sur Resources Propres	1 955 000 300	50 885 193	171 783 749	7 250 413 817	26 076 759 162	2 830 615 158
Rémunérations	9 644 051 794	8 125 209 540	11 945 161 149	22 820 507 353	33 695 853 557	33 695 853 557
Subvernions aux Organismes Auxiliaires	283 139 519	44 457 270	658 851 623	695 640 279	741 888 054	792 336 442
SPORTS ET LOISIRS	42 918 407 087	8 418 661 644	34 254 280 206	25 531 756 196	23 629 997 885	32 465 143 972
Fonctionnement des Ministères		\$ 195 880 670	20 195 880 670	10 765 193 604	11 480 888 575	12 261 588 998
Mervendons Economiques, Society, Calturates et Scientifiques	2000,000,000	760 934 061	745 539 334	787 158 419	839 501 156	896 587 278
mentaments sur Respondes Propries	000000000000000000000000000000000000000	103 000 830	733 738 387	11 1/8 266 258	8 669 645 492	16 626 361 969
Reference of the state of the property of the	2 410 080 181	3318 553 466	2 874 000 163	2 034 003 303	A DAY 833 484	State Sea of
Commence designs	1 W 10 100 100 1	2019 201 P	2 3 res 100 res	4 3rd 094 703	7 33/ 933 337	2 421 812 028



1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1,	2	FONCTION PUBLIQUE	167 983 993 393	144 084 642 183	183 382 331 481	9/0 719 900 017	207 973 181 948	216 23/ /22 943
		Contrepartie des Projets		138 461 539	523 846 256	584 771 565	623 548 531	666 056 631
Preventional of Marchael Coloration   120000000   1514 00144   6151 0014   6151 0014   500000000   1514 0014   6151 0014   1500000000   1514 0014   6151 0014		Financement des Reformes	2 000 000 000	290 681 787	1 162 727 148	1 227 650 976	1,309,268,053	1 398 298 280
Peter reference   Peter Refe		Fonctionment des Ministères	8 250 000 000	\$ 142 640 146	6 142 640 146	6 485 630 084	6 916 809 774	7 387 152 838
Accordance   Acc		Interventions Economiques, Sociales, Outurelles et Scientifiques	44 717 072 389	6 366 623 732	6 287 801 191	995 948 859 9	7 080 265 765	7 561 723 837
Proceedings   Procession   Pr		Investitutements sur Ressources Extérieures	15 625 332 000	34 800 823 651	63 203 900 816	66 733 134 800	71 159 685 627	76 009 225 318
Second Control Contr		Investilasements sur Restources Propres	4 471 875 172	62 438 250	1710785973	1806312060	1 526 329 863	2 057 395 054
Contractive and includent   1,500 to 100 t	1	Mise a la Retraite	-		2 000 000 000 0	15 000 000 000	15 997 234 695	17 085 046 655
Machine   Mach	1	Remandrations	\$1 656 463 008	97 053 859 720	99 082 302 370	101 018 067 170	302 028 247 842	103 048 530 320
International Contraction   14 602 18500   1500 0500		Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 201 228 824	229 113 310	\$18467631	864 168 853	921 620 797	984 291 012
Scientifiques   6 000 88 197   5 1120 686 000   400 000 000   5 121 266 88 197	27	EMPLOI, TRAVAIL IT PREVOYANCE SOCIALE	34 460 739 008	21 729 510 109	26 795 279 632	67 638 165 047	108 274 048 427	111 005 158 041
Separatifiques		Contrepartie des Projets	1000 000 000	100 002 000	400 606 606	422 356 134	450 435 347	481 064 951
Separation		Fonctionnement des Ministères	4 659 435 517	3 319 366 659	3 119 366 659	3 293 544 432	3 512 506 883	3 751 357 351
School 000 000   135 401 400   5 28,00 070   5 58,00 070		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 928 387 106	423 854 780	563 996 177	595 488 783	635 078 233	678 263 550
5 000 000 000		Investissements sur Ressources Extérieures		\$ 535 047 630	5 281 067 658	5 575 949 505	5 946 651 525	6 351 023 829
February		Investissements rur Resources Propres	2 000 000 000	175 493 596	2 622 708 730	29 631 499 068	56 288 590 807	58 258 655 754
Securifiques   1469 514 100   110 100 100 100   111 100 100 100		Rémunérations	16 029 414 705	12 214 859 328	14 231 392 858	27 512 508 646	40 793 634434	40 793 624 434
Septembrigues   Septembrigue		Subventions aux Organismes Austrains	843 501 680	160 883 116	574 727 150	606 818 502	647 161 200	691 168 162
Secondifiques   340 DOS 1666   247 2554 22 155   274 42155   287 2415 155   274 4215 54   287 4215 15   274 4215 54   287 4215 15   274 4215 54   287 4215 15   274 4215 15   287 4215	13	PREVOYANCE SOCIALE	8 987 812 105	S 331 593 118	6 574 852 613	11 046 312 613	11 824 684 250	12 706 927 450
Scientifiques   1000 000 000   382 1844 00   245 1845   3490 185 191		Fonctionnement des Ministères	3 910 059 666	2 437 336 952	2 437 336 952	2573 431 861	2 744 519 563	2 931 146 894
1,000 000 000 000 000 000 000 000 000 0		Innerventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 089 730 979	382 164 900	274 432 891	289 756 550	309 020 235	330 033 611
2555   127   124   2556   245   245		Investissements sur Ressources Propres	1000 000 000	26 028 233	1 087 868 930	5 390 035 710	5 931 034 417	6 556 328 891
Acid Mail 200         130 Miles (All 200 Miles)         130 Miles (All		Rémunérations	2 538 197 104	2 396 452 284	2 455 094 954	2455 094 954	2 479 645 904	2 504 442 363
Solectediques         5 6 64 64 38 940         138 74 130 156         138 74 140 157         138 74 440 157         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 441 140         138 74 140 140         138 74		Subventions aux Organismes Auxiliaires	469 824 354	89 610 749	320 138 886	337 993 538	360 464 131	384 975 691
School Color Color	3	AFFARES SOCIALES	63 064 133 990	132 741 250 150	159 873 105 432	197 784 451 746	273 058 094 100	305 104 382 733
Sept. 568 341 555 6 448 301 555 6 448 301 555 6 448 40 1 20 20 000		Contrepartie des Projets	3,000,000,000	1 589 591 603	6 358 366412	6713401975	7 159 724 467	7 646 585 730
2		Fontionnement des Ministères	8 357 358 373	5 485 301 535	6 485 301 535	6347 424 844	7 302 657 485	7 799 238 194
3-950 0000 000		Interventions (conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 111 655 785	4 220 178 978	4 184 795 777	4 529 532 003	4 937 420 647	5 273 165 251
2 456 000 000   17 405 426   3 134 765 646 018   76 734 742   130 834 649   130 750 74 342   130 855 62   140 750   120 855 628   130 750 74 342   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 855 628   130 85 85 85 85 85 85 85 85 85 85 85 85 85		Investissaments sur Resources Emérieures	149 811 493	49 165 988 792	85 075 492 352	85 825 858 864	95 797 732 433	302 311 978 215
2 2561 100 720   310 815 665 916   32 576 546 058   76 720 774 140   1 100 815 001   2 100 815 011   2 100 8		Investissements sur Ressources Propres	3 950 000 000	937 455 426	3 184 763 624	11118 534 896	34 959 873 420	10 390 072 978
2		Investissements sur Transfert aux Provinces & ETD	7 256 110 720					
2 443 355 552 500 007 820 1180 8290 1156 446 677 1 100 1750 601 801 801 801 801 801 801 801 801 801 8		Rémunérations	30 795 851 057	30 835 665 996	12 576 546 058	76720774342	120 865 002 227	169 509 230 311
Scientifiques		Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 443 336 552	506 067 830	1 807 839 674	1 908 785 001	2 035 685 443	2174112053
Scientifiques   S 312 717 578   3124 154 847   3 100 000 0000   1 1246 446 6677   3 1349 573 138	2	GENNE, FAMILLE ET ENFANT	21 777 460 491	18 757 448 747	24 579 966 907	34876 543 658	48 052 209 589	34 857 162 957
Scientifiques         5 342 787 578         3 3,44 1948 97         4 8,74 1948 97         5 10 644 387         5 10 10 64 387         5 10 10 64 387         5 10 10 64 387         5 10 10 64 387         5 10 10 64 387         5 10 10 64 387         5 10 10 64 387         5 10 10 64 387         4 10 10 64 38 547         4 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 10 64 38 547         4 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10		Contrepartie des Projets	800 000 000	172 500 000	1 190 000 000	1256 446 677	1 339 978 158	1431096673
Scientifiques		Fonctionnement des Ministères	5 332 787 578	3 324 194 847	4 824 194 847	5 033 566 038	5 432 198 090	5 803 587 560
2 567 000 000 66 814 471 225 559 532 11546 615 159 21 431 253 100		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 500 000 000	2 639 064 142	1619644387	3121756439	4 075 835 647	4 352 992 471
SG2 344 994   G2 46 709 634   G919 526 116   G919 521 377     2		Investigaements sur Residunces Estérieures		6 160 393 697	6 573 152 587	6 940 181 283	7 401 580 587	7 904 888 067
7.125 568 523   6.246 709 624   5.919 526 116   6.119 526 116   6.988 721 377     7.125 568 522		Investissements sur Ressources Propries	2 567 000 000	65 834 471	225 559 532	11 548 615 159	21 431 253 300	6 831 327 490
Control of the cont		Investissements sur Transfert aux Provinces ET ETD	202 344 950	1				
Control   Cont		Nemunerations.	7.150.268.323	0.240 709 824	6.019.256.116	6 919 526 116	6 588 721 377	7 058 608 591
Scientifiques	1	Servicionis aux Criganomes Aumanitos	484 735 458	14/ //1/00	1 227 869 036	1798 451 346	1,582,642,630	1476 662 115
Scientifiques	9	PERSONNES VIVANTS AVII, NANDOLAN		1.165 5.16 2.16	7 118 609 188	11050 663 613	11357351179	12 496 953 497
15 191 988   422 0.00 0.00   3 152 0.00 0.00   3 152 0.00 0.00 0.00     15 191 988   422 0.00 0.00 0.00   2 111 675 0.00     15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15		Concommentation on Ministers		1000 002 734	4 348 473 454	4 369 171 985	4 894 270733	5 227 081 142
100 000 000 000   1 476 769 123   2 5044 756 751 301 505 301		intervencions aconomigues, sociales, curprisess et scientinques		89 301 694	150 000 000	3 692 894 674	4 090 620 742	4 116 431 791
6 468 347 597 5 044 766 311 5 5 704 100 311 5 5 704 112		Investissements sor Resources Propres		36 191 963	622 130 636	656 921 886	700 595 172	748 236 071
6 408 347 307         5 044 746 311         5 577 301 454         7 280 087 855         7 381 873 754           1 000 000 000 000         1 4 055 246         4 7 449 222         2 682 587 333         2 221 042 556           2 400 000 000         1 4 055 246         4 7 449 222         3 0 084 679         5 3 429 345           2 9 40 247 507         3 553 941 942         3 557 401 852         5 657 401 852         5 657 401 852           3 1 4 655 500 000         2 5 500 000         2 5 500 000         2 5 500 000         2 5 500 000           2 5 6 55 000 000         2 5 500 000         2 1 5 50 000 000         2 1 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	1	Subventions aux Organismes Auxiliaires			2 000 000 000	2 111 675 088	2 252 064 112	2 405 204 493
340 000 000   3476 708 233   1972 450540   2 002 567 333   2 221 042 556	8	INTIGRATION REGIONALE	6 488 247 507	5 044 765 311	\$ 577 301 614	7 290 087 855	7331873754	7 521 576 862
Septiment   Sept		Fonctionnement des Ministères	3 000 000 000	1 476 769 123	1972 450 540	2 682 587 333	2 221 042 556	2 372 073 450
2 Part 247 5077 3 553 941 547 3 555 401 852 5 657 401 852		Investissements sur Resources Propries	240 000 000	14 055 246	47 449 222	50 098 670	53 429 315	57 062 541
\$11 864 726 029         \$12 602 304 770         \$12 602 304 770         \$21 800 600 600           \$20 000 000 000         \$1,800 000 000<		Memunerations	2 948 247 507	3 553 941 942	3 557 401 852	5 057 401 852	5 057 401 852	5 092 840 871
20 000 000 000 000 000 000 000 000 000	2	ACTIONS HUMANITAINES ET SOLIDARITE NATIONALE	31 645 602 436	82 224 595 307	111 384 725 029	132 096 309 844	124 601 406 064	132 917 306 496
Miles, Culturelles et Scientifiques 1347 785 300 1 453 106 230 1 633 019 733 3 814 782 997 4 4063 385 355		Départes Exceptionnelles sur Ressources Propres	20000000000	25 000 000 000	21 800 000 000	54 692 384 770	58 328 461014	62 294 796 363
1.347 703 900 1.453 100,250 3.623 0.053 3.53 742 997 4.066 208235		Fontablinging des Minsperes	0000000000	4 163 094 790	5 163 694 790	4 103 247 963	4376043384	4 673 612 198
		interventions Economiques, Societes, Culturalies et Scientifiques	1 347 785 900	1453 108 230	3 613 G19 733	3 814 782 997	4 068 398 595	4 345 049 699



	Investissements sur Resiguices Progres	4 037 500 000	72 748 608	245 592 636	259 305 926	275 545 183	295 350 256
	Rémunitations	235 317 096	250 282 992	1 630 877 296	17 562 850 629	2 453 497 562	2 463 340 216
	PORTUGUALE	23 274 379 076	7.81.8 746 087	9 515 294 846	10 570 805 375	13 302 223 134	14 162 817 149
	Fonctionnement des Ministères	4 500 000 000	3 190 316 626	3 190 316 626	3.368.456.070	3 592 398 821	3 836 681 941
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 728 182 344	785 092 797	769 203 699	812 159 423	866 153 660	925 052 109
	Investigaements sur Bessources Propres	6 658 817 270	123 602 730	417 271 657	1147 474 679	1254204227	1813825409
	Rémunérations	3 249 570 182	3 112 157 982	3 272 063 199	3272 063 199	5 487 800 918	5 542 678 928
	Subventions aux Organismes Auxillaires	637 800 280	102 575 962	1866 434 865	1970 652 004	2 101 665 507	2 244 578 761
2	COMPTE NATIONAL DE SUM DE L'ACCORD DE LA SE SYLVESTRE	12 139 430 672	6 492 331 248	4 542 333 248	4680 347 366	4 853 850 711	5 043 112 875
	Fontilonnement des Institutions	8 639 420 672	4 421 747 652	2471 747 552	2 609 763 970	2 783 267 115	2972529279
	Interventions (canomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000					Carallel Street
	Rémunérations	3000000000	2 070 583 596	2 070 583 596	2070 583 596	2 070 583 595	2 070 583 596
12	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	371 900 741 366	50 547 666 053	126 262 083 991	325 180 445 739	698 713 157 523	68 635 546 284
	Dépenses Exceptionnelles sur Restources Propres	325 000 000 000	15 000 000 000	30 000 000 000	281 176 430 478	648 140 659 790	3 205 000 000
	Fonctionnement des institutions	20 451 735 542	11 170 730 912	11 542 151 191	12 136 636 564	12 996 832 351	13 880 616 950
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	741 354 235	22 205 747	21.756.477	22 971 305	24 498 493	26 164 388
	Investissements sur Resources Propres	1500000000	344 257 998	487 001 784	7 583 232 853	13 097 870 608	26 825 945 798
	Rémundrations	24 207 641 589	24 210 471 396	24 211 174 539	24 211 174 539	24 453 286 284	24 697 819 147
30	FORMATION PROFESSIONNELLE ET METIERS	87 827 539 868	28 096 108 785	51 427 615 019	58 653 421 137	61 553 877 404	64 717 777 566
	Fonctionnement des Ministères	10 538 334 261	8 555 210 614	13 955 210 614	34734435298	15 714 014 638	16 782 567 633
	Interventions Economiques, Sociales, Culturalles et Scientifiques.		744 179 110	1 900 300 300	2 006 302 818	2 139 688 469	2 285 185 149
	Investingements sur Resources Extérieures		3 622 703 323	3 456 472 771	3 649 473 721	3 892 099 175	4 156 761 919
	Investissements sur Respounces Propres	8 906 018 825	403 654 856	1 362 701 813	1438 791 733	1 534 445 935	1 638 788 259
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	67 185 811 727	7 105 198 858	20 645 679 687	21 738 483 731	23 247 697 350	24 828 540 770
	Rémunirations	1397375 650	7 205 162 024	10 107 349 836	15 025 933 836	15 025 933 836	15 025 911 816
66	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	9 292 299 653	\$ 801 879 508	6 848 431 112	15 964 527 694	25 134 155 374	25 419 653 188
	Fonctionnement des Institutions	5 664 800 569	3 490 853 407	3 606 922 347	3 808 323 926	4 061 510 109	4 337 692 797
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	84 705 211	82 992 475	87 626 518	93 452 132	99 806 877
	Investitiements sur Ressources Propres	440 000 000	11 452 422	38 662 327	40 821 136	43 535 050	46 495 401
	Rémunérations	2 687 499 084	2 2 3 4 8 6 7 4 6 8	3119854113	12 027 756 113	20 935 658 113	20 935 658 113
2	CONSEIL SUPERIEUR DE L'ALDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	13 352 990 065	7 525 242 832	7 704 534 529	19 955 793 029	16 895 392 632	21 744 003 108
	Fonctionnement des institutions	8 380 615 427	4 002 845 240	4 135 937 510	4 365 878 102	4 657 198 259	4 973 887 740
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	3 186 585	3122114	3 296 445	3 515 600	3 754 661
	Investigaements sur Ressources Propres	555 389 296	14 739 503	49 759 212	12 049 902 389	8 683 805 519	13 179 978 720
	Némanitations	4 516 985 342	3 504 471 504	3515716093	3 515 716 093	3 550 873 254	3 585 381 986
	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	13 273 868 402	7 383 466 039	8 389 625 279	6 523 674 626	8 959 882 991	9 823 235 445
	Fonctionnerment des Institutions	7 790 233 035	1956 100 518	4 087 845 214	4 116 100 450	4 603 044 791	4 916 051 837
	Prvestissements sur Restounces Propres	1 180 932 888	30 737 592	103 767 294	109 161 405	116 845 300	124 790 781
	Remunifizations	4 302 702 479	3 196 427 909	4 398 012 771	4 198 012 771	4 239 992 899	4 282 392 828
7	PICHET LEVAGE	8 621 909 686	34413 743 616	100 873 677 581	106 329 534 134	113 152 214 777	120 634 896 823
	Foncoonnament outs Averagement	3 721 302 686	2 121 811 083	4 000 000 000	30 696 348 067	10 360 651 980	11 727 549 915
	Interviewed Controllingues, Society, Labourous et Schittingues	1 300 000 000	6 003 003 303	4 070 000 177	412/1383/0	0/6/76 Crass	4 929 330472
	Investitation and Resemble to Benefit Property	3 400 000 000	11 120 021 216	18 485 854 114	10 518 006 341	20 200 600 644	33 251 040 616
	Investiguements sur Transfert aux Provinces Et ETD		4 187 002 409	18 481 142 810	19 583 774 812	20 888 753 737	22 356 665 341
	Rémunérations			4 423 045 903	4423 045 903	4 467 276 352	4 511 949 126
=	AFFAIRES COUTUMERES	16 363 709 801.	15 347 323 884	17 025 065 512	17 295 758 859	19 512 247 078	24 789 650 564
	fonctionnement des Ministères	5 126 897 559	2 681 807 898	2 681 807 898	2 831 553 464	3 019 801 688	3 225 148 201
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	300 000 000	238 137 315	228 329 823	241 079 199	257 106 702	274 589 958
	Investissements sur Resources Propres.	744 852 112	158 761 583	1 814 802 176	2 623 040 081	3 612 211 816	8 742 554 268
	Rémunérations	10 391 960 110	12 228 617 088	12 300 125 615	12 300 125 615	12 423 126 871	12 547 358 140
2	AMENAGEMENT DU TEXNITOINE	8 006 208 595	2 641 958 176	\$ 113 097 384	5 246 379 794	5710756484	6 064 113 638
	Contrepartie des Projets	2 000 000 000	270 000 000	1 080 000 000	1140 304 547	1216114631	1 298 810 425
	Fonctionnement des Ministères	3 130 608 996	2 288 354 960	2 288 354 960	2 416 131 080	2 576 761 063	2 751 980 815
	Interventiens Economiques, Sociales, Culturelles et Scientilliques	1 500 000 000	47 798 781	46 831 730	829 999 69	52 734 007	56 319 920
	Presentation and nave Bosson posses	1 175 600 600	35 804 435	1 120 872 492	1 183 459 259	1 363 118 168	



-	Rémunérations		Secretary of the second	597 038 232	\$97 038 232	603 008 614	609 038 700
g	COUR DES COMPTES	3 611 052 840	13 620 162 960	16 529 432 839	16 780 851 612	17 148 720 425	17 583 577 619
H	Fonctionnement des Institutions	3 611 052 840	2 855 830 714	3 047 805 245	3 217 967 204	3 431 926 436	3 665 297 434
-	Investissements sur Ressources Propres		55 948 526	188 877 098	270 113 912	291 115 988	358 345 404
H	Rémunérations		10 708 383 720	13 292 750 496	13 292 750 496	13 425 676 001	13 559 934 781
2	MINISTERS DELEGUE DES CONGOLAIS DE L'ETRANGER	\$ 821 069 051	0	a	0	0	0
H	fonctionnement des Ministères	3 546 069 051					
H	Interventions (conomiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 000 000 000					
-	Investissements sur Residunces Propres	1 275 000 000		- 2			
8	ENTREPRENABRAT, DIS PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	35 660 844 083	CP CBB 350 747	119 887 675 907	137 560 289 299	151 495 545 081	159 399 481 128
	fonctionnement des Ministères	3 664 178 767	3 416 404 496	3 416 404 496	3 607 168 112	3 846 981 013	4 108 575 721
H	Interventions (conceniques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 750 000 000	2 599 008 931	2 881 414 884	3 042 306 014	3 244 565 555	3 465 196 012
-	Investissements sur Resources Extérieures		47 949 338 428	45 749 242 355	90 537 269 432	96 556 396 519	103 122 231 482
H	Investigaements sur Ressources Propres	31 000 000 000	1 739 686 832	13 608 683 496	17 196 174 191	15 715 985 584	16 524 906 923
H	Investitatements sur Transfert aux Provinces Et ETD	8 540 866 738					
-	Rémunérations	10 705 798 578	11 813 852 856	13 618 707 891	22 529 907 891	31 441 107 891	31 441 107 891
H	Subventions aux Organismes Auxiliaires		171 659 204	613 222 785	647 463 639	690 508 519	737 463 099
ō	овчозттом моглядия	826 284 753	244 715 400	769 476 745	812 442 436	866 455 489	925 374 462
H	Fonctionnement des Institutions	826 284 753	744 715 400	769 476 745	812 442 436	866 455 489	925 374 462
=	NUMEROLE	0	0	0	21 165 161 601	16 262 444 926	31 948 242 087
H	Fonctionnement des Ministères				1 097 988 483	1170 985 297	1 250 612 298
-	Investissements sur Ressources Propres				19 319 167 035	34 335 973 485	29 934 588 784
Н	Rémunitrations				748 006 083	755 486 144	763 041 005
9	Section of Section 2	WALKS SERVICE WAY	***********				



### **ANNEXE 2:**

### FICHES D'ANALYSE DES RECETTES DU BUDGET DE L'EXERCICE 2022

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

### MINISTERE DU BUDGET



Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire ELABORATION BUDGET 2022

## FICHES D'ANALYSE DES RECETTES DU BUDGET DE L'EXERCICE 2022



Kinshasa Juin 2021

į

Republique Democrafique du Congo
Ministère du Budget
Secrétarial Général
Secrétarial Général
Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022

DGDA

# Tableau n° 1.1.a: FICHE DES BASES IMPOSABLES PAR ACTE GENERATEUR

	MOLEVALAN			BASE TAXA	BASE TAXABLE RECOUNREE	VREE			BASE A RECOUNTER	COUVRER		EXONERATIONS 2022	OBSERVATIONS
ACTES GENERALEURS	IAUA DE ISOSIEGE	2017	2018	2019	2020	2020	2021 (1er semestre)	2021(26m semestre)	2022	2023	2024		

Majoritation Company of the Company

Tableau n° 1.1.b : FICHE DES STATISTIQUES DES REALISATIONS ET DES PROJECTIONS DES RECETTES PAR ACTE GENERATEUR

ş

PRINCE STREET, SALES	TAUX DE TANATION		OMO	DROTTS ET TAXES RECOUVRES	SWAC		۰	ROITS ET TA	DROTTS ET TAKES A RECOVIER	1858	EXOMENATIONS 2022	CONTRACTOR
		2002	2018	2019	2028	2021 (Ser semested)		2022	2002	3004		
		100		1				1				
									100			
										-		
								1				
								1				
						1						
												-



ì

Republique Democratique du Congo Ministere du Budget Bronnferante Général Obeschen Sédefrale des hellifeyens et Destrammation Berketselm ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022 DGS

# Tableau n° 1.2.a: FICHE DES BASES IMPOSABLES PAR ACTE GENERATEUR

	TAILY			BASE RECOUNTEE	UNREE		20	BASE A RECOUVRER	COUNTER		EXONERATIONS	OBSERVATIONS
ACTES GENERATEURS	DIMPOSITION	7102	2018	2019	2020	2021(fer semestre)	2021(26me semestre)	2022	2023	2024	ZZ	
				T								
						-						



į

Physiologie Denountique du Corgo
Mentites du Bolget
Beenfaarlast Général
Eleborate des Politiques et Programmellen Budattaire
ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022
DGI

Tableau n° 1.2.b:

FICHE DES STATISTIQUES DES REALISATIONS ET DES PROJECTIONS DES RECETTES PAR ACTE GENERATEUR

	22 OBSERVATIONS									
TAIX IMPOT RECOUVRE EXONERATIONS	8									
	2024									
COUVRER	2023									
IMPOT RECOUVRE	2022	1								
	2021 (2èm semestre)				1					
TAIX IMPOT RECOUVRE	2021									
	2020									
	2019									
	2018									
	2017									
	DIMPOSITION									
	ACTES GENERATEURS									



ş

Republique Démocratique du Congo Ministere du Budget Societariet Général Bonissues et Programmation Budakfaire ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022 DGRAD

Tableau nº 1.3.a : TABLEAU D'ANALYSE STATISTIQUES DES BASES IMPOSABLES

PRESENTED PROJECTOR PRESCRIPTION 2022 LOMBIE CHAPACHE . BASE OF TAXAFIUM CHEMINAMEN 20,20 Asperties CONTRACTO 2005 Courses COMPANIE 2 TALE OF LAXOTER -TOTAL ACTES GENERATIVES SENVICE D'ASSETTE



į

République Démocratique du Congo Ministère du Budget Secrétariat Général

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022 DGRAD

# Tableau n° 1.3.b : TABLEAU D'ANALYSE STATISTIQUES DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES

SERVICE D'ASSETTE:

								CHOCKTS, TAXES ET REDEVANCES	REDEVANCES	ľ	-				
ACTE GENERATIVE			3019	-			2030				ner		PRODUCTION	PROJECTION	PROJECTION
2000	COMMITTEE	sames.	COMMISS CHECKWAIS	HICOGRAMS	CONSTANTS	noneix	ORCONNESS	RECOVERS	CONTINUES	USWEE	CHOCKWACCE	RECOVERES	2853	3833	2034
											1				
						Ī									
						Ī									
						Ī									
						Ī									
anava.															



ì

Ripublique Démocrafique du Congo Ministère du Budget Socrétariat Général Direction Générale des Politiques et Programmation Budzétaire ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022 DGRAD

Tableau n\* 1.3.c : TABLEAU D'ANALYSE STATISTIQUES DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES / CENTRE D'ORDONNANCEMENT

SERVICE D'ASSIETTÉ :

CENTRE D'ORDONNACAMENT ':

	-					DROITS, TASE	DROSTS, TAKES IT RESEVANCES					
		1019			2020			2011		PROSECTION	PRESCRION	PROBETION
ACTE GERMITUR	CHECKWANTS	GENERAL COURTS	несменя	енфоническа	OLOGOMALANCES O'UNFICES	MEDWARD	SCHMANOO	CHECKWARD EVERTOR	RODANES	2007	case	Mile
TOTAL												



## République Démocratique du Congo

Ministère du Budget Secrétariat Général

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022 DGRAD

# Tableau n° 1.3.d : FICHE D'ANALYSE DE L'ACTE GENERATEUR

SERVICE D'ASSIETTE:

ACTE GENERATEUR: ....

FAIT GENERATEUR: ....

CODE: ....

の 明 は 日 の 日 の 日 の 日 の 日 の 日 の 日 の 日 の 日 の 日	A, DAOITS DUS	San	THE REAL PROPERTY.
PERIODE	BASES (1.)	TAUX (2)	DADITS RECOUVRES (I)-(1)*(2)
bealsutions 2018			
Marinations 2019			
Multiputions 2020			
Numbers 1er Semestre 2021			

B. PROKCTION 2021

GALISATIONS PROBABLES (2021)

Base Projecte (4)\*

Taux de taxation (5)

Montant probable (6) = (4)x(5)

DROFTS A RECOUVERR (2022)

Indicateur cadrage (7) Montant (8) = (6)x(7)

-141-

ì

Requisitor Discussions to Chrys Benner in Budget Section Smith Chrys Christophysis of Austral Process 202 Eucknich Christophysis 122

Tableau n° 1.3.e: FICHE D'ANALYSE DE LA REDEVANCE MINIERE

PRODUIT MINER	COURT DE LA SUBSTANCE	8	QUANTITE PRODUTE (3)	123	OWLENS BU	AASH OF FACEUR WASDAMADE DI + (1)-(2)	ARIO - 10 co	1851.00	Des	someonisi-tiped		I	PROMETRICA (NI - (NI-A))	b
		3618	2000	2003	300	3838	28M		3638	1000	1988	1801	2000	tint.
A Les mindems bedeutich, bei bydeniet ern selden ist auten entstemen nach tille	to selder of paters relations	son delen		SEPTEMBER OF	Will Street	NAMES AND PARTY	近次では 西田	Contraction	THE PARTY OF THE PERSON	Marine 170	で 出版を 報ご	STATE SALES	AFFICIAL PART	
Lifedige Salating	State Contraction	W. P. Brine	MANAGED AND		Market Street	SEMINATOR.	STATE OF THE PARTY OF	SOCIETY OF	SEPTEMBER SEPTEMBER	World Sto	SERVICE AND IN	STEERING STREET		REFERENCES
spile						0				9	10-			
4	The state of the s										0			
poste						0	9				8			
state.										•				
anne.					9			4		0	•			
MA										0				
min										9	-			
Arthurst										0	-			
projetante			2 2 2 3 3 4											
2 Persiahers selder	San San	Section 2	Service Services	ないののはない	Section 1	A COUNTY	大学 日本の日本	のないことが	COLOR DESIGNATION	The state of the	WHISTEN.	Merchan	STATE OF	Regulation.
			166					£					Service Service	
2. Author substances have taken	Section 1	No. of the last	N 1951		STANSON.	Spirit Syl	西でのおり	SAME PARTY OF		THE REAL PROPERTY.	To the same of	10000	を行う	SAMPAS.
		S. C. Lines	The land	Mess of a	Section 2			18	Same and the second					
Lie he other natural ferrons	のではいいのである	SALES OF STREET	SANTESON IN	SANDANG!	STATE STATE	NO VESTIGATION	のようなない		Charles of the last	CAPISSION.	Separate Pro	NAME OF PERSONS	Aller Carpers	1年20年
Littlers brings	SERVICE SERVICE	Mark Co.	Spilling St.	September 1	NAME OF	本になる	OF THE REAL	AND DESCRIPTION	Mary Mary	STREET, STREET		Medicine and	STREET, STREET,	STATES OF THE PARTY OF THE PART
*											•			
pate								ĸ		-	•			
nies dispersions											*			
semina defines	The state of the s													
C he metru e med factoria styles de tara:	SHIPPING TOTAL PROPERTY.	SECONDAY.	STANDARDS	をいるとなる。 ではないのとは では、 のでは、	DISTRIBUTED IN STREET	SERVICE NO	BRIT LISTS	<b>电视图图图</b>	STREET, SQUARE	Special Contract	NAME OF TAXABLE PARTY.	Section Control	STATE OF THE PARTY OF	のいるの
2. Militare too ferrent)	SCHOOL STATE	あるが大学	BENEFIT	Section Section	Nothing of	The second	STATE OF THE	Carlo ment		Section 1980	Mean water	STATE OF STREET	The Second	Sall-rott
pane					0									
meter							0	130						
- materials														



Tableau n° 1.3.5: FICHE D'ANALYSE DE LA REDEVANCE MINIERE (suite)

S. Million fit hour makes from	THE PERSON NAMED IN	ð	GLANTTH PROBLEM 09	8	peaning	PART IN OU PRODUCT MANDAGON (1) - (1)-(2)	10-01-11100	IMMEN IN	8	9401-104000090			PROMICINEM INC COUNTY	
	3	2000	3888	me	2006	3016	282.0		5000	2010	1961	1863	1011	MICH
	STATES OF THE PARTY OF THE PART		STOREST STATE	STATE OF STREET	がおいいのか	S. S. P. Separate	The same of	The second		The state of the s	-	公元の 大田	THE REAL PROPERTY.	
rampa special														
demen										,				
stermen								1						
								400						
subst .									0	-				
100														
dest														
S. her enflaces preferation	はない はな 田市	MARKET THE	STATE OF THE PARTY OF	STATE OF THE PARTY AND	Sales Sales	CONTRACTOR STORY	The state of the s	CONTRACTOR	- College	No. of Concession, Name of Street, or other Persons and Persons an	Section of the last		NAME AND ADDRESS OF	
					0									
					0				0					
Chebra									0					
2004							0							
politica							-			_				
adas .						-		THE PERSON NAMED IN	The state of the state of	-		The second	1	
E for places problement de cooler.	STATE	STATE OF THE PERSON	の では 大大の 日本	A VIOLENCE	1	CONTROL OF THE PARTY OF THE PAR		Secondary of	1		No. of Concession, Name of Street, or other Persons, Name of Street, or ot			1
Charles publishers	SYGNESHIPPY	See Ball	SANGER MAN	The same	Total Inches	-	1	No. of Concession, Name of Street, or other party of the Concession, Name of Street, or other party of the Concession, Name of				-		
-			*							9				
- Committee				1				000						
4										-				
-	THE WARRIES													
the same of the sa						0			-					
and											•			
- marketin										0				
-	C WAS IN									0				
-		1					0			1				
						0	9							
F by uteracoustisableses.	いたとうないの	Property of	OUNSELFIN	PATOLISA.	日本の大田市	SAMPLE FIRE	Special Services	THE REAL PROPERTY.		STATE OF THE PARTY	200			
cales										-				
Cutur									0					
demonstra	The state of the s						0.		0					

Scattere resoration remapes (7)



# République Démocratique du Congo

Ministère du Budget Secrétariat Général

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

# **ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022**

# Tableau n'1.4.a : FICHE SYNTHESE DES PREVISIONS DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE L'EXERCICE 2022 PAR ACTE GENERATEUR ET PAR ASSIETTE

Service: DGI; DGRAD (Hydrocarbures et Portefeuille)

Deligate deligate compet				Assiette			
ACIES GENERALEORS	anx	2020	2021	2022	2023	2024	Observation
ON-SHORE	SALES OF THE PARTY				Tankin and		
Royalties (Hydrocarbures)							
Dividendes (Portefeuille)							
Off-Shore	THE PERSON NAMED IN						
Marges distribushies (Hydrocarbures)							
Participation (Porteuille)							
imply sur les bénéfices et profits (I.B.P) On shore							
Impôt sur les bénéfices et profits (I.B.P) Off shore							
TOTAL GENERAL	THE REAL PROPERTY.						
三のはからから 一本のとは はないとのかっ	STANSON S	2020	2021	2022	2023	2024	
Production journalière en nombre de baril							
Prix du baril du brut congolais (USD)							
Décote du prix du baril congolais (USD)							
Frais du terminal unitaire (USD/baril)							
Taux de change moyen							
Taux de charges déductibles							



## République Démocratique du Congo

Ministère du Budget Secrétariat Général

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022

Tableau n'1.4.b.: FICHE SYNTHESE DES PREVISIONS DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE L'EXERCICE 2022 PAR ACTE GENERATEUR ET PAR DROTTS PAYES ET A PAYER (à percevoir)

Service : DGI ; DGRAD (Hydrocarbures et Portefeuille)

		Droits	Droits payés		Droits à paye	Droits à payer (à percevoir)		
ACTES GENERATEURS	Тэпх	2020 (Fin Décembre)	(Fin 2021 (1er Semestre)	Probable 2021	Projection 2022	Projection 2023	Projection 2024	Observation
ON-SHORE	世 法 等							
Rovaties (Hydrocarbures)		8						
Dividendes (Portefeulle)						0.00		
Off-Shore	THE PERSON NAMED IN							
Marges distribushies (Hydrocarbures)								
Participation (Porteutile)								
moVe sur les bénéfices et orofts (1.B.P) On shore								
mock sur les bénéfices et profits (LB.P) Off shore	20							
TOTAL GENERAL								
大 公本を でからかった		2020	1202	2022	2023	2024		
Production journalière en nombre de baril				Townson Co.		Contract of the Contract of th	_	
Prix du baril du brut congolais (USD)				8				
Décote du prix du baril congolais (USD)								
Frais du terminal unitaire (USD/baril)		* I						
Taux de change moyen		200						
Taure do charace déductibles								



République Démocratique du Congo Ministère du Budget Secrétariat Général

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

# ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022

Tableau n\*1.5: FICHE SYNTHESE DES PREVISIONS DES RECETTES EXTERIEURES DE L'EXERCICE 2022 BAILLEUR OU AGENCE DONATRICE :
AGENCE D'EXECUTION :

			Code	Date		Durée du	Secteur	Année	Année en cours	Localisation	Prévisions	Prévisions Prévisions	ě
- Inpe	Libelle projet	Nature	projet	Début Clotûre	lotūre	projet	bénéficiaire	Prévisions	Réalisations		1+1	240	D+3
				T	t								
				1	1								
					1								



### République Démocratique du Congo Ministère du Budget Secrétariat Général Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

**ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2022** 

SECTION:	

CHAPITRE: .....

Tableau n\*1.6: PREVISIONS DES BUDGETS ANNEXES

				DROITS ET TAXES RECOUVRES	KES RECOUV	RES		DRO	DROTTS ET TAXES A RECOUVRER	SA RECOUVE	IER	
ż	Acta Générateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (1er semestre)	2021 (2èm semestre)	2022	2023	2024	OBSERVATIONS
	A. RECETTES COURANTES											
	Recettes d'exploitation		N CHR		T-100 T-100							
	B. RECETTES EN											
	Ressources affectées à l'investissement											
	BOLDE											
	Excédent											
	Déficit											
						-					-	



### République Démocratique du Congo Ministère du Budget Secrétariat Général Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

**ELABORATION BUDGET 2022** 

	CHAPITRE:
İ	i
SECTION	HAPITRE

Tableau n\*1.7: TABLEAU SYNTHESE DES PREVISIONS DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX

	Section 1			DROITS ET TA	DROITS ET TAXES RECOUVRES	TES .		DRO	ITS ET TAXE	DROITS ET TAXES A RECOUVRER	RER	
ż	Acte Générateur	2016	7102	2018	2019	2020	2021 (1er semestre)	2021 (Zèm semestre)	2022	2023	2024	OBSERVATIONS
	A. RECETTES COURANTES											
	Recettes d'exploitation	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1					E. Marsa					N CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH
	B. RECETTES EN CAPITAL											
	Ressources affectées à l'investissement											
	REPORT											



### **ANNEXE 3:**

### FICHES D'ANALYSE DES DEPENSES DU BUDGET DE L'EXERCICE 2022

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

## MINISTERE DU BUDGET



Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire ELABORATION BUDGET 2022

# FICHES D'ANALYSE DES DEPENSES DU BUDGET DE L'EXERCICE 2022



Kinshasa Juin 2021

Reputsique Démocratique du Congo Ministère du Budget Secritariat Général Direction Sétriche du Post-emission Bulatitaire ELABORATION BUDGET 2022

Tableau 2.1 DETTE INTERIEURE: PREVISIONS DE LA DETTE INTERIEURE

200000	The state of the s		Exteution		Encoura du service de la	Prévisé	Prévision 2022	
Article-Litters	THEFT	81-02	2020	fin juin 2021	detta intárieure	Sellicità	Accords	JUSTIFICATION
1371	Arrients such as dipenses de Personnel fon museum enticontes							
	Aments sur les dépenses de Personnel ( en denine )							
	Arrierés sur condamentions judiciaives et indemnisacions							
1.1712	CETTE COMMERCIALE							
	Amitorio convers les Entrepreseurs de travaux publics							
	Amierés de loyer							
1-1713	CITIE FINANCICIE							
200	Certificat de Dépôts ( en Monnaie Nationale )	The state of the s						
	Avances consembles pair les tiens à l'Etat							
	Arrières de remboursement intérêts détaiteurs consolidé BCC							



République Démocratique du Congo Ministère du Budget Secrétariat Général Direction Générale des Postsaues et Procrammation Budaktaire ELABORATION BUDGET 2022

# Tableau 2.2 DETTE EXTERIEURE: PREVISIONS DE LA DETTE EXTERIEURE

	<b>新花园</b>	EXECUTION		PREVIS	PREVISION 2022		
Addis-Littera	2019	2020	Fin juin 2021	Sollicitée	Accordée	PERSONALE	JUSTIFICATION
1-1821 Club de Paris							
1-1622 Club de Londres							
1-1623 Club de Kinshasa							
- 1-1624 Dette Multilatérale							



République Démocratique du Congo Ministère du Budget Secrétariat Génèral

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire.
ELABORATION BUDGET 2022

# Tableau 2.3 PREVISIONS DES FRAIS FINANCIERS INTERIEURS

			EXECUTIONS		PREVISIONS 2022	NS 2022	DEDIODICITE	DEDIODICITE II STIFICATION
Article- Littera	DBELLE	2019	2020	Fin Juin 2021	Sollicité	Accordé		
200	THE REAL PROPERTY OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF T	The second secon						
	a con a seriefate con la dotte lettérieure							
7-0/1	merces for in occur.							
	a creating and the dette financière intérieure							
7.01.7								
2-6712	2-6712 Intérêts moratoires							
2,6318	3.C218 Intécêrs titrisés							



1.8.2-€

# République Démocratique du Congo MINISTERE DU BUDGET

Secrétariat Général tion Cénérale des Politiques et Programmation Budgetaire ELABORATION DU BUDGET 2022

Tableau 2.4 PREVISIONS DES FRAIS FINANCIERS EXTERIEURS

Article-			EXECUTIONS		PREVISI	PREVISIONS 2022		
Littera	LIBELLE	2018	2020	Fin juin 2021	Sollicité	Accordé	PERIODICITE	PERIODICITE JUSTIFICATION
2-6721	2-6721 Intérêt sur Club de Paris							
2-6722	2-6722 Intérêt sur Club de Londres							
2-6723	2-6723 Intérêt sur Club de Kinshasa							
2-6724	2-6724 Intérêt sur la dette multilatérale							
	TOTAL							



Direction Generale des Politiques et Programmation Budgellaire

## **ELABORATION DU BUDGET 2022**

Tableau 2.5 : FICHE DES PREVISIONS BUDGETAIRES DES DEPENSES DE RENUMERATION (TITRES 3 ET 6)

NATURE : TRAITEMENT DE BASE DU PERSONNEL (3-661)
INSTITUTION / MINISTERE :
SERVICE :

SECTION

			Baremee	Bareme on vigurur	2003	EXISTANT		BESOIN	BESOINS DU SERVICE 2022		PREVISIONS ACCORDEES 2022	T
k	GRADE (sydelfique à chaque service)	Effectif cadra organique (1)	Mecif	Teus (2)	en Jule 2021 (3)	Masse salariale payde on juin 2021 (4)	Checti non payé (5)	Effect# (Sp-(5)+(5)	Masse saladale (7)-(5)s(2)s12	(fect)	Maton salariate	JUSTFICATION
-	Secrétaire Général Jessimés											
	Descieur Dénéral Assemée			-								
	Dendeur Maamilik											
	Chef de Division Assemilé											
	Chaf do Bureau Masmale											
	Attaché d'Adm de 1ère Classe											
	Attaché d'Adm de 2e Clesse											
	Agent d'Antm. de 16re Classe											-
	Agent d'Adm. de 2e Closse											
0	Agent Auxiliains de 1êre Classe											
=	Agent Auxiliains de 2e Classes											
12	Hussier											-
	Tetal Genéral											



Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

# **ELABORATION DU BUDGET 2022**

Tableau 2.6 : FICHE DES PREVISIONS BUDGETAIRES DES DEPENSES DE RENUMERATION (TITRES 3 ET 6)

NATURE : DEPENSES ACCESSOIRES DU PERSONNEL (3-662)

INSTITUTION / MINISTERE : SERVICE :

SECTION

		liffectif	BAREMEN	BAREMEN EN VIGUEUR	EXIS	EXISTANT		BESOINS	BESOINS DU SERVICE 2021		PREVISIONS ACCORDEES 2021	
ž	GRADE (specifique à chaque sandos)	cadre organique (1)	Effectif	Taux(2)	Effectif payé en Juin 2021(3)	Masse salariale payte en Juin 2021 (4)	Effectif non paye (5)	Effectif (6)=(3)=(5)	Masse salariale (7)=(6)x(2)x12	EMecui	Masse salariate	JUSTIFICATION
-	Secrétaire Général Mosmite				5.5							
N	Drectour General Assemle											
	Director (Assmile											
4	Chef de Division Assimile											
0	Chaf de Bureau /Assimile											
10	Attaché d'Adm de tère Classe											
-	Altacho d'Adm de 2e Classe											
40	Agent of Adm, de 1one Classe											
O1	Apeni d'Adm. de 2e Classe											
0	Agent Auxillane de 16re Classe				- 170 - 34							
=	Agent Audillane de 2e Classe											
-04	Huissier											
	Total Genéral											



Direction Generale des Politiques et Programmation Budgellaire

**ELABORATION DU BUDGET 2022** 

# Tableau 2.7: FICHE DES PREVISIONS BUDGETAIRES DES EFFECTIFS

NATURE :
INSTITUTION / MINISTERE :
SERVICE :

SECTION :

		Elfactiff grades	EFFEC	<b>EFFECTIF PAYE Juin 2021</b>	2021		BESOIN 2022		TOTA	TOTAL PREVISION 2022	2022
ż	GRADE	organique	Services Centraux	Provinces	Total	Services Centraux	Provinces	Total	Services Centraux	Provinces	Total
-	Secrétaraire Général /Assimilé										
2	Directeur Général /Assimilé										
3	Coordonnateur National										
4	Directeur /Assimilés										
9	Chef de Division /Assimile										
9	Chef de Bureau /Assimilé										
7	Attaché d'Adm. de 1ère Classe										
8	Attaché d'Adm. de 2e Classe										
6	Agent d'Adm. de 1ère Classe						1				
0	Agent d'Adm. de 2e Classe										
-	11 Agent Auxiliaire de 1ère Classe										
2	12 Agent Auxilliaire de 2e Classe										
3	13 Huissier				1				- 7		
Ť	Total Général										



République Démocratique du Corgo MANISTERE DU BUDGET Secrétariat Général Directive Chérale de Politiques et Programmelles Religitaire ELABORATION DU BUDGET 2022

# Tableau 2.8. : PREVISIONS BUDGETAIRES DE DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (TITRE 3/ PRIMES NON PERMANENTES)

- Parity				Execution for	Crédie	Crédits 2022	Grade		effectifs	Taux (seir	Mar	Fréquenc	Fréquence annuelle	Total		
Ultera	thefte	Endoution 2019	Exécution 2019 Exécution 2020	Juin 2021	Selficités	Accordes	E	Solicities	Accordis(2)	Geculaire	jour (4)	Sollicités	Accordés (5)	Pe2"3"4"5	Contramentaire	
												Y T				
	TOTAL															



Virection Centrale des Politiques et Programmation Budgelaire

**ELABORATION DU BUDGET 2022** 

Tableau 2.9.: PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (TITRE 3 / RAPATRIEMENT ET MUTATION)

SCRVICE :

Commentaire				
F=(1*2*3)+ C (4*5)				
poids Prix unitaire (bagage) / kilo f (4) (5)				
(b) (4)				
prix unitaire billet (3)				
nombre de famille	Sollicités Accordés(2)			
nombra	Sollicités			
nombre de benéficiaire par famille (prendre en compte tous les moyens utilisés et	voir circulaire) (1)			
Exécution Crédits sollicités 2022 fin juin 2021	Accordés			
Crédits sol	Sollicités			
Exécution fin juin 2021				
Execution 2020				
Exécution Exécution Es				
Ubel		1		PH.
Article - Littera				TOTAL



Direction Girdrale des Philispers et Programmation Budgellaire ELABORATION DU BUDGET 2022

# Tableau 2.10 : PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (Titre 3 /Frais d'installation et d'équipements)

Commentaire					
Total (S) =	(1.5.3.4)				
Fréquence annuelle	Accordis(4)				
Frequen	Solicités				
Taux (voir circulaire)	(3)				
Effectifs	Accordés(2)	100			
5	Sofficités	1			
Catégorie	6				
Crédits 2022	Accordés				
Crédit	Sollicités				
Exécution	2021				
Exécution	2020				
Exécution	2019			4	
illelli					TOTAL
at the same	The same				



trection Generale des Politiques et Programmation Budgeltaire

## **ELABORATION DU BUDGET 2022**

# Tableau 2.11: FICHE DE PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (Titre 4 / Consommables)

Coe USB Farden chemises Farden chemises Cartouche laser jet Vaccin Intecticides et divanfectants Fredent d'esplotazions agricoles	Arritim	ibels	Execution 2018	Luicution 2019	Exhaution 2020	Crédits sollicités 2021	Crédits solicités Crédits accardes 2022 2021	Articles	Quantity (1)	Quantities [1] Prix estitation [2] Prix local field?	Prin total Febra	Name and Address of
Fardes chemises  Cartouche Laser jet Veccin  Weckin  Produit of explorations agriculus  Produit of explorations agriculus  Produit of explorations agriculus  Protects obtachibes  ett.	tons											
Cartowche Laser jet Vacchs Wacchs Insecticides et douinfectants Fredux of exploitations agricoles Fredux of exploitations agricoles etc.							9	De USB				
Cartouche laser jet Vaccin Insecticides et desinfectans Froduit of exploitations agricules Produit of exploitations agricules etc.								Fardes chemises				
Vaccin Insecticides et divanfectants Produit d'espécitations agricoles Préces détachées etc.								Carbouche laver jet				
Insecticides et désinfectants Froduit d'exploitations agricoles Préces détachées ett.								tactin				
Produit of exploitations agricoles Neces détachées etc.							-	nsecticides et désinfectants				
Préces détachées etc.								roduit Gesploitations agricules				
## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##								Véces détachées	1			
							9	tt.				



Direction Generale des Politiques et Programmation Budgellaire

## **ELABORATION DU BUDGET 2022**

Tableau 2.12 : PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (Titre 5 / Titres de voyage)

Syock TOTAL	Art-Litt	Libellé	(prendre en compte tous les movens utilisés)	Nombre de Coût billet Fréquence Total 4 = (1*2*3) (3)	Coût billet A/R (2)	Fréquence (3)	Total 4 = (1*2*3)	Commentaire / Justifications
TOTAL	5хоох							
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
TOTAL								
		TOTAL						



Direction Genérale des Politiques et Programmation Budgettaire

## **ELABORATION DU BUDGET 2022**

Tableau 2.13 : PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (Titre 5 / Frais de mission)

20
1
1
1
1
1
1
1
ï
. :
- 1
. 1
- 1
- 1
-
÷
**
ш
$\mathbf{z}$
5
œ
ш

Art-Ult	Ubellé	Grade (1)	ш	Effectifs	Taux journaller   Nhre jour Fréquence (voir circulaire) (4) annuelle (5)	Nhre jour	Fréquence annuelle (5)	Total (6) = (2*3*4*5)	Commentaire
			Sollicitée	Sollicitée Accordée(2)	_				
-									
-									
-									
-									
-									
-									
-									
			4 4						
	TOTAL								



ction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

## **ELABORATION DU BUDGET 2022**

Tableau 2.14: PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (Titre 5 / Autres prestations)

SERVICE: .....

Art-titt Ubellé	Execution 2019	Exécution 2020	Exécution Exécution Exécution fin 2019 2020 juin 2021	Crédits	Crédits proposés	Articles	coût unitaire (1)		quantité	Frée	Fréquence	Total=1*2*3	Total=1*2*3 Commentaire
				2022	2022			Sollicitée	accordée(2)	Sollicitée	accordée(3)		S
						banderole							
						presses							



Direction Centrale des Politiques et Programmation Budgeltaire

## **ELABORATION DU BUDGET 2022**

# Tableau 2.15 : PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (Titre 6 / Transferts)

SERVICE: ......

1					Crédits		Manhand		Contraction of the Contraction		-
Art-Litt	Libellé	Exécution 2019	2020	2020 juin 2021	sollicités 2022	proposés 2022	(1)	Nombre	(2) Fréquence (3)	(4=1*2*3)	Commentaire
66421	Transfert aux ambassades et postes consulaires								-		
66429	Contribition diverses										
66431	FSI										
66432	Intervention pour catastrophes naturelle										
66433	Aide, secours										
66444	Frais médicaux								-		
66445	66445 Frais fundraires										
	TOTAL										



Direction Générale des Politiques et Programmation Biulgellaire ELABORATION DU BUDGET 2022

# Tableau 2.16 PREVISIONS DES CHARGES COMMUNES

		2000	2010	Eln Ju	Fin Jule 2021	Prévis	Prévision 2022	The second second second
Ardicie-Littera			The second	Vest	Executo	Solicité	Accords	JUSTERCATION
56151	Frah d'entretien							
26384	Fraih d'assurance							
46043	fournitures dnorghtiques.							
26113	tocation satellity							
56333	Communication et télécommunication							
8111	Almentation en eau							
36341	Location immobiliers							
26142	feals d'Rébergeneent							
11799	Frais médicous et pharmaceufiques							
66465	Frais fundratus		7					
86134	Alimentation on énergio étectrique							
26307	Commission bancaire (Rétribution bancaire)	A STATE OF THE STA						



Direction Ghadele des Politiques et Programmation Budgetaire ELABORATION DU BUDGET 2022

Tableau 2.17 :REMUNERATION TRANSFEREE EN PROVINCE

	SECTEURS TRANSFERES	Effectifs actuel payés	Bareme en vigueure (2)	Masse Effectif salariale (3) = Non payé	Non payé	Bareme en vigueure	Masse salariale (6) ==	SOLLICITE
	Santé	SPECIFICACION	ANAMAR PROPERTY.	STATE OF THE PARTY.	S. SCHOOL S.	O CONTROL OF	SECTION OF LA	2
-	Médecin en Chef 5							
2	Médecin en Chaf 4							
2	Médecin en Chef 3							
4	Médecin en Chef 2							
9	Médecin en Chef 1							
0	Médecin en Chef							
7	Médecin Inspect							
8	Med Chef des Câniques							
6	Med Chef des services							
10	Med des Hopitaux 2							
=	Agriculture	THE PERSON					Belle Cappel	2007
-	CO							
2	85							
20	ATAI	THE PERSON NAMED IN						
4	ATA2							
10	AGA1			200	1 2000			
8	AGA2							
1	AA1							
8	AA2							
6	I							
-	Dévéloppement rural			STATE OF	1000	The second		1
-	CD							
2	CB							
m	ATAI							
4	ATA2							
9	AGA1							
9	AGA2							
7	AA1							
60	AA2							
a	I							



Tableau 2.17 : REMUNERATION TRANSFEREE EN PROVINCE

ż	SECTEURS	Effectifs actuel payés	Bareme en	Bareme en Masse Effectif Bareme en vigueure (2) salariale (3) = Non cave vigueure	Effectif Non pays	Effectif Bareme en	Masse catariate (6) =	MONTANT
>	EPSP	SALES SERVICES	Spranting of	Control of the Control		2000	10	
-	CD							
2	CB		32.00					
0	ATAI							
¥	ATA2							
10	AGA1							
9	AGA2							
7	AA1							
80	AA2							
ø	н							
>	AUTORITE	The same	THE REAL PROPERTY.		The same			
	TOTAL							



République Démocratique du Congo MINISTERE DU BUDGET Secrétariat Général Direction Cénérales des Politiques et Programmation Budgellaire ELABORATION DU BUDGET 2022

Tableau 2.18: INVESTISSEMENT PAR SECTEUR TRANSFERE

				Hisb	Historique			1000			Prix total	Credit	
Article-	Nature of équipements	*	2019	26	2020	20	2021	Stock existant	Quantità	(FC)	2022 (credit	accorde	Observation
2		Prevision	Exécution	Prevision	Exécution	Prevision	Prevision				solicite)	2202	
24	Equipement et mobiliers												
	Acquisition des mobilers, équipements de bureau et ablatroménagens												
	- Control of the Cont												
	Acquisition disquipement informatiques												
242	$\overline{}$												
11	П												
3	Equipements éducatifs, culturels et seorités						1						
11													
1	Equipoments agre silvo- pastoraux et industriets												
2	Equipements de construction et de transport												
245	Equipements de communication												
	400000000000000000000000000000000000000												
346	Equipoments divers												
	and distributions.												
247	Equipements Mittaires												



Direction Générale des Politiques et Programmation Budgeltaire

# **ELABORATION DU BUDGET 2022**

# Tableau 2.19: PREVISIONS BUBDGETAIRES DES SERVICES DECONCENTRES

1	٥
-	ì
- 3	ï
- 1	÷
1	:
- 1	٠
	ė
- 13	i
- 1	:
1	:
	۰
- 3	ŧ
- 3	÷
-3	:
- 1	:
- 1	:
	i
	÷
- 6	÷
	÷
	:
	:
	•
	i
-	÷
1	:
-2	:
- 10	ŧ
- 51	÷
	:
	:
	•
	ē
	ï
٠	
7	5
+	í
7	5
- 2	5
U	5
-	•

Chapitre:.....

	NAT	IATURES	BUDGET	BUDGET VOTE 2021	DDEWINON 2022	SMOLTADISTICAL
IIKE	ART-LITT	UBELLE	DOTATION	EXECUTION	PREVINION 2022	SOUTHERE
3						Se conformer à la mercuriale des prix rapprochée aux quantités.
4						Se conformer aux instructions relatives à l'élaboration du budget
5						Se conformer aux instructions relatives à l'élaboration du budget
	TOTAL					



Direction Chabaile des Politiques et Programmation Baulgefauler ELABORATION DU BUDGET 2022

# Tableau 2.20 PREVISIONS DES SERVICES DECONCENTRES (Titre 3)

MCTON:

	473 Comment		
2	- Person		
Priquen	S)		
-	Ī		
Tax	(frost chrosses) 3		
200	(Mectify (2)		
100	Oracle (1)		
Prévision 2623	Accords		
Prestal	Vote Exécute Solliens		
The pain 2021	Colesas		
Flay	Vote		
2420	Extends		
	1		
2310	Extends		
*	Vote		
ATURES ECONOMIQUES	mem		
MATURES	Article		
	11186	-	



République Dimocratique du Congo MINISTERE DU BUDGET Secrétariat Général Division Céntrals de Politique et Programmable Budget ELABORATION DU BUDGET 2022

# Tableau 2.21 PREVISIONS DES SERVICES DECONCENTRES (Titre 4)

+	

200	NATURES !	NATURES ECONOMIQUES		2019	10000	n n	Fla Ju	File Julie 2021	Prevision 2022	# 2022	Articles	Quartitée.	Quartities Prit unitaires Prix total Prinquence	Prin total	Squares marks	Commentaire
	Article	DIELLE	Vote	Extente	WOM	Execute	Vote	Esteats	Sellicite	Accords		63	E	2	Z	
-											CN USB					
-											Cartbuche laser jet couleur					
_											Vaccin					
_										1	Insettidibis et dépiréscents					
											Produit d'exploiations agricoles					
											Fardes chembers					
											Pitch disables					
											254					
									100		Alden et sensurs		0.0			
											10					



### République Démocratique du Congo MINISTERE DU BUDGET

Secrétariat Général

Direction Centrale des Politiques et Programmation Budgellaire

**ELABORATION DU BUDGET 2022** 

# Tableau 2.22 PREVISIONS DES INTERVENTIONS ECONOMIQUES, SOCIALES, SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES

-	
ECTION:	HAPITRE

Constitution of		2019		R STATE OF	921	Fin Jet	Fin Julin 2021	Právia	Polivision 2022	METERCATION
rittle titems	UBELLE	Votel	Endoute	Vess	Exécuté	Vote	Esécute	Soilcite	Accords	
1699	66434 Interventions (contamiques			19 11 11						
2009	6-6434 Interventions spelales									
									284	
16131	Interventions scientifiques									
****	4-4434 Interventions culturalies									



Veretion Generals des Politiques et Programmation Budgetaire

### ELABORATION DU BUDGET 2022

Section:

### Tableau 2.23 PREVISIONS DES EQUIPEMENTS ET MOBILIERS

Article- Littera	Nature & Equipments	20 Prévision	2019 Execution	Historique 2020 Prévision Ex	Aque 20 Exécution	20 Printation	Endevillen fin	Slock exists nt.	Quantité	Preton unitalin (PC)	Prity Prix total unitains (crédit (PC) sodilette)	Criedit acox
7.38	7.341 Equipements et mobiliers											
	Acquistion des mobiliers, equipements de burbau el exectroménagers											
	-											
	1											
	Acquistion d'équipements informatiques											
7.24	7-242 Equipements de Sante											
	and the second s											

JUSTIFICATION



243 Equipements Éducatits, culturels et sportifs

Tableau 2.23 PREVISIONS DES EQUIPEMENTS ET MOBILIERS

1000	THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND	SCHOOL SERVICES	The State of	Mato	Historique	STATE OF THE PERSON NAMED IN	THE PROPERTY.	COMPAND OF	100	W. W. C.S. D.C.	
Article		8	2019	2	2020	R	2021			Probata	Prévisions 28
Litters	Nature & Equiporments	Prévision	Execution	Prevision	Enteration	Prévision	Privileion Extendion fin	Block existing	Quantità	Prik Prik Pri	Prix to lond sollich
7.5	7-244 Equipements agro-silvo-pasioraux et industriels										
	distance (										
	Breni-Henry										
7.20	P-245 Equipements de Construction et de Transports										
7-246	Equipements de Communication										
	***************************************										
	The state of the s										
7-248	Equiperators Divers										
	The same of the sa										

JUSTIFICATION

Crédit accords



Equipements Militaires

7257

Direction Celebrale des Politiques et Programmation Budgellaire

**ELABORATION DU BUDGET 2022** 

# Tableau 2.24 PREVISIONS DES CONSTRUCTIONS, REFECTIONS ET REHABILITATIONS

Section:	Chapitre:

Localisation:

100	TO THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN	THE REAL PROPERTY.	THE PARTY OF	AND SHAPE	Mado	Hatorique	STATE OF	1000	TO THE PERSON NAMED IN	Prievie	Prévisions 2022	
Acta-	trained de constitue	Code total du	2	2013	R	9990	ON CONTRACTOR OF THE PERSON NAMED IN	2001	Resto à payer		The state of the s	AUSTRICATION
Uters		paloud	Previolen	Paleutian	President	Endcation	Philadon	Decetor fo juin	Markey	Samus	Accords	September 1
8-221	8-221 Acquisition des terrains											
	***************************************											
6-231	8-231 Acquisition des batiments								100000			
8.28	8-261 Acquisition des immobilisations financières											
8-232	8-232 Construction d'ouvrages et édifices											
8-233	8-233 Rénabilitation, réfection, addition d'ouvrages et édifices											
	-											



Direction Generale des Politiques et Programmation Budgeltaire

**ELABORATION DU BUDGET 2022** 

SECTION :..

### Tableau 2.25 PREVISIONS DE CONTREPARTIE DES PROJETS

No. of the last of	日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日	Fin Juln 2021	1 2021		STATE OF THE PERSON NAMED IN	Prévision 2022	
urticle-Littera	LIBELLE PROJET	Voté	Execute	Montant total du projet	Part du gouvernement suivant la convention	Accords	JUSTIFICATION
				100000000000000000000000000000000000000			



### D

### République Démocratique du Congo MINISTERE DU BUDGET Secrétariat Général

Direction Cénérale des Politiques et Programmation Budgellaire ELABORATION DU BUDGET 2021

# Tableau 2.26 PREVISIONS DES RESSOURCES EXTERIEURES

CHAPITRE:							
	Tai Cod a Liadi.	Fin Ju	Fin Juln 2021	Montant total	Prévision	Prévision 2022	121
Amcie-Littera	LIBERTE PROSEI	Voté	Exécuté	du projet	Sollicité	Accordé	5
							-
					Service of the servic		
			A CHARLES				
			1				

STIFICATION



2

Direction Genérale des Politiques et Programmation Budgelaire

### ELABORATION DU BUDGET 2022

## Tableau 2.27: PREVISIONS DES BUDGETS ANNEXES

SECTION:	CHAPITRE:
----------	-----------

Article-Littera	DEALTTEE	2022	o de la constante	2022	
	NEVELLES	Projection du service	UCPENSES	Projection du service	JUSTIFICATION
	RECEITES COURANTES		DEPENSES COURANTES		
	Recettes d'exploitation		Depenses d'exploitation		
			- Dépenses de Personnel		
			- Biens et matériels		
			- Dépenses de prestation		
	RECETTES EN CAPITAL		DEPENSES EN CAPITAL		
	Ressources affectées à l'investissement	100 A	Equipements		
			Construction, refection, rehabilitation		
	SOLDE				
The second	Excédent				
	Déficit				
	Nul				



Direction Générale des Politiques et Programmation Budgetaire ELABORATION DU BUDGET 2022

Tableau 2.28: PREVISIONS DES COMPTES SPECIAUX

	***************************************
CTION:	RVICE

Acte Générateur RECETTES COURANTES RECETTES EN CAPITAL RECETTES EN CAPITAL RECETTES EN CAPITAL	Projection du service	Article-Ultera	DEPENSES	Deplementant des	
RECETTES COURANTES RECETTES EN CAPITAL RECETTES EN CAPITAL RECETTES EN CAPITAL				service	JUSTIFICATION
Recettes d'exploitation RECETTES EN CAPITAL Ressources affecties à l'investissement			DEPENSES COURANTES		
RECEITES EN CANTAL Ressources affecties à l'investissement			Depenses d'exploitation		
RECEITES EN CAPITAL Ressources affecties à l'investissement			- Dépenses de Personnel		
RECEITES EN CAPITAL Ressources affectées à l'investissement			- Blens et matériels		
RECEITES EN CANTAL Ressources affecties à l'investissement			- Dépenses de prestation		
Resources affectives à l'investissement			DEPENSES EN CAPITAL		
			Equipqments		
			Construction, refection, réhabilitation		
REPORT					
Excédent					
DAFER					



### **ANNEXE 4:**

### CALENDRIER BUDGETAIRE ACTUALISE DE L'EXERCICE 2022





# CALENDRIER BUDGETAIRE ACTUALISE DE L'EXERCICE 2022

N°	PÉRIODE	ACTIONS	ACTEURS
		Orientation de la politique budgétaire 2022-2024	
		1) Lancement des travaux d'élaboration de la Loi de	- Ministre d'Etat, Ministre
		Circulaire contenant les instructions y relatives	- SG Budget:
			- Sectoriels.
		2) Consultation pré-budgétaire (Séminaire d'orientation	- Ministères du Budget,
		budgétaire) sur le CBMT 2022-2024	des Finances, du Plan ;
			- Ministères sectoriels,
			Institutions;
			- PTF, Société civile, FEC,
			syndicats.
ï	Juin 2021	3) Finalisation du CBMT, du CDMT central et des CDSMT	- Ministre d'Etat, Ministre
		2022-2024	du Budget ;
			- DGPPB.
		4) Rédaction de la Lettre d'Orientation Budgétaire (LOB) et	- Premier Ministre ;
		transmission aux Responsables des institutions,	- Ministre d'Etat, Ministre
		ministères (Pouvoir central, provinces), des Budgets	du Budget;
		annexes et des Comptes spéciaux	- SG Budget;
			- DGPPB.
		5) Transmission du CBMT final aux services du Pouvoir	- Premier Ministre;
		central et des provinces	- Ministre d'Etat, Ministre
			du Budget.
A S			

°N°	PÉRIODE	ACTIONS	ACTEURS
		6) Reclassement et rationalisation des organismes	- Cabinet Budget;
		auxiliaires	- SG Budget;
			- DGPPB, DGDSP;
			- Sectoriels.
		7) Identification des comptes spéciaux et budgets annexes	- Cabinet Budget;
			- SG Budget;
			- DGPPB, DGDSP;
			- Sectoriels.
II.	Juillet 2021	Elaboration des prévisions sectorielles, Harmonisation	
		des investissements, validation des Projets Annuels de	
		1) Elaboration des prévisions budgétaires sectorielles et	- Sectoriels;
		transmission à la DGPPB	
		2) Mission d'harmonisation des investissements du	- DGPPB;
		Pouvoir central et des Provinces	- SG Budget;
			- SG Plan ;
			- Provinces.
		3) Actualisation des Projets Annuels des Performances des	- SG Budget;
		sectoriels pour l'exercice 2022	- DGDSP;
			- DGPPB;
			- Sectoriel.
		4) Elaboration de la Circulaire sur la performance	- Ministre d'Etat, Ministre
			du Budget;
			- DGDSP;
			- Sectoriels.
		5) Elaboration des rapports annuels de performances de	- DGPPB, DGDSP
		secteurs pilotes	- Sectoriels
		6) Conférences de performances	- Ministre d'Etat, Ministre
			du Budget ;
			- DGDSP, DGPPB;
			- Sectoriels.
00			

»N	PÉRIODE	ACTIONS	ACTEURS
Ħ	Août 2021	Conférences budgétaires de l'exercice 2022, arbitrages et finalisation des documents budgétaires ainsi que le processus de validation du projet de loi de finances 2022	
			- DGPPB; - Ministères sectoriels et institutions; - Administrations financières; - Services d'assiette; - Budgets annexes; - Comptes spéciaux.
		2) Arbitrages, finalisation des documents budgétaires et processus de validation du projet de loi de finances 2022 Arbitrages budgétaires et détermination des grandes lignes de l'avant-projet du budget 2022 (20 jours)	- Ministre d'Etat, Ministre du Budget - SG Budget - DGPPB
IV.	Début septembre 2021	Elaboration du Projet de loi de finances rectificative 2021, Finalisation du projet de loi de finances 2022 et dépôt au Parlement  1) Elaboration du Projet de loi de finances rectificative 2021 (7 jours)	
9		<ul> <li>a) Actualisation des prévisions des recettes</li> <li>b) Actualisation des prévisions des recettes</li> <li>c) Actualisation des mesures fiscales et administratives</li> </ul>	<ul> <li>DGPPB;</li> <li>Ministères sectoriels et institutions;</li> <li>Administrations financières;</li> <li>Services d'assiette;</li> <li>Budgets annexes;</li> <li>Comptes spéciaux.</li> </ul>

(a) (b) (c) (c) (d) (d) (d) (d) (d) (d) (d) (d) (d) (d	THE RESERVE OF THE PARTY OF THE	400	CINCIANO	Action
	FER	JODE	25	ACIEUKS
				- Ministre d'Etat, Ministre
			rectificative 2021 et validation par le Ministre du Budget	du Budget ;
				- SG Budget; - DGPPB.
				- Ministre d'Etat, Ministre
			rectificative 2021 au Gouvernement et adoption en	du Budget;
			Conseil des Ministres	- Gouvernement.
				- Ministre d'Etat, Ministre
			de finances rectificative 2021 et transmission au	du Budget;
			Parlement	- SG Budget;
				- DGPPB;
				- Imprimerie ;
				- Primature ;
				- Parlement.
· 🖺		2		
			jours)	
				- Ministre d'Etat, Ministre
			finances 2022	du Budget
				- SG Budget
				- DGPPB
				- Personnes ressources
				(Présidence de la
				République, Primature,
				Finances, Plan)
				- Commission
			2022 par la Commission ECCFIN du Gouvernement	Economique et
				Financière du
				Gouvernement
adoption du Projet de Loi de Finances 2022 au Cons				- Conseil des Ministres
des Ministres			adoption du Projet de Loi de Finances 2022 au Conseil	- Secrétariat Général du
				Gouvernement
d) Elaboration du PEB et du PTR callé au projet de loi c				- Cabinet Budget;
finances 2022 (5 jours)	IN.		finances 2022 (5 jours)	- Cabinet Finances;

No	aroraga	ACMIONG	ACTETIDG
17	TENODE	ACTIONS	ACIDONS
			- SG Budget;
			- SG Finances;
			- DCB;
			- DTMF;
			- DGPPB.
		e) Communication des enveloppes provisoires des 40% des	- Ministre d'Etat, Ministre
		recettes à caractère national du Projet de Loi de	du Budget;
		Finances 2022 aux provinces et ETD	- Gouverneurs de
			Province.
		f) Finalisation et impression du Projet de Loi de Finances	- Ministre d'Etat, Ministre
		2022	du Budget;
			- DGPPB;
			- SG Budget;
			- Imprimerie.
		3) Dépôt au Parlement du Projet de loi de finances	
		rectificative 2021 et du projet de loi de finances 2022	
		Dépôt du Projet de Loi de Finances de l'exercice 2022	- Premier Ministre;
		au Bureau de l'Assemblée Nationale (au plus tard le 15	- Gouvernement.
		septembre 2021)	
		4) Elaboration et publication de la version citoyenne du	- Ministre d'Etat, Ministre
		Projet de loi de finances de l'exercice 2022, de la	du Budget;
		revue semestrielle de l'exécution de la Loi de	- SG Budget;
		Finances 2021 et du Cadre Budgétaire à Moyen	- DGPPB.
		Terme 2022-2024.	
Λ.	Mi-septembre - novembre 2021	Examen et vote du projet de loi de finances rectificative	
		2021, du projet de loi de finances 2022 et des projets	
		d'édits budgétaires 2022 par les organes délibérants	
		1) Examen et vote du Projet de loi de finances	
		rectificative 2021 au Parlement	
		a) Examen et vote du Projet de loi de finances rectificative	- Assemblée Nationale ;
		2021 par l'Assemblée Nationale (5 jours)	- Gouvernement.
		b) Examen et vote du Projet de loi de finances rectificatives	- Sénat ;
30		2021 par le Sénat (5 jours)	- Gouvernement.
10			

	2) Examen et vote du Projet de Loi de Finances 2022 au Parlement	
	a) Examen et vote du PLF 2022 à l'Assemblée Nationale (40 jours)	- Assemblée Nationale.
	b) Examen et vote du PLF 2022 au Sénat (20 jours)	- Sénat.
	c) Paritaire Assemblée Nationale – Sénat (éventuel)	- Assemblée Nationale ;
		- Sénat ;
		- Gouvernement.
	1) Processus de validation des budgets en provinces	
	a) Communication de l'enveloppe votée des 40% des recettes	- Ministre d'Etat, Ministre
	à caractère national de l'exercice 2022 (Pouvoir central	du Budget ;
	vers la Province, Province vers les ETD)	- Gouverneurs de
		Provinces.
	b) Examen et vote des édits budgétaires et décisions	- Assemblées provinciales
	budgétaires	et organes délibérants
		locaux;
		- Exécutifs provinciaux et
		locaux.
Décembre 2021	Promulgation et mécanisation de la Loi de finances 2022	
	1) Promulgation de la Loi de Finances 2022 (avant le 20	- Président de la
	décembre 2021)	République.
	2) Vote des édits et promulgation des édits et décisions	- Assemblées provinciales
	budgétaires (avant le 25 décembre 2021)	et organes délibérants
		locaux;
		- Exécutifs provinciaux et
		locaux.
	3) Mécanisation, impression et publication de la Loi de	
	Finances 2022 (avant le 31 décembre 2021)	
	a) Mécanisation et impression de la Loi de finances 2022,	- Ministre d'Etat, Ministre
	transposition des crédits dans la chaîne de la dépense	du Budget;
		S.C. Budget

		- DGPPB;
		- CII ;
		- Imprimerie.
q	Signature de l'Arrêté portant répartition des crédits de la	- Ministre d'Etat, Ministre
	Loi de finances de l'exercice 2022 et transmission aux	du Budget
	sectoriels	
(2)		- Ministre d'Etat, Ministre
	2022	du Budget ;
		- SG Budget;
		- DGPPB.
(p)	d) Elaboration de la Circulaire contenant les instructions	- Ministre d'Etat, Ministre
	relatives à l'exécution de la Loi de finances 2022	du Budget ;
		- SG Budget;
		- DCB.
(a)	e) Transmission du Plan de Passation des Marchés pour	- DGDSP;
	intégration dans le PEB	- DPB/Plan.

Fait à Kinshasa, le 11.1 JUIN 2021

Aimé BOJI SANGARA BAMANYIRWE